

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

L'INVENTAIRE ET LE CLASSEMENT DES TITRES A REVENU FIXE A MOYEN ET LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC

1. Introduction.

Le présent article constitue une mise à jour des études sur l'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public parues précédemment dans ce *Bulletin* ⁽¹⁾. Il se situe particulièrement dans la ligne du dernier article qui a, pour la première fois, adapté la méthode suivie en tenant compte des définitions utilisées dans l'établissement de la statistique des encours et mouvements des créances et des dettes ⁽²⁾. Les données principales de cet inventaire et de ce classement ont été régulièrement publiées dans la partie statistique du *Bulletin* au tableau XVI-4 intitulé « Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public ». Le présent article

complète les chiffres du tableau précité, en donne le détail et les commente, surtout en ce qui concerne les années 1962-1964.

Les titres qui font l'objet de cette étude sont définis comme étant les valeurs mobilières à revenu fixe à moyen et long terme, c'est-à-dire à plus d'un an, libellées en francs belges et émises par le secteur public belge ⁽¹⁾. Il s'agit donc de titres émis par le secteur public belge quelle que soit la modalité de leur émission : émis au robinet ou par grosses tranches; sous forme de certificats de trésorerie, de bons de caisse, de bons de capitalisation ou d'obligations; accessibles ou non à tout placeur.

Ainsi qu'il vient d'être souligné, le matériel statistique du présent article a été aménagé, à l'instar de celui de l'étude précédente, de manière à assurer la cohérence entre l'inventaire et le classement des titres émis par le secteur public, d'une part, et les encours et mou-

⁽¹⁾ Cf. *Bulletin d'Information et de Documentation*, janvier 1954, pp. 1-14; octobre 1955, pp. 251-257; janvier 1958, pp. 14-21; mars 1961, pp. 133-141; et avril 1963, pp. 305-320.

⁽²⁾ Voir « Encours et mouvements des créances et des dettes dans l'économie belge », *Bulletin d'Information et de Documentation*, août-septembre 1962, pp. 129-159; février 1963, pp. 121-175; mars 1964, pp. 262-281; octobre 1965, pp. 322-328.

⁽¹⁾ Les renseignements comprennent toutefois un certain montant de bons de caisse à un an émis par les organismes publics de crédit, qu'il n'a pas été possible d'éliminer de manière systématique.

vements des créances et des dettes, d'autre part. Les deux statistiques utilisent la même découpe sectorielle et une définition identique des secteurs débiteurs.

La statistique des encours et mouvements des créances et des dettes comprend, pour les secteurs débiteurs « Paraétatiques d'exploitation », « Etat », « Secteur public non compris ailleurs », « Sécurité sociale » et « Organismes publics de crédit non monétaires », une ligne « Obligations accessibles à tout placeur » et une ligne « Obligations non accessibles à tout placeur ». Ces deux lignes reprennent les valeurs mobilières à revenu fixe à moyen et long terme libellées en francs belges ou en monnaies étrangères et émises par le secteur public belge. Elles englobent donc les titres dont il est question dans le présent article, plus les valeurs mobilières de même type libellées en monnaies étrangères.

Dans les tableaux de synthèse (tableaux I et X), les rubriques sous lesquelles sont regroupés les secteurs débiteurs de titres et les secteurs détenteurs de titres, ont été calquées sur celles de la statistique des encours et mouvements des créances et des dettes; toutefois, en ce qui concerne le regroupement des débiteurs, il n'a pas été jugé utile de reprendre la distinction entre « secteurs non financiers » et « intermédiaires financiers » et, par voie de corollaire, l'ordre des rubriques est différent dans les deux statistiques. Les tableaux de détail fournissent les éléments permettant de reconstituer les rubriques des tableaux de synthèse publiés dans les cinq premiers articles et du tableau XVI-4 tel qu'il a été publié jusqu'à présent dans la partie statistique du *Bulletin*, et montrent ainsi comment les anciennes séries statistiques se rattachent aux nouvelles.

Conformément au principe adopté dans la statistique des encours et mouvements des créances et des dettes, qui consiste à faire apparaître les secteurs effectivement débiteurs des dettes recensées, la distinction faite dans la présente statistique repose sur la personnalité du débiteur de l'emprunt. En conséquence, les dettes obligataires recensées sous chaque rubrique ne comprennent que les titres dont le remboursement est à la charge des entités elles-mêmes comprises dans ces rubriques. Ainsi, les titres des secteurs « Organismes publics de crédit non monétaires », « Paraétatiques d'exploitation » et « Secteur public non compris

ailleurs » n'englobent pas les titres émis par les entités faisant partie de ces secteurs, mais qui sont remboursables par l'Etat et constituent de ce fait des titres de la dette publique indirecte. Ces titres figurent à la rubrique « Etat » avec les titres de la dette directe. Pour certains travaux, cependant, l'optique « bénéficiaire » peut être plus appropriée que l'optique « débiteur »; pour permettre de repasser de cette seconde optique à la première, les tableaux de détail subdivisent les titres dont l'Etat est débiteur en dette directe et dette indirecte et mentionnent « pour mémoire », à côté des titres dont les divers autres secteurs sont débiteurs, la dette indirecte que ces mêmes secteurs ont émise.

Dans le classement des titres par secteurs détenteurs, l'« Etranger » a été supprimé en tant que groupe indépendant, pour être intégré dans le groupe de détenteurs le plus important appelé désormais « Entreprises et particuliers, Etranger ». Il faut noter que l'ancien secteur « Etranger » ne comprenait qu'un certain nombre de détenteurs congolais ainsi qu'un organisme international, les seuls non-résidents qu'il était possible d'isoler en l'occurrence. Les avoirs détenus par les autres non-résidents étaient englobés dans le portefeuille, établi par solde, du secteur des « entreprises et particuliers ». Désormais, les avoirs des détenteurs étrangers seront traités de manière homogène : ils ne seront plus inclus dans deux secteurs différents, suivant que l'on possède ou non des renseignements à leur sujet, mais figureront tous dans un seul secteur plus large. Cette modification se justifie d'autant plus que, d'une part, le classement ne reprend plus les titres émis par le Congo, dont les détenteurs congolais possédaient un portefeuille d'une certaine importance, et que, d'autre part, les avoirs en titres émis par le secteur public belge de ces mêmes organismes congolais sont tombés à un niveau très bas depuis la création, en 1963, de l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-mer : cet Office, rangé parmi les « organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension » est, en effet, issu de la fusion de quatre organismes congolais qui ont cessé par là même de figurer dans le secteur « Etranger ».

Dans l'article précédent, ainsi que dans le tableau XVI-4 tel qu'il a été publié jusqu'à présent, les titres émis par le Congo, libellés en francs belges, ou bien en francs belges ou

congolais ⁽¹⁾, ayant pour débiteur le Trésor congolais, avaient été maintenus parmi les titres recensés. Cependant, depuis le 30 juin 1960, le maintien des titres congolais ne se justifiait plus que par des raisons de continuité statistique, car ces titres ne pouvaient plus être assimilés à ceux qui sont émis par le secteur public belge, du fait que le Congo était devenu un État souverain et que l'amortissement et le paiement des intérêts n'étaient plus assurés.

Le statut de la dette congolaise a été réglé par la convention belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvée par la loi du 23 avril 1965. Conformément aux stipulations de cette convention, un « Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion » a été créé conjointement par la Belgique et le Congo, en vue d'émettre en son nom et pour son compte exclusif un emprunt en francs belges au taux de 3,50 p.c. l'an, amortissable en quarante ans maximum. Les titres de cet emprunt sont appelés à se substituer aux titres de la dette congolaise admis à sa souscription. Celle-ci a été ouverte le 6 décembre 1965 et ne pourra être clôturée moins de six mois après cette date. Les titres congolais détenus par des organismes publics du Congo sont cependant exclus de la conversion. Le « Fonds belgo-congolais » est une institution autonome de droit public international rangée dans le secteur « Etranger », à l'égard de laquelle la Belgique, d'une part, et le Congo, d'autre part, ont contracté un engagement direct visant à lui assurer une dotation annuelle.

Comme l'État belge est partie à la convention en vertu de laquelle le « Fonds belgo-congolais » a été créé et assume indirectement une fraction du service de l'emprunt émis par ce Fonds, les titres de cet emprunt, sans être assimilables à ceux qu'émet le secteur public belge, ont cependant avec ceux-ci un certain lien de parenté. C'est pourquoi il a paru intéressant de faire figurer « pour mémoire » dans l'inventaire, les titres congolais libellés soit en francs belges, soit en francs congolais, qui y étaient déjà inscrits auparavant ⁽²⁾ et qui ont été, par ailleurs, admis,

sous réserve de l'estampillage des titres détenus par des organismes publics du Congo, à la souscription de l'emprunt du « Fonds belgo-congolais ».

L'encours des titres repris de la sorte « pour mémoire » a diminué depuis 1960 en raison du brûlement des titres qui se trouvaient en possession de l'ancienne Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi vers la fin de 1963. Dans les tableaux relatifs à la situation à la fin de 1965, qui paraîtront ultérieurement, les titres congolais auront été partiellement remplacés par ceux de l'emprunt du Fonds belgo-congolais. Enfin, après la clôture de l'émission de cet emprunt, l'encours des titres congolais qui n'auront pas été présentés à la souscription de l'emprunt du Fonds sera omis dans l'inventaire. En ce qui concerne les tableaux relatifs au classement des titres, il n'a plus été tenu compte des titres congolais. C'est donc uniquement l'encours des titres émis par le secteur public belge qui a été réparti par secteurs détenteurs pour chacune des années 1957 à 1964.

L'inventaire et le classement des titres émis par le secteur public seront présentés et commentés, spécialement en ce qui concerne les années 1962 à 1964, dans les deux sections suivantes, un chapitre spécial, d'une facture nouvelle, étant réservé au marché des titres accessibles à tout placeur. Une dernière section sera enfin consacrée à quelques conclusions.

2. Inventaire des titres du secteur public.

Pour opérer l'inventaire des titres émis par le secteur public, on les a répartis entre différents secteurs ou organismes débiteurs.

Par ailleurs, les titres ont été ventilés en deux catégories suivant qu'ils sont ou non accessibles à tout placeur. Les titres accessibles à tout placeur comprennent les dettes émises par souscriptions publiques et celles qui sont cotées en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue ainsi que celles qui font habituellement l'objet de négociations hors bourse ⁽¹⁾. Les titres qui ne répondent pas

(1) Il s'agissait de la dette consolidée du Trésor congolais uniquement, étant donné l'absence de renseignements statistiques complets concernant la dette à moyen terme.

(2) A l'exception de 750 millions de bons du Trésor libellés en francs belges et détenus par l'État belge depuis 1960.

(1) Sont donc compris, notamment, les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Tableau I.
Inventaire des titres du secteur public
 Montants en circulation à fin d'année
 (valeurs nominales, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur										Non accessibles à tout placeur										Total											
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
	Etat	158,6	170,6	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	253,3	48,7	45,9	44,9	42,5	66,6	64,4	64,2	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7	298,4	308,2	315,0	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7	298,4	308,2	315,0
Organismes publics de crédit non monétaires	55,0	64,9	74,2	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	13,6	15,6	17,3	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation ...	24,1	23,5	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	3,5	4,1	5,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	27,6	27,6	32,1	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8	27,6	27,6	32,1	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,8	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	1,8	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	25,0	26,2	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	7,2	8,3	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	32,2	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0	32,2	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	262,7	285,2	315,7	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	79,4	79,8	82,1	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	342,1	365,0	397,8	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2	342,1	365,0	397,8	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	9,0	12,8	12,2	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	1,4	1,3	1,3	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	10,4	14,1	13,5	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9	10,4	14,1	13,5	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

1 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 19,8 milliards en 1962, 19,9 milliards en 1963 et 1964.

à ces conditions sont rangés dans la deuxième catégorie : celle des titres non accessibles à tout placeur. Tels sont, par exemple, les titres de la dette consolidée de l'Etat envers la Banque Nationale, ceux qui représentent la fraction non libérée de l'emprunt de l'Assainissement monétaire (1) et certains certificats de trésorerie à plus d'un an logés exclusivement dans les banques de dépôts ou dans des organismes paraétatiques.

Le tableau I donne l'inventaire des titres du secteur public au 31 décembre de chacune des années 1957 à 1964. Les chiffres antérieurs à 1962 ont déjà été publiés dans l'article précédent, mais sont reproduits ici en tenant compte des améliorations qu'ils ont subies dans certains cas. Le commentaire se rapporte surtout aux nouvelles données relatives aux années 1962 à 1964, l'analyse des chiffres antérieurs ayant déjà été faite précédemment. Les titres sont regroupés suivant que leur service est à charge de l'Etat, des organismes publics de crédit non monétaires, des paraétatiques d'exploitation, de la Sécurité sociale ou du secteur public non compris ailleurs. Chacune de ces rubriques est, à son tour, ventilée dans les tableaux III à VII.

Les titres, libellés en francs belges et en francs belges ou congolais, dont le Trésor congolais est débiteur, ne sont plus repris dans l'inventaire que « pour mémoire » pour les raisons indiquées dans l'introduction.

Dettes de l'« Etat ».

Cette rubrique comprend tous les titres de la dette directe et indirecte en francs belges consolidée et à moyen terme de l'Etat, celui-ci étant entendu dans le sens strict de « Trésor » et non dans l'acception plus large des comptes nationaux réels.

L'Etat est le principal débiteur sur le marché des titres émis par le secteur public. Sa part dans l'ensemble des titres en circulation a cependant progressivement diminué de 61,9 p.c. en 1957, à 57,5 p.c. en 1961 et à 55,9 p.c. en 1964 (voir tableau II). Pourtant, l'encours total des titres dont l'Etat est débiteur n'a cessé de s'accroître au cours de la période. L'augmentation de son endettement net a été très variable d'une année à l'autre,

(1) On notera que la dernière tranche de titres de cet emprunt a été libérée en juillet 1961.

Tableau II.

Répartition en pour cent par groupes de débiteurs des titres du secteur public

Débiteurs	1957	1958	1959	1960	1961	1962 1	1963 1	1964 1
Etat	61,9	60,1	58,7	58,5	57,5	57,3	56,3	55,9
Organismes publics de crédit non monétaires	20,1	22,1	23,0	24,2	25,9	26,3	27,1	27,5
Paraétatiques d'exploitation	8,1	7,6	8,1	7,4	7,0	6,8	6,8	6,6
Sécurité sociale	0,5	0,8	1,1	1,4	1,6	2,0	2,3	2,6
Secteur public non compris ailleurs ...	9,4	9,4	9,1	8,5	8,0	7,6	7,5	7,4
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1 Sans tenir compte de l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 19,3 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

ce qui a conféré un caractère résiduel à ces émissions (voir tableaux VIII et IX).

L'accroissement considérable enregistré en 1962 résulte principalement de la conversion de 19,8 milliards de certificats de trésorerie de la tranche A, logés dans les banques de dépôts, en un « emprunt spécial de conversion de 1962 » (1). Cette conversion a fait brusquement apparaître parmi les titres à moyen et long terme une dette préexistante qui, jusqu'alors, figurait dans la dette à court terme de l'Etat. Cette opération n'a, bien entendu, assuré aucune recette supplémentaire à l'Etat, si bien qu'en raison de son caractère artificiel, il vaut mieux ne pas en tenir compte notamment dans le commentaire des mouvements des titres en circulation. Les titres du nouvel emprunt ne sont pas accessibles à tout placeur. Par arrêté du Ministre des Finances (2), ils ont été admis, en mars 1963, pour une valeur nominale de 1 milliard, à la souscription de l'emprunt de l'Etat 1963-1983, si bien que le capital en circulation est revenu de 19,8 milliards à la fin de 1962 à 18,8 milliards à la fin de 1963. L'échange a été effectué à raison de 100.000 francs de capital nominal en obligations de l'emprunt spécial de conversion, contre 90.000 francs de capital nominal en obligations de l'emprunt 1963-1983.

Indépendamment de l'opération à laquelle on vient de faire allusion, l'encours des titres

dont l'Etat est débiteur s'est accru de 7,7 p.c. en 1962 et de 1,6 p.c. et 3,9 p.c. respectivement au cours des deux années suivantes (voir tableau IX).

Il peut être intéressant de rapprocher l'accroissement de l'encours des titres à charge de l'Etat, recensés ici, de l'évolution de ses besoins nets de financement qui l'obligent à recourir au marché des capitaux. En 1962, ses besoins s'élevaient à 12,3 milliards, contre 23,3 milliards en 1963 et 15 milliards en 1964. Malgré l'ampleur plus limitée de ses besoins en 1962, le recours de l'Etat aux fonds offerts à moyen et long terme sur le marché intérieur a été considérable. En effet, l'Etat a mis à profit l'abondance des disponibilités pour y emprunter au-delà de ses besoins immédiats, en vue d'améliorer la structure de sa dette en remboursant des emprunts en monnaies étrangères. En 1963, par contre, en raison notamment des réactions suscitées dans le public par la loi de réforme fiscale du 20 novembre 1962, l'Etat n'a pas réussi à recueillir suffisamment de fonds à long terme sur le marché intérieur des capitaux, d'autant plus que ses besoins se sont sensiblement accrus par rapport à 1962. Il a été, dès lors, obligé d'accroître son recours à court terme au marché intérieur et de développer ses emprunts en monnaies étrangères. En 1964, la situation tant des finances publiques que du marché des capitaux s'est améliorée et les émissions à long terme ont couvert de nouveau une fraction plus élevée des besoins nets de financement de l'Etat.

La dette de l'Etat peut être répartie entre la dette directe et la dette indirecte (voir tableau III). La dette directe accessible à tout placeur représente de loin la partie la plus

(1) Voir arrêté royal du 20 décembre 1962 relatif à l'émission d'un emprunt dénommé « emprunt spécial de conversion de 1962 », *Moniteur* du 22 décembre 1962, p. 11580.

(2) Voir arrêté ministériel du 11 mars 1963 relatif à l'échange d'obligations de l'emprunt spécial de conversion de 1962 contre des obligations de l'emprunt 1963-1983, *Moniteur* du 15 mars 1963, p. 2721.

Tableau III.

Titres dont l'Etat est débiteur

Montants en circulation à fin d'année

(valeurs nominales, en milliards de francs)

	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Dette directe ¹	143,6	154,9	169,8	186,8	194,1	207,6	212,7	220,6	51,2	46,7	44,0	43,0	40,7	64,8	62,6	62,6	194,8	201,6	213,8	229,8	234,8	272,4	275,3	283,2
Dette indirecte	15,0	15,7	17,9	17,4	22,1	24,2	26,1	30,2	2,1	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,6	17,1	17,7	19,8	19,3	23,9	26,0	27,9	31,8
Total ...	158,6	170,6	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	53,3	48,7	45,9	44,9	42,5	66,6	64,4	64,2	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7	298,4	303,2	315,0

¹ Y compris l'emprunt 4 p.c. d'un montant de 0,8 milliard de la Société Nationale du Logement.

² Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 10,8 milliards en 1962, 19,8 milliards en 1963 et 1964.

importante des titres dont l'Etat est débiteur; elle est également, pour une bonne part, à l'origine des mouvements enregistrés au cours de la période envisagée. En 1962, la dette directe non accessible à tout placeur, l'opération de conversion du 31 décembre 1962 mise à part, a augmenté en raison d'émissions à moyen terme. En 1963, une diminution s'est produite à la suite des remboursements d'emprunts à moyen terme et du déblocage de 1 milliard de titres de l'emprunt spécial de conversion de 1962. Au cours de la période 1962 à 1964, la dette indirecte accessible à tout placeur a augmenté à cause des émissions d'emprunts du Fonds des Routes. La dette indirecte non accessible à tout placeur a quelque peu diminué en 1964. Depuis 1956, il n'y a plus eu de nouvelles émissions de cette catégorie de dette, dont l'encours apparaît bien modeste au regard du montant global des titres dont l'Etat est débiteur.

Dettes des « organismes publics de crédit non monétaires ».

Les organismes publics de crédit non monétaires sont au nombre de neuf : la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal de Belgique, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale du Logement, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, le Fonds du Logement et le Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses (voir tableau IV). Tout comme par le passé, les émissions « au robinet » ont été recensées au même titre que les émissions par grosses tranches; par contre, la fraction des emprunts de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne qui a été souscrite par l'Etat n'a pas été prise en considération.

Au point de vue de leur importance relative par rapport à l'encours global des titres recensés ici, les organismes publics de crédit non monétaires viennent en deuxième lieu. Leur part dans le volume des titres en circulation est passée de 20,1 p.c. en 1957, à 25,9 p.c. en 1961 et à 27,5 p.c. en 1964 (voir tableau II).

De la fin de 1961 à la fin de 1964, l'encours des titres dont ces organismes sont débiteurs a progressé de 25 p.c., soit à un rythme net-

Tableau IV.

Titres dont sont débiteurs les organismes publics de crédit non monétaires

Montants en circulation à fin d'année

(valeurs nominales, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	21,6	26,2	31,2	35,8	42,3	44,8	47,8	48,1	—	—	—	—	—	—	—	—	21,6	26,2	31,2	35,8	42,3	44,8	47,8	48,1
Crédit Communal de Belgique	26,3	30,9	34,6	39,1	43,0	48,7	51,1	56,7	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	27,4	32,0	35,6	40,0	43,9	49,6	51,9	57,5
<i>Pour mémoire</i> : titres faisant partie de la dette indirecte	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	2,8	3,3	3,6	4,2	5,0	5,5	6,4	6,6	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	3,3	3,6	4,2	5,0	5,5	6,4	6,6
Société Nationale du Logement	—	—	—	—	—	—	—	—	8,1	9,4	10,7	11,8	12,7	13,9	14,8	16,1	8,1	9,4	10,7	11,8	12,7	13,9	14,8	16,1
<i>Pour mémoire</i> : titres faisant partie de la dette indirecte	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8
Institut National de Crédit Agricole	1,4	1,5	1,7	2,0	2,1	3,2	3,8	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4	1,5	1,7	2,0	2,1	3,2	3,8	4,4
Office Central de Crédit Hypothécaire	2,9	3,0	3,1	3,4	3,7	3,9	4,1	4,2	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	3,0	3,1	3,4	3,7	3,9	4,1	4,2
Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne	—	—	—	—	—	—	—	—	2,7	3,2	3,6	4,0	4,3	4,6	5,0	5,5	2,7	3,2	3,6	4,0	4,3	4,6	5,0	5,5
Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	1,7	1,9	2,0	2,1	2,3	2,5	2,7	2,9	1,7	1,9	2,0	2,1	2,3	2,5	2,7	2,9
Total ...	55,0	64,9	74,2	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	13,6	15,6	17,3	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
<i>Pour mémoire</i> : titres faisant partie de la dette indirecte	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,5	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,4

tement supérieur à celui des titres des autres catégories de débiteurs distinguées dans la présente étude, à l'exception des organismes de la Sécurité sociale. Ce développement est intervenu malgré les répercussions suscitées par la loi sur la réforme fiscale qui a ralenti les émissions nettes de ces organismes en 1963 et 1964.

Le Crédit Communal de Belgique et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sont de loin les organismes publics de crédit non monétaires dont les besoins de capitaux sont les plus importants. A la fin de 1964, leur part relative dans la dette à charge des organismes publics de crédit non monétaires représentait respectivement 40 p.c. et 33 p.c., soit 73 p.c. au total.

Malgré l'abondance de fonds qui a régné sur le marché, l'augmentation des émissions de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie s'est ralentie en 1962. Cette progression moins rapide était la conséquence, d'une part, d'une diminution relative des besoins en nouveaux crédits de la clientèle et, d'autre part, de l'utilisation en 1962 de capitaux recueillis au cours des derniers mois de l'année antérieure. Alors qu'en 1961, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie avait été contrainte à tenir en suspens, pendant un certain temps, quelques demandes de crédit particulièrement importantes, en 1962, les nouvelles souscriptions ont été si abondantes qu'elle a même été obligée, à différentes reprises, de suspendre, au moins partiellement, l'émission de ses obligations et bons de caisse pour écarter ainsi les offres. En 1963, le marché des capitaux étant à nouveau à l'étroit, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a dû employer en partie ses réserves de moyens de financement formées au cours de l'année précédente. En 1964, elle n'a pu obtenir le concours traditionnel des placeurs institutionnels pour ses émissions d'obligations. Aussi, pour financer ses opérations de crédit, a-t-elle été contrainte de rétrécir sa trésorerie. Au surplus, elle a emprunté à l'étranger un montant de 2 milliards. La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite lui a, de son côté, apporté un concours appréciable au cours des deux années 1963 et 1964.

Le Crédit Communal de Belgique a également bénéficié de l'abondance des capitaux qui a prévalu en 1962. Au cours de l'année sui-

vante, par suite de la réaction provoquée par la réforme fiscale, les fonds disponibles se sont dirigés vers les placements liquides, déterminant notamment une majoration exceptionnelle des avoirs constitués sous forme de dépôts d'épargne auprès de cette institution, dont le financement a pu être ainsi assuré malgré le ralentissement de ses émissions à moyen et long terme. Pendant l'année 1964, la réserve du public à l'égard des placements en bons de caisse s'est atténuée et les souscriptions se sont développées de nouveau à un rythme normal comme en 1961. Ce revirement s'est fait au détriment des carnets de dépôts dont la progression est néanmoins demeurée importante.

Les émissions de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel sur le marché des capitaux ont subi un ralentissement surtout sensible en 1964. Le placement de ses obligations et bons de caisse émis au robinet s'est révélé difficile, malgré des majorations de taux accordées aux souscripteurs depuis le mois de février 1964. Les émissions ont surtout porté sur des bons de caisse dont les échéances étaient relativement rapprochées.

Les opérations de crédit et, partant, les besoins de financement de l'Institut National de Crédit Agricole, ont reçu une impulsion spéciale à la suite de la création du Fonds d'Investissement Agricole au début de 1961. Aussi les émissions nettes de l'Institut ont-elles fortement augmenté en 1962. Au cours des deux années suivantes, elles se sont ralenties et, en 1964, l'Institut a même dû recourir à des emprunts en monnaies étrangères pour compléter ses moyens d'action.

Parmi les organismes publics de crédit spécialisés dans le financement de la construction de logements, c'est la Société Nationale du Logement qui a le plus gros encours. On remarquera que les titres de cette société rentrent tous dans la catégorie des titres non accessibles à tout placeur : il s'agit, en effet, d'émissions privées de titres nominatifs non cotés en Bourse. La progression de l'encours des titres de cette société ⁽¹⁾ est déterminée chaque année par le gouvernement qui décide du volume des fonds qu'elle pourra emprunter.

(1) On rappellera ici que l'encours des emprunts placés par la Société Nationale du Logement auprès de l'Etat n'est pas repris dans le présent inventaire; cet encours s'établissait à la fin de 1964 à quelque 3,8 milliards.

Tableau V.

Titres dont sont débiteurs les paraétatiques d'exploitation

Montants en circulation à fin d'année

(valeurs nominales, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Société Nationale des Chemins de fer belges	11,8	11,5	13,7	12,6	12,2	12,4	13,3	14,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	12,0	11,7	13,9	12,8	12,4	12,6	13,4	14,3
<i>Pour mémoire</i> : titres faisant partie de la dette indirecte ...	7,5	6,3	6,2	5,9	8,4	8,2	8,0	7,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	8,1	6,9	6,7	6,4	8,9	8,7	8,5	8,0
Régie des Télégraphes et des Téléphones	8,3	8,0	9,3	9,9	10,6	11,8	12,8	12,1	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	8,9	8,5	9,8	10,3	11,0	12,1	13,1	12,8
Société Nationale des Distributions d'Eau	1,6	1,6	1,5	1,4	0,7	0,4	0,3	0,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,8	1,8	1,7	2,9	3,1	3,0	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0
Société Nationale des Chemins de fer vicinaux	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4
Sabena	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,4	1,0	1,0	1,3	1,7	1,7	1,6	0,4	0,4	1,0	1,0	1,3	1,7	1,7	1,6
Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	1,2	1,6	1,6	1,5	1,4	1,3	—	0,6	1,2	1,6	1,6	1,5	1,4	1,3
Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux	1,0	1,0	0,9	0,9	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	1,3	1,2	1,1	1,1	0,9	0,9	0,8	0,8
Société Intercommunale de la Rive Gauche de l'Escaut ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres organismes paraétatiques d'exploitation	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Total ...	24,1	23,5	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	3,5	4,1	5,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	27,6	27,6	32,1	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
<i>Pour mémoire</i> : titres faisant partie de la dette indirecte ...	7,5	6,3	6,2	5,9	8,4	8,2	8,0	7,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	8,1	6,9	6,7	6,4	8,9	8,7	8,5	8,0

Tableau VII.

Titres dont est débiteur le secteur public non compris ailleurs

Montants en circulation à fin d'année

(valeurs nominales, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Provinces, Villes et Communes	12,3	13,2	13,8	13,3	13,0	13,9	14,7	14,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	12,5	13,4	14,0	13,5	13,1	14,0	14,8	14,3
Caisse Autonome des Dommages de Guerre	12,7	13,0	13,2	12,6	12,2	11,6	10,9	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	12,7	13,0	13,2	12,6	12,2	11,6	10,9	10,4
Fonds de Dotation pour les Pensions de Guerre	—	—	—	—	—	—	—	—	6,8	7,8	8,7	9,4	9,7	10,0	10,4	12,4	6,8	7,8	8,7	9,4	9,7	10,0	10,4	12,4
Institut des Services Communs de la Radiodiffusion-Télévision Belge	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,6	0,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,6	0,6
Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique	—	—	—	0,3	0,5	0,7	1,0	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,5	0,7	1,0	1,3	—
Total ...	25,0	26,2	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	7,2	8,3	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	32,2	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
<i>Pour mémoire : titres faisant partie de la dette indirecte :</i>																								
Fonds des Routes	4,4	6,3	8,6	8,4	10,7	13,0	15,1	19,6	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	6,3	8,6	8,4	10,7	13,0	15,1	19,6
Fédération des Coopératives pour Dommages de Guerre .	2,9	2,9	2,9	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	2,9	2,9	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8
Total ...	7,3	9,2	11,5	11,3	13,5	15,8	17,9	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	7,3	9,2	11,5	11,3	13,5	15,8	17,9	22,4

part de ces emprunts dans l'ensemble des titres recensés est passée de 0,5 p.c. en 1957, à 1,6 p.c. en 1961 et à 2,6 p.c. en 1964 (voir tableau II). Leur endettement a augmenté plus rapidement que celui de n'importe quel autre groupe de débiteurs.

Un nouvel organisme, l'Office National des Pensions pour Ouvriers, apparaît dans le tableau VI. Il a été institué par la loi du 25 avril 1963 et a repris les droits et obligations de la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie issus de l'application de la législation relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

On soulignera la progression importante et régulière de l'encours des titres dont l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants est débiteur. Cet encours est passé de 1,4 milliard en 1958, à 5,4 milliards en 1961 et à 10,3 milliards en 1964.

Dettes du « secteur public non compris ailleurs ».

La rubrique « Secteur public non compris ailleurs » groupe des personnes publiques territoriales et des services publics personnalisés émetteurs d'emprunts, à savoir : les Provinces, Villes et Communes, la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, le Fonds de Dotation pour les Pensions de Guerre, l'Institut des Services Communs de la Radiodiffusion-Télévision Belge et la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique. En outre, le Fonds des Routes et la Fédération des Coopératives pour Dommages de Guerre, dont tous les emprunts font partie de la dette indirecte, figurent pour mémoire au tableau VII.

Ce secteur a vu diminuer sa part relative de 9,4 p.c. en 1957, à 8 p.c. en 1961 et à 7,4 p.c. en 1964 (voir tableau II).

Les émissions des pouvoirs publics subordonnés sont peu importantes en comparaison de celles du pouvoir central. Cette situation tient au contrôle exercé par le pouvoir central sur leur recours aux marchés des capitaux et au mécanisme de leur financement, dont le rouage principal est constitué par le Crédit Communal de Belgique. Ce sont surtout les grandes villes qui recourent aux émissions d'emprunts, même en monnaies étrangères, comme en 1964, lorsque la Ville d'Anvers s'est de nouveau adressée au marché extérieur.

Evolution du montant des titres du secteur public

(milliards de francs)

Tableau VIII.

Débiteurs	Accessibles à tout placeur							Non accessibles à tout placeur							Total						
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
	Etat	+12,0	+17,1	+16,5	+12,0	+15,6	+7,0	+12,0	-4,6	-2,8	-1,0	-2,4	+4,3 ¹	-2,2	-0,2	+7,4	+14,3	+15,5	+9,6	+19,9 ¹	+4,8	+11,8
Organismes publics de crédit non monétaires	+9,9	+9,3	+10,3	+11,6	+10,0	+7,1	+6,8	+2,0	+1,7	+1,5	+1,4	+1,7	+1,4	+2,0	+11,9	+11,0	+11,8	+13,0	+11,7	+8,5	+8,8
Paraétatiques d'exploitation ...	-0,6	+3,3	-0,6	-0,8	+1,1	+1,8	-	+0,6	+1,2	+0,2	+0,5	+0,5	-0,3	+0,3	-	+4,5	-0,4	-0,3	+1,6	+1,5	+0,3
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	+1,3	+1,3	+1,5	+1,2	+2,7	+1,9	+2,4	+1,3	+1,3	+1,5	+1,2	+2,7	+1,9	+2,4
Secteur public non compris ailleurs	+1,2	+0,8	-0,8	-0,5	+0,5	+0,4	-0,7	+1,1	+0,9	+0,7	+0,2	+0,5	+0,5	+2,0	+2,3	+1,7	-0,1	-0,3	+1,0	+0,9	+1,3
Total ...	+22,5	+30,5	+25,4	+22,3	+27,2	+16,3	+18,1	+0,4	+2,3	+2,9	+0,9	+9,7	+1,3	+6,5	+22,9	+32,8	+28,3	+23,2	+36,9	+17,6	+24,6

¹ Après élimination de la conversion de 19,8 milliards de certificats de trésorerie A en un emprunt consolidé.

Les titres à charge du Fonds de Dotation pour les Pensions de Guerre continuent à augmenter, les amortissements restant inférieurs aux émissions. La forte hausse de l'encours en 1964 est due principalement à une émission de titres au profit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite qui est chargée d'assurer l'équilibre financier du Fonds : cette opération représente la consolidation auprès de la Caisse d'échéances en capital et en intérêts relatives à plusieurs exercices.

L'encours des titres émis par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique augmente régulièrement; celle-ci émet, en principe, chaque année une tranche de 0,3 milliard de son emprunt de 3 milliards.

L'encours des titres émis par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre a diminué au cours des années 1960 à 1964; la raison en est que les remises d'obligations aux sinistrés en paiement de dommages de guerre ont été plus que compensées par les amortissements

Tableau IX. **Evolution du montant des titres du secteur public**
(en pour cent)

Débiteurs	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Etat	+ 3,5	+ 6,5	+ 6,6	+ 3,9	+ 7,7 ¹	+ 1,6	+ 3,9
Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,3	+ 13,7	+ 12,9	+ 12,6	+ 10,1	+ 6,6	+ 6,4
Paraétatiques d'exploitation	—	+ 16,3	— 1,2	— 1,0	+ 5,1	+ 4,5	+ 0,9
Sécurité sociale	+ 72,2	+ 41,9	+ 34,1	+ 20,3	+ 38,0	+ 19,4	+ 20,5
Secteur public non compris ailleurs ...	+ 7,1	+ 4,9	— 0,3	— 0,8	+ 2,8	+ 2,4	+ 3,4
Total ...	+ 6,7	+ 9,0	+ 7,1	+ 5,4	+ 8,2	+ 3,5	+ 4,7

¹ Sans tenir compte de la conversion de 19,8 milliards de certificats de trésorerie A en un emprunt consolidé.

desdites obligations et surtout des trois tranches de l'emprunt de la Reconstruction; l'indemnisation des sinistrés touche, en effet, à sa fin.

3. Classement des titres du secteur public.

L'inventaire ci-dessus a fait connaître les montants des titres en circulation; le classement qui suit montre leur localisation, c'est-à-dire la manière dont les titres recensés dans l'inventaire se répartissent entre les principales catégories de détenteurs.

Mis à part le fait de l'inclusion du secteur « Etranger » dans celui des « entreprises et particuliers », les groupes de détenteurs qui ont été distingués sont les mêmes que ceux qui apparaissent dans la statistique des encours et mouvements des créances et des dettes dans l'économie belge (voir tableaux X et XI). Certains de ces groupes sont eux-mêmes ventilés aux tableaux XII à XIV.

Par ailleurs, le classement des titres fait, comme l'inventaire, et pour les huit années de la période considérée, une distinction entre les titres accessibles à tout placeur et ceux qui ne le sont pas.

Placements des « entreprises et particuliers, Etranger ».

Le montant des placements des entreprises et particuliers ne pouvant être déterminé par un recensement direct, les avoirs réunis dans ce groupe forment une catégorie résiduelle : ils englobent tous les titres qui n'auraient pas été répertoriés dans le patrimoine des autres groupes de détenteurs. Les chiffres relatifs à ces avoirs doivent dès lors être interprétés avec une certaine réserve. En effet, dans la mesure où le recensement du portefeuille de ces autres groupes n'a pu être effectué de manière exhaustive, les avoirs des entreprises et particuliers comprennent des titres qui appartiennent à d'autres groupes. En particulier, ils comprennent des titres détenus par les non-résidents, en raison du caractère fragmentaire de l'information dont on dispose au sujet de leurs placements. C'est la raison pour laquelle l'« Etranger » n'a plus été considéré comme un groupe distinct, mais englobé dans le secteur appelé désormais « Entreprises et particuliers, Etranger ».

Le contenu exact du portefeuille de ce groupe étant ainsi précisé, les chiffres indiquent que la progression de ces avoirs s'est

Tableau X.

Classement des titres du secteur public
(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :																								
Entreprises et particuliers,																								
Etranger	144,2	156,6	174,5	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	10,9	9,6	8,0	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	155,1	166,2	182,5	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation ...	1,7	1,7	2,2	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,2	0,2	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	1,9	1,9	2,4	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	1,5	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,3	2,5	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	0,6	0,6	0,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	2,9	3,1	3,0	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :																								
Organismes monétaires	25,2	31,1	34,9	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	38,3	36,5	36,3	37,7	37,6	59,5 ¹	58,6 ¹	59,3 ¹	63,5	67,6	71,2	72,8	78,1	108,8 ¹	110,3 ¹	111,6 ¹
Fonds des Rentes	4,0	3,2	3,8	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	3,2	3,8	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	33,7	34,2	38,6	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	11,7	12,8	13,7	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	45,4	47,0	52,3	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	45,7	49,2	51,4	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	17,5	20,0	23,2	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	63,2	69,2	74,6	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires	4,4	5,3	6,3	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	0,1	—	—	—	—	2,3	1,3	0,6	4,5	5,3	6,3	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	262,7	285,2	315,7	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	79,4	79,8	82,1	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	342,1	365,0	397,8	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Tableau XI.

Répartition en pour cent par groupes de détenteurs des titres du secteur public

Détenteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962 ¹	1963 ¹	1964 ¹	1957	1958	1959	1960	1961	1962 ¹	1963 ¹	1964 ¹
A. Secteurs non financiers :																								
Entreprises et particuliers,																								
Etranger	54,9	54,9	55,2	55,7	55,4	53,9	52,2	53,7	13,8	12,1	9,8	6,1	5,2	7,1	6,8	7,0	45,3	45,5	45,9	45,8	45,8	44,7	43,5	44,5
Paraétatiques d'exploitation ...	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,3	0,2	0,2	0,6	0,6	0,4	0,5	0,2	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
Secteur public non compris ailleurs	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Sécurité sociale	0,9	0,9	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,6	0,8	0,8	0,7	1,2	1,2	0,9	1,2	1,4	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,8
B. Intermédiaires financiers :																								
Organismes monétaires	9,6	10,9	11,1	10,3	11,1	12,6	12,7	12,3	48,2	45,7	44,2	44,4	43,8	41,5	40,7	38,8	18,6	18,5	17,9	17,1	17,4	18,3	18,1	17,5
Fonds des Rentes	1,5	1,1	1,2	1,7	1,7	1,8	1,8	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	0,9	1,0	1,3	1,3	1,4	1,5	1,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	12,8	12,0	12,2	11,9	11,5	11,6	12,1	11,1	14,7	16,0	16,7	17,4	16,5	15,5	17,0	19,0	13,3	12,9	13,1	13,0	12,5	12,3	13,0	12,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	17,4	17,2	16,3	16,5	16,3	16,0	17,0	17,3	22,0	25,1	28,3	30,2	32,6	32,1	32,4	32,9	18,5	19,0	18,7	19,2	19,4	19,2	20,0	20,4
Organismes publics de crédit non monétaires	1,7	1,9	2,0	2,0	2,3	2,5	2,4	2,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—	1,3	1,5	1,6	1,6	1,8	2,5	2,2	2,0
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Sans tenir compte de l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

ralentie depuis quelques années. Ce portefeuille a augmenté, en effet, de 40,1 milliards entre la fin de 1957 et la fin de 1960, soit une augmentation de 25,9 p.c. Par contre, l'accroissement n'a été que de 29,8 milliards, ou 14,5 p.c., entre la fin de 1961 et celle de 1964, malgré le fait qu'au cours de ces années les revenus disponibles ont été, dans leur ensemble, plus élevés qu'au cours de la période 1958-1960. Il s'ensuit que si la part du groupe des « entreprises et particuliers, Etranger » dans le total des titres en circulation est passée de 45,3 p.c. à la fin de 1957 à 45,8 p.c. à la fin de 1960 et de 1961, elle est revenue à 44,5 p.c. à la fin de 1964 (voir tableau XI). Le ralentissement de leurs achats, déjà perceptible en 1961 et 1962, a été le plus accusé en 1963. Au cours de cette année, le public a manifesté une nette réticence à l'égard des placements soumis aux précomptes fiscaux et une préférence pour certains autres actifs, notamment pour la monnaie et les dépôts d'épargne, ce qui est à mettre en rapport avec l'influence du nouveau régime fiscal issu de la loi du 20 novembre 1962, portant réforme des impôts sur les revenus. La progression des achats a toutefois repris à un rythme plus élevé en 1964.

Les chiffres cités à l'alinéa précédent englobent les titres détenus par les entreprises d'assurances autres que sur la vie (contre le vol, l'incendie, les accidents d'automobiles, etc.) (voir tableau XII). Ces entreprises ne répondent pas, en effet, à la définition d'intermédiaires financiers, car elles se bornent à constituer des réserves techniques, à l'instar des firmes industrielles ou commerciales, conformément aux principes de bonne gestion des entreprises : elles ne contractent pas envers leurs assurés d'engagements donnant lieu à la constitution de réserves mathématiques. Le portefeuille de ces compagnies d'assurances est très faible par rapport à celui de l'ensemble du groupe « Entreprises et particuliers, Etranger » ; l'augmentation de leur portefeuille a par ailleurs connu un ralentissement accusé : elle est revenue, en effet, de 44 p.c. entre 1957 et 1960 à 15 p.c. seulement entre 1961 et 1964.

Placements des « paraétatiques d'exploitation ».

Parmi les paraétatiques d'exploitation, la Société Nationale des Chemins de fer vici-

Titres détenus par les « entreprises et particuliers, Etranger »

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Tableau XII.

Détenteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total								
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	
Entreprises d'assurances autres que les entreprises d'assurance-vie.	2,4	2,9	3,4	3,3	3,7	3,8	4,1	4,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	3,1	3,6	3,6	3,6	4,0	4,1	4,3	4,6
Autres détenteurs 1 ...	141,8	153,7	171,1	186,7	197,6	206,7	208,5	224,0	10,8	9,4	7,8	4,9	4,2	6,5	7,0	152,6	163,1	178,9	191,6	201,8	213,2	215,0	231,0	235,6	
Total ...	144,2	156,6	174,5	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	10,9	9,6	8,0	5,2	4,5	6,8	7,3	155,1	166,2	182,5	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6		

1 Chiffres obtenus par solde.

naux et l'Office National du Ducroire demeurent les principaux détenteurs de titres et sont, par ailleurs, à l'origine, pour la plus grande partie, de l'accroissement intervenu dans le portefeuille de cette catégorie d'entreprises entre 1961 et 1963. La Société Nationale d'Investissement, dont la création date de 1962, s'est également constitué un portefeuille de titres. La Sabena, par contre, ne possédait plus de titres du secteur public à la fin de 1964, ce qui explique la réduction de l'avoir des paraétatiques d'exploitation au cours de cette dernière année.

Placements du « secteur public non compris ailleurs ».

Les placements en titres de ce secteur comprenant les Provinces, Villes et Communes, ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations, ont augmenté quelque peu en raison de l'accroissement du portefeuille de cette dernière institution. La part du secteur public non compris ailleurs dans le total de la dette en circulation est cependant restée inchangée à 0,4 p.c. depuis 1958 (voir tableau XI).

Placements de la « Sécurité sociale ».

Les placements en titres des organismes de la Sécurité sociale ont augmenté de 0,8 milliard, ou de 24,2 p.c., entre 1961 et 1964. La part de leur portefeuille dans la dette totale en circulation s'est établie respectivement à 0,7 p.c. et 0,8 p.c. à la fin de ces deux années (voir tableau XI). Plusieurs fonds de pension, à savoir la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie, l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants et l'Office National des Pensions pour Ouvriers, figurent dans ce secteur, car ils ne constituent pas des intermédiaires financiers (1).

Placements des « organismes monétaires ».

En 1962, le portefeuille des organismes monétaires a augmenté de 30,7 milliards ou de 39,3 p.c. (voir tableau XIII).

(1) Voir, à ce sujet, « Les créances et les dettes dans l'économie belge : encours à la fin de 1962 et mouvement en 1962 », *Bulletin d'Information et de Documentation*, octobre 1965, p. 326.

Titres détenus par les organismes monétaires
(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur										Non accessibles à tout placeur										Total					
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964		
Banque Nationale de Belgique	2,5	2,3	2,6	2,7	2,7	2,8	2,9	3,0	34,4	34,2	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	36,9	36,5	36,6	36,7	36,7	36,8	36,9	37,0		
Banques de dépôts	18,1	24,3	27,5	27,2	32,6	41,1	43,2	43,6	3,9	2,3	2,3	3,7	3,6	25,5 ¹	24,6 ¹	25,3 ¹	22,0	26,6	29,8	30,9	36,2	66,6 ¹	67,8 ¹	68,9 ¹		
Fonds Monétaire	4,6	4,5	4,8	5,2	5,2	5,4	5,6	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	4,6	4,5	4,8	5,2	5,2	5,4	5,7			
Total ...	25,2	31,1	34,9	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	38,3	36,5	36,3	37,7	37,6	59,5	58,6	59,3	63,5	67,6	71,2	72,8	78,1	108,8	110,3	111,6		

1 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962, soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Tableau XIII.

Cet accroissement exceptionnel résulte principalement de la conversion, intervenue à la date du 31 décembre 1962, de 19,8 milliards de certificats de trésorerie de la tranche A, destinés à la couverture des passifs des banques de dépôts, en un « emprunt spécial de conversion de 1962 ». Cette conversion a donné un statut définitif à cette partie de la dette publique issue de l'inflation de guerre et logée dans les banques de dépôts. Elle n'autorise pas à conclure à une modification structurelle dans le classement des titres, car les certificats de trésorerie de la tranche A, quoique émis à un an, tout comme les certificats de la dette flottante auxquels ils se sont substitués en 1957, ont constitué, en fait, une dette consolidée. C'est pourquoi, dans le commentaire ainsi que dans certains tableaux statistiques, il est préférable d'en faire abstraction. Les titres du nouvel emprunt ne sont pas accessibles à tout placeur, étant donné qu'ils ne peuvent être négociés qu'entre les banques de grande et moyenne circulation ou entre celles-ci et le Fonds des Rentes. Ils ont été admis, en mars 1963, pour une valeur nominale de 1 milliard, en échange des titres de l'emprunt de l'Etat 1963-1983, si bien que le capital en circulation est revenu de 19,8 milliards à la fin de 1962 à 18,8 milliards à la fin de 1963 et de 1964.

Toutefois, le portefeuille des banques de dépôts n'a pas augmenté uniquement en raison de ce glissement entre effets publics à un an au plus et à plus d'un an, ces derniers étant les seuls à être envisagés dans le présent classement. Les banques ont, en effet, augmenté leur portefeuille de titres, indépendamment de l'opération à laquelle on vient de faire allusion, de 10,6 milliards entre la fin de 1961 et de 1962, tout en procédant simultanément à une réduction de leur portefeuille d'effets publics à court terme; ainsi, leur avoir en certificats de trésorerie à un an au plus, autres que ceux de la tranche A, a diminué de 7,9 milliards et celui en certificats émis par le Fonds des Rentes, de 4,6 milliards, soit, au total, une diminution de 12,5 milliards. Cet aménagement des actifs bancaires s'est produit sous la double influence de la réforme du marché monétaire du 1^{er} janvier 1962 et en particulier de l'abrogation des coefficients de trésorerie et de couverture bancaires, d'une part, et de la grande abondance de fonds qui a régné sur le marché monétaire et financier au cours de l'année 1962, d'autre part. Au surplus, compte tenu

des modalités de la réforme fiscale qui devait être promulguée à la fin de 1962, les banques ont été influencées par la préoccupation d'acquérir des valeurs jouissant pour une longue durée encore du bénéfice du précompte fictif.

L'accroissement du portefeuille de titres des banques de dépôts s'est poursuivi après 1962 à un rythme nettement plus lent. Il n'a été que de 1,2 milliard en 1963 et de 1,1 milliard en 1964, alors que la moyenne annuelle de l'accroissement au cours de la période 1957-1961 s'était élevée à 3,6 milliards. La liaison, découlant de l'ancienne réglementation bancaire, entre l'accroissement des dépôts, d'une part, et celui des crédits matérialisés par des titres du secteur public, d'autre part, a cessé d'influencer l'évolution. Au surplus, l'obligation imposée aux banques de garder un volume minimum de placements en effets publics a été abrogée le 1^{er} janvier 1963.

Comme par le passé, les avoirs de la Banque Nationale sont principalement constitués par la créance consolidée sur l'Etat, dont le montant a été fixé à 34 milliards, en vertu de la loi du 19 juin 1959.

Ceux du Fonds Monétaire résultent du placement des disponibilités que lui procure l'émission des billets et monnaies du Trésor et, à l'instar de ces disponibilités, s'accroissent avec modération.

Placements du Fonds des Rentes.

La mission régulatrice du marché des titres émis par le secteur public, dévolue au Fonds des Rentes, justifie qu'il fasse l'objet d'une rubrique distincte et que les variations de son portefeuille soient analysées en détail. En effet, ses placements sont essentiellement provisoires et résultent de l'activité spéciale qui lui est impartie; le portefeuille du Fonds varie de ce fait en fonction des phases de tension ou d'aisance par lesquelles passe successivement le marché.

Le courant vendeur qui a prédominé sur le marché des titres du secteur public depuis 1959, a persisté dans l'ensemble jusqu'au milieu de 1963, pour être suivi d'un courant généralement acheteur. Le portefeuille du Fonds est ainsi passé de 3,2 milliards à la fin de 1958 à 8,1 milliards à la fin de juin 1963,

son maximum depuis la création de cet organisme en 1945. Il est revenu ensuite à 5,9 milliards à la fin de 1964 (voir tableau X).

Le marché des titres du secteur public a connu une tendance partagée en 1962, malgré l'abondance très grande des disponibilités en quête d'emploi. Un courant acheteur s'est manifesté tout au début de l'année et a été suivi d'une période d'équilibre relatif. Cet équilibre a été rompu, à partir de la fin du mois de mai, par une vague de ventes émanant du public, sous l'influence notamment de la chute spectaculaire des cours enregistrée à la Bourse de New-York. Les ventes du public ont connu une reprise relativement importante, à partir du 23 octobre, date marquant le début de la crise de Cuba, et ont persisté jusqu'à la fin de novembre. Par suite de ces différentes opérations, le portefeuille du Fonds s'est établi à 6,9 milliards à la fin de 1962, contre 6 milliards un an plus tôt.

Un courant acheteur s'est manifesté sur le marché au début de 1963, le portefeuille du Fonds ayant diminué de 1 milliard entre la fin de novembre 1962 et la fin de février 1963, tandis que les taux d'intérêt à long terme ont enregistré de nouvelles baisses. La tendance des taux s'est renversée au moment de l'émission de l'emprunt de l'Etat 1963-1983, 1^{re} série, au début du mois de mars 1963. Le nouveau régime des précomptes, instauré par la loi du 20 novembre 1962, portant réforme des impôts sur les revenus, a constitué un élément jugé défavorable par les souscripteurs de valeurs mobilières. Par ailleurs, au moment même de l'émission du premier emprunt de l'Etat de 1963, certaines opérations d'arbitrage, se traduisant par des ventes de titres et une hausse des taux, ont été réalisées par des placeurs institutionnels. Une disposition de la réforme fiscale prévoit, en effet, que le précompte n'est pas applicable à l'intérêt des obligations créées à partir de 1963, à condition que ces obligations soient nominatives et appartiennent à certaines institutions. En raison de l'ampleur de leur portefeuille de titres émis avant la réforme fiscale, certains placeurs institutionnels disposaient d'un précompte fictif supérieur à l'impôt direct dont ils étaient effectivement redevables. Ces placeurs avaient dès lors intérêt à arbitrer des obligations émises avant 1963 contre des obligations postérieures à la réforme fiscale et nominatives. Ces arbitrages ont cessé peu

après, grâce à un gentlemen's agreement conclu avec le Trésor. Ils ont cependant contribué au revirement du marché et au déclenchement de la hausse des taux d'intérêt qui a persisté pendant toute l'année. Le portefeuille du Fonds a augmenté de 2,1 milliards entre la fin de février et la fin de juin 1963, et a atteint 8,1 milliards. La meilleure orientation du marché qui a prévalu ensuite, a permis au Fonds de ramener son portefeuille à 7,5 milliards à la fin de 1963, contre 6,9 milliards un an plus tôt.

Le mouvement de hausse des taux, entamé en mars 1963, a persisté tout au long de 1964, mais son ampleur s'est atténuée et le taux de rendement des titres a même très faiblement diminué en fin d'année. L'atténuation du mouvement de hausse des taux était accompagnée d'une moindre rareté des liquidités à la recherche de placements à long terme et d'une proportion croissante d'achats en Bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique. Aussi les ventes de titres par le Fonds se sont-elles régulièrement poursuivies à partir de février jusqu'à la fin de l'année, avec une seule interruption en octobre. Le portefeuille du Fonds est ainsi revenu à 5,9 milliards à la fin de 1964, soit une diminution de 1,6 milliard, en comparaison du niveau de son portefeuille à la fin de 1963.

L'importance relative de l'avoir en valeurs cotées du Fonds des Rentes a donc faibli par rapport aux titres accessibles à tout placeur en circulation : elle est passée de 1,7 p.c. à la fin de 1961 à 1,8 p.c. à la fin de 1962 et 1963, pour revenir à 1,4 p.c. à la fin de 1964. Cela n'a rien d'anormal si l'on considère qu'à cette dernière date le portefeuille du Fonds se situait légèrement au-dessous de son niveau de la fin de 1961, alors que, simultanément, l'encours des titres en circulation n'a cessé de s'accroître.

Placements des « caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation ».

Les caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation se situent, quant à l'importance relative de leur portefeuille, en quatrième position après les « entreprises et particuliers, Etranger », les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension et les organismes monétaires. Leur part

dans la dette en circulation s'élevait à quelque 12 p.c. à la fin de 1964, comme à la fin de 1961, malgré un accroissement de leur portefeuille de 11 milliards entre ces deux dates (voir tableau XI).

Le portefeuille des institutions d'épargne a augmenté de 4 milliards en 1962 et de 5,8 milliards en 1963, deux années au cours desquelles elles ont bénéficié d'un apport de fonds accru de la part des épargnants, surtout en 1962. En 1964, l'augmentation du portefeuille des institutions d'épargne n'a été que de 1,2 milliard, ce qui traduit le ralentissement de l'accroissement des moyens d'action non seulement de la Caisse d'Epargne mais aussi des caisses d'épargne privées. Cette évolution reflète une certaine normalisation du comportement du public, allant dans le sens d'une reprise des placements en valeurs à revenu fixe : on l'a vu ci-avant, le secteur des « entreprises et particuliers, Etranger » a accru son portefeuille de titres de 16,3 milliards en 1964. On doit ajouter, en outre, que les crédits aux entreprises et particuliers nourris par les caisses d'épargne se sont plus rapidement développés au cours de cette année.

La Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est de loin le principal placeur du secteur envisagé ici. Ses placements en titres du secteur public ont néanmoins augmenté plus lentement que ceux des caisses d'épargne privées, ce qui doit être rapproché notamment de l'expansion plus lente des dépôts sur livrets des particuliers auprès de cette institution en 1963 et surtout en 1964. Au cours de ces deux années suivant la mise en vigueur de la réforme fiscale, le public a eu tendance à multiplier ses comptes d'épargne en vue d'échapper au précompte mobilier qui est retenu sur les intérêts supérieurs à 1.500 francs par an. Cette multiplication des comptes s'est produite aux dépens de la Caisse d'Epargne. Il est vrai, par contre, que la Caisse d'Epargne n'est pas tenue, comme les caisses d'épargne privées, à respecter des règles de placement minimum en titres, ce qui n'impose aucune liaison entre l'évolution de ses ressources, d'une part, et celle de ses placements en titres, d'autre part. Les crédits aux entreprises et particuliers financés par la Caisse d'Epargne ont, en tout cas, augmenté beaucoup plus rapidement que son portefeuille de titres au cours des années 1962 à 1964.

Placements des « organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension ».

La part relative des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension est passée de 18,5 p.c. en 1957, à 19,4 p.c. en 1961 et à 20,4 p.c. en 1964 (voir tableau XI). Ces organismes forment le deuxième groupe de détenteurs d'après l'importance relative de leur portefeuille de titres, après les « entreprises et particuliers, Etranger » mais avant les organismes monétaires, si l'on fait abstraction de la consolidation des certificats de trésorerie de la tranche A sous forme d'un « emprunt spécial de conversion » intervenue à la fin de 1962.

Parmi les organismes qui relèvent de ce secteur, les fonds de pension détiennent la plus grosse part des titres, soit environ 62 p.c. du total de l'avoir des organismes considérés à la fin de 1964, contre 26 et 12 p.c. respectivement pour les entreprises d'assurance sur la vie et celles contre les accidents de travail (voir tableau XIV).

Les apports de fonds auprès de ces divers placeurs institutionnels répondent à des préoccupations de prévoyance individuelle ou collective. L'importance des sommes recueillies est renforcée par le caractère obligatoire de certains versements. Ainsi, ces institutions disposent de ressources très importantes qui assurent un débouché relativement constant aux émissions. En effet, elles sont, par tradition, et aussi en vertu des dispositions légales, d'importants acquéreurs de titres.

Les fonds de pension figurant dans ce groupe sont ceux qui accumulent des réserves mathématiques et doivent, à ce titre, être rangés parmi les intermédiaires financiers. Deux organismes dont l'activité ne répond pas à cette notion, ont, dès lors, été transférés de ce secteur dans celui de la Sécurité sociale : il s'agit de la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie et de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants. Pour la même raison, l'Office National des Pensions pour Ouvriers, créé en 1963, a été rangé parmi les organismes de la Sécurité sociale. Ces fonds de pension n'accumulent pas de réserves mathématiques et ont dû émettre des emprunts obligataires pour faire face à leurs obligations courantes ⁽¹⁾.

(1) Cf. note (1) de la p. 280. Au sujet des émissions de ces organismes, cf. pp. 274 et 276.

Tableau XIV.

Titres détenus par les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

Détenteurs	Accessibles à tout placeur								Non accessibles à tout placeur								Total							
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Organismes d'assurance-vie ...	13,5	14,0	15,3	17,6	18,5	19,1	20,2	20,9	2,0	2,8	3,5	4,3	4,7	5,8	6,3	7,3	15,5	16,8	18,8	21,9	23,2	24,9	26,5	28,2
Organismes d'assurance-accidents de travail	7,7	8,2	8,6	9,3	9,8	10,3	10,7	11,7	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,9	1,0	8,0	8,6	9,1	9,9	10,5	11,2	11,6	12,7
Fonds de pension du régime de la sécurité sociale	22,4	24,8	25,3	26,7	27,9	30,1	34,9	37,3	15,1	16,7	18,9	20,3	21,9	23,0	23,6	25,3	37,5	41,5	44,2	47,0	49,8	53,1	58,5	62,6
Fonds de pension indépendants du régime de la sécurité sociale	2,1	2,2	2,2	2,5	2,9	2,9	3,3	3,7	0,1	0,1	0,3	0,5	0,7	1,0	0,9	0,8	2,2	2,3	2,5	3,0	3,6	3,9	4,2	4,5
Total ...	45,7	49,2	51,4	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	17,5	20,0	23,2	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	63,2	69,2	74,6	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0

Tableau XV.

Evolution des avoirs en titres des différents groupes de détenteurs*(milliards de francs)*

Détenteurs	Accessibles à tout placeur							Non accessibles à tout placeur							Total							
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	
A. Secteurs non financiers :																						
Entreprises et particuliers,																						
Etranger	+12,4	+17,9	+15,5	+11,3	+ 9,2	+ 2,1	+15,7	-1,3	-1,6	-2,8	-0,7	+2,3	-0,1	+0,6	+11,1	+16,3	+12,7	+10,6	+11,5	+ 2,0	+16,3	
Paraétatiques d'exploitation ...	—	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,3	- 0,1	—	—	+0,3	—	-0,1	+0,1	-0,3	—	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,4	- 0,4	
Secteur public non compris ailleurs	- 0,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	—	
Sécurité sociale	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,2	+ 1,1	—	—	+0,4	—	-0,2	+0,4	+0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 0,2	- 0,8	+ 0,2	+ 1,4	
B. Intermédiaires financiers :																						
Organismes monétaires	+ 5,9	+ 3,8	+ 0,2	+ 5,4	+ 8,8	+ 2,4	+ 0,6	-1,8	-0,2	+1,4	-0,1	+2,1 ¹	-0,9	+0,7	+ 4,1	+ 3,6	+ 1,6	+ 5,3	+10,9 ¹	+ 1,5	+ 1,3	
Fonds des Rentes	- 0,8	+ 0,6	+ 1,9	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,6	- 1,6	—	—	—	—	—	—	—	- 0,8	+ 0,6	+ 1,9	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,6	- 1,6	
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 0,5	+ 4,4	+ 1,9	+ 1,2	+ 3,4	+ 4,0	- 2,0	+1,1	+0,9	+1,1	-0,6	+0,6	+1,8	+3,2	+ 1,6	+ 5,3	+ 3,0	+ 0,6	+ 4,0	+ 5,8	+ 1,2	
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	+ 3,5	+ 2,2	+ 4,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 6,7	+ 4,5	+2,5	+3,2	+2,5	+2,3	+2,7	+1,0	+2,7	+ 6,0	+ 5,4	+ 7,2	+ 5,3	+ 6,0	+ 7,7	+ 7,2	
Organismes publics de crédit non monétaires	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,6	+ 1,3	+ 1,6	+ 0,2	- 0,1	-0,1	—	—	—	+2,3	-1,0	-0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 1,3	+ 3,9	- 0,8	- 0,8	
Total ...	+22,5	+30,5	+25,4	+22,3	+27,2	+16,3	+18,1	+0,4	+2,3	+2,9	+0,9	+9,7	+1,3	+6,5	+22,9	+32,8	+28,3	+23,2	+36,9	+17,6	+24,6	

¹ Sans tenir compte de la conversion de 19,8 milliards de certificats de trésorerie A en un emprunt consolidé.

Tout comme dans la statistique des encours et mouvements des créances et des dettes, les fonds de pension considérés ici comprennent aussi bien des fonds de pension du régime de la sécurité sociale (fonds institués par les pouvoirs publics et, dans la mesure où ils ont pu être recensés, fonds constitués en vertu d'une loi, mais gérés par des organismes privés), que les fonds de pension spéciaux indépendants du régime de la sécurité sociale, dont ceux qui sont institués en faveur du personnel de grandes institutions ou entreprises (voir tableau XIV). L'inclusion dans ce groupe, depuis sa création en 1963, de l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-mer est responsable pour une partie du relèvement de la part relative de ce secteur en 1963 et 1964. L'Office a succédé à quatre organismes de pension et de sécurité sociale qui ont été inclus, en tant que non-résidents, dans le secteur « Entreprises et particuliers, Etranger » jusqu'en 1962 (1).

Les organismes d'assurance sur la vie ont développé régulièrement leur portefeuille de titres, la part la plus importante de l'augmen-

tation provenant de l'activité des compagnies privées d'assurance sur la vie (voir tableau XIV). De même, dans la branche des assurances contre les accidents de travail, l'accroissement du portefeuille de titres résulte principalement, sinon pour la totalité, de l'expansion des compagnies d'assurances privées.

Placements des « organismes publics de crédit non monétaires ».

Les placements des organismes publics de crédit non monétaires ont enregistré, en 1962, une augmentation de 3,9 milliards, de loin supérieure aux accroissements précédents de leur portefeuille. Ces organismes ont, en effet, pleinement bénéficié de l'abondance de fonds qui a prévalu sur les marchés monétaire et financier en attendant l'entrée en vigueur du nouveau régime fiscal vers la fin de l'année, qui devait profondément modifier les conditions de leur collecte de capitaux. Les dépôts d'épargne se sont fortement accrus auprès du Crédit Communal de Belgique et les différents organismes publics de crédit non monétaires ont bénéficié du niveau élevé de leurs émissions de bons de caisse et obligations (1).

(1) Il s'agit de la Caisse des pensions et allocations familiales des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, du Fonds d'allocations pour employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, du Fonds spécial d'allocations et du Fonds des invalidités des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

(1) Au sujet des émissions de ces organismes, cf. pp. 270-272.

Tableau XVI.

Evolution des avoirs en titres des différents groupes de détenteurs

(en pour cent)

Détenteurs	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :							
Entreprises et particuliers, Etranger .	+ 7,2	+ 9,8	+ 7,0	+ 5,4	+ 5,6	+ 0,9	+ 7,4
Paraétatiques d'exploitation	—	+ 26,3	+ 25,0	+ 6,7	+ 12,5	+ 11,1	- 10,0
Secteur public non compris ailleurs ...	- 6,2	+ 13,3	+ 11,8	- 10,5	+ 5,9	+ 11,1	—
Sécurité sociale	+ 6,9	- 3,2	+ 16,7	- 5,7	- 24,2	+ 8,0	+ 51,9
B. Intermédiaires financiers :							
Organismes monétaires	+ 6,5	+ 5,3	+ 2,2	+ 7,3	+ 14,0 ¹	+ 1,4	+ 1,2
Fonds des Rentes	- 20,0	+ 18,8	+ 50,0	+ 5,3	+ 15,0	+ 8,7	- 21,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 3,5	+ 11,3	+ 5,7	+ 1,1	+ 7,2	+ 9,7	+ 1,8
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	+ 9,5	+ 7,8	+ 9,7	+ 6,5	+ 6,9	+ 8,3	+ 7,1
Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,8	+ 18,9	+ 9,5	+ 18,8	+ 47,6	- 6,6	- 7,1
Total ...	+ 6,7	+ 9,0	+ 7,1	+ 5,4	+ 8,2	+ 3,5	+ 4,7

¹ Sans tenir compte de la conversion de 19,8 milliards de certificats de trésorerie A en un emprunt consolidé.

La situation du marché s'est renversée à partir de 1963, se répercutant sur l'évolution du portefeuille de titres des organismes publics de crédit non monétaires : celui-ci s'est, en effet, réduit de 0,8 milliard au cours de chacune des années 1963 et 1964. Cette évolution traduit les difficultés qu'ils ont rencontrées dans la collecte de leurs moyens d'action autres que les dépôts d'épargne : la réduction de leurs placements en titres a été nécessaire pour assurer le financement des crédits entrant dans leur objet social. La Société Nationale de Crédit à l'Industrie et l'Institut National de Crédit Agricole ont même été amenés à emprunter à l'étranger respectivement pour 2 milliards et 0,3 milliard en 1964.

4. Le marché des titres accessibles à tout placeur.

Le marché des titres accessibles à tout placeur mérite une attention spéciale. Il s'agit des titres émis par souscription publique, qui peuvent, au surplus, faire l'objet de négociations, ce qui suppose l'existence d'un marché où ces titres se traitent. Sans qu'il soit nécessairement très actif, c'est un marché qui présente plus de possibilités de négociation que celles qui existent pour les titres non accessibles à tout placeur dont les rares émissions ou cessions éventuelles doivent intervenir à la suite de contacts directs entre les parties intéressées. Le classement présenté aux tableaux XVII à XX répartit les titres des secteurs débiteurs parmi les différentes catégories de détenteurs pour les années 1957 à 1964. Les secteurs débiteurs sont au nombre de quatre étant donné qu'il ne faut pas tenir compte des organismes de la Sécurité sociale qui n'émettent que des titres non accessibles à tout placeur.

Le marché des titres émis par les pouvoirs et organismes publics se divise, de la sorte, en quatre compartiments correspondant aux quatre groupes de débiteurs distingués : l'Etat, les organismes publics de crédit non monétaires, les paraétatiques d'exploitation et le secteur public non compris ailleurs. Chacun de ces marchés partiels est dominé par un petit nombre de groupes de détenteurs importants. Le degré de concentration sectorielle des portefeuilles est dès lors relativement élevé

Tableau XVII.

Classement des titres accessibles à tout placeur dont le service est à charge de l'Etat, à fin d'année

Détenteurs	1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964	
	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)
A. Secteurs non financiers :																
Entreprises et particuliers, Etranger	79,3	50,0	86,2	50,6	94,1	50,1	102,9	50,4	107,3	49,6	109,5	47,2	108,4	45,4	119,8	47,8
Paraétatiques d'exploitation	1,6	1,0	1,5	0,9	1,9	1,0	2,2	1,1	2,1	1,0	2,3	1,0	2,4	1,0	2,4	0,9
Secteur public non compris ailleurs	1,2	0,8	1,1	0,6	1,3	0,7	1,4	0,7	1,4	0,6	1,5	0,6	1,7	0,7	1,7	0,7
Sécurité sociale	0,8	0,5	0,8	0,5	0,8	0,4	0,9	0,4	0,7	0,3	0,6	0,3	0,6	0,3	1,1	0,4
B. Intermédiaires financiers :																
Organismes monétaires	21,3	13,4	24,6	14,4	27,0	14,4	27,6	13,5	31,7	14,7	37,8	16,3	38,8	16,3	39,7	15,8
Fonds des Rentés	2,5	1,6	2,4	1,4	2,7	1,5	3,6	1,8	3,8	1,8	5,3	2,3	5,1	2,1	3,7	1,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	22,5	14,2	22,4	13,1	25,9	13,8	27,3	13,4	28,5	13,2	33,3	14,4	35,2	14,7	33,3	13,3
Organismes d'assurance-vie et accédents de travail, fonds de pension	26,8	16,9	28,3	16,6	29,9	15,9	33,1	16,2	34,4	15,9	33,4	14,4	38,2	16,0	41,1	16,4
Organismes publics de crédit non monétaires	2,6	1,6	3,3	1,9	4,1	2,2	5,2	2,5	6,3	2,9	8,1	3,5	8,4	3,5	8,0	3,2
Total ...	158,6	100,0	170,6	100,0	187,7	100,0	204,2	100,0	216,2	100,0	231,8	100,0	238,8	100,0	250,8	100,0

Tableau XVIII.

Classement des titres accessibles à tout placeur dont le service est à charge des organismes publics de crédit non monétaires, à fin d'année

Détenteurs	1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964	
	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)
A. Secteurs non financiers :																
Entreprises et particuliers, Etranger	33,5	60,9	39,4	60,7	47,3	63,7	55,7	65,9	63,9	66,5	70,3	66,2	73,3	64,7	78,6	65,5
Paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Secteur public non compris ailleurs	0,2	0,4	0,2	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sécurité sociale	1,3	2,4	1,6	2,5	1,5	2,0	1,5	1,8	1,5	1,6	1,1	1,0	0,9	0,8	1,4	1,2
B. Intermédiaires financiers :																
Organismes monétaires	2,5	4,5	4,3	6,6	5,1	6,9	5,4	6,4	6,8	7,1	8,9	8,4	10,2	9,0	9,8	8,1
Fonds des Rentes	0,5	0,9	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation ...	7,3	13,3	7,8	12,0	8,5	11,5	9,1	10,8	8,9	9,2	7,2	6,8	8,7	7,7	8,5	7,1
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	9,3	16,9	11,0	17,0	11,0	14,8	12,1	14,3	14,0	14,6	17,8	16,8	19,1	16,9	20,9	17,4
Organismes publics de crédit non monétaires	0,4	0,7	0,4	0,6	0,5	0,7	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total ...	55,0	100,0	64,9	100,0	74,2	100,0	84,5	100,0	96,1	100,0	106,1	100,0	113,2	100,0	120,0	100,0

Tableau XIX.

Classement des titres accessibles à tout placeur dont le service est à charge des paraétatiques d'exploitation, à fin d'année

Détenteurs	1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964	
	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)
A. Secteurs non financiers :																
Entreprises et particuliers, Etranger	14,0	58,1	13,3	56,6	15,5	57,8	15,3	58,4	14,7	57,9	15,2	57,4	16,0	56,5	16,1	56,9
Paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,4	0,1	0,4	0,2	0,7	0,2	0,7
Secteur public non compris ailleurs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sécurité sociale .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	0,1	0,3
B. Intermédiaires financiers :																
Organismes monétaires	1,3	5,4	1,7	7,2	2,2	8,2	1,5	5,7	1,5	5,9	2,1	7,9	2,2	7,8	2,1	7,4
Fonds des Rentes	0,3	1,2	0,2	0,9	0,4	1,5	0,8	3,1	0,6	2,3	0,6	2,3	0,9	3,2	0,7	2,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation ...	3,1	12,9	3,1	13,2	3,3	12,3	3,1	11,8	3,2	12,6	3,3	12,4	3,6	12,7	3,6	12,7
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	4,6	19,1	4,3	18,3	4,5	16,8	4,9	18,7	4,8	18,9	4,7	17,7	5,0	17,7	5,0	17,7
Organismes publics de crédit non monétaires	0,8	3,3	0,9	3,8	0,9	3,4	0,6	2,3	0,5	2,0	0,5	1,9	0,4	1,4	0,5	1,8
Total ...	24,1	100,0	23,5	100,0	26,8	100,0	26,2	100,0	25,4	100,0	26,5	100,0	28,3	100,0	28,3	100,0

Tableau XX. Classement des titres accessibles à tout placeur dont le service est à charge du secteur public non compris ailleurs, à fin d'année

Détenteurs	1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964	
	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)	(milliards de francs)	(en pour cent)
A. Secteurs non financiers :																
Entreprises et particuliers, Etranger	17,4	69,6	17,7	67,5	17,6	65,2	16,1	61,5	15,4	59,9	15,5	59,1	14,9	56,0	13,8	53,3
Paraétatiques d'exploitation	0,1	0,4	0,2	0,8	0,3	1,1	0,3	1,1	0,4	1,6	0,6	2,3	0,7	2,6	0,6	2,3
Secteur public non compris ailleurs	0,1	0,4	0,1	0,4	0,2	0,7	0,2	0,8	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4
Sécurité sociale	0,2	0,8	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...
B. Intermédiaires financiers :																
Organismes monétaires	0,1	0,4	0,5	1,9	0,6	2,2	0,6	2,3	0,5	1,9	0,5	1,9	0,5	1,9	0,7	2,7
Fonds des Rentes	0,7	2,8	0,4	1,5	0,5	1,9	1,0	3,8	1,1	4,3	0,7	2,7	1,0	3,8	1,2	4,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation ...	0,8	3,2	0,9	3,4	0,9	3,3	1,0	3,8	1,1	4,3	1,3	5,0	1,6	6,0	1,7	6,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	5,0	20,0	5,6	21,4	6,0	22,2	6,0	22,9	5,9	22,9	6,5	24,8	6,8	25,5	6,6	25,5
Organismes publics de crédit non monétaires	0,6	2,4	0,7	2,7	0,8	3,0	0,9	3,4	1,1	4,3	1,0	3,8	1,0	3,8	1,2	4,6
Total ...	25,0	100,0	26,2	100,0	27,0	100,0	26,2	100,0	25,7	100,0	26,2	100,0	26,6	100,0	25,9	100,0

(voir tableau XXI). Le secteur « Entreprises et particuliers, Etranger » détient, dans chaque compartiment du marché, environ la moitié, et parfois davantage, de l'encours total en circulation : ainsi, dans le marché des titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires, la part des « entreprises et particuliers, Etranger » s'élève même à 65,5 p.c. à la fin de 1964. Si l'on tient compte des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension, les deux secteurs détenteurs considérés interviennent pour près des deux tiers au moins des titres en circulation dans chaque compartiment. Enfin, en ajoutant à ces deux groupes de détenteurs un ou deux autres secteurs d'intermédiaires financiers, parmi lesquels les organismes monétaires et les caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation sont les plus importants, on aura recensé 90 p.c. ou davantage des portefeuilles pour chacun des compartiments du marché des titres, les cinq groupes de détenteurs restants se partageant le solde. Il apparaît donc que le marché des diverses catégories de titres est fortement concentré entre les mains de trois ou quatre secteurs parmi lesquels les « entreprises et particuliers, Etranger » et les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension occupent une place prédominante. Il faut cependant noter que chacun de ces secteurs est constitué par un nombre élevé d'agents économiques, surtout celui des « entreprises et particuliers, Etranger », de sorte qu'en dernière analyse, le degré de concentration du marché des titres se révèle nettement moins élevé qu'il ne paraît à première vue.

Le degré de concentration sectorielle a naturellement subi des modifications au cours de la période 1957 à 1964. En fait, il a légèrement diminué, essentiellement en raison de la réduction de la part relative des « entreprises et particuliers, Etranger » ; cette réduction a ramené l'intervention de ce secteur dans le marché des titres dont le service est à charge de l'Etat, de 50 p.c. en 1957 à 47,8 p.c. en 1964, tandis que dans le marché des titres à charge des paraétatiques d'exploitation, elle est revenue de 58,1 p.c. en 1957 à 56,9 p.c. en 1964, et dans celui des titres dont le secteur public non compris ailleurs est débiteur, elle a reculé de 69,6 p.c. en 1957 à 53,3 p.c. en 1964. Cette constatation ne s'est cepen-

Tableau XXI.

Degré de concentration sectorielle

Part du ou des secteurs détenteurs les plus importants en pour cent du total, à fin d'année, des titres accessibles à tout placeur et dont le service est à charge de :

Détenteurs	Etat			Organismes publics de crédit non monétaires			Paradiatiques d'exploitation			Secteur public non compris ailleurs			Total Secteur public		
	1957	1961	1964	1957	1961	1964	1957	1961	1964	1957	1961	1964	1957	1961	1964
	un secteur (Entreprises et particuliers, Etranger)	50,0	49,6	47,8	60,9	66,5	65,5	58,1	57,9	56,9	69,6	59,9	53,3	54,9	55,4	53,7
deux secteurs (le premier + Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension)	66,9	65,5	64,2	77,8	81,1	82,9	77,2	76,8	74,6	89,6	82,8	78,8	72,3	71,7	71,0
trois secteurs	81,1	80,2	80,0	91,1	90,3	91,0	90,1	89,4	87,3	92,8	87,1	85,4	85,1	83,2	83,3
quatre secteurs	94,5	93,4	93,3	95,6	97,4	98,1	95,5	95,3	94,7	95,6	91,4	90,0	94,7	94,3	94,4

dant pas vérifiée pour le marché des titres dont le service est à charge des organismes publics de crédit non monétaires, où une tendance inverse, à une concentration plus forte au profit des « entreprises et particuliers, Etranger », peut être observée. La part relative de ce groupe est, en effet, passée de 60,9 p.c. en 1957 à 65,5 p.c. en 1964. Le sens de l'évolution ainsi esquissée n'est pas imputable aux réformes structurelles qui ont affecté le marché en 1962 et au cours des deux années subséquentes, car il était déjà perceptible entre 1957 et 1961.

Par ailleurs, il peut être intéressant de voir comment le portefeuille des groupes de détenteurs les plus importants s'est comporté au cours de la période. A cet effet, on a regroupé, par détenteur, les différentes catégories de titres émis par le secteur public, en vue d'examiner l'évolution des composantes de leur portefeuille de titres (voir tableau XXII).

On constate ainsi que les « entreprises et particuliers, Etranger » ont, à la faveur d'une expansion de 58,3 p.c. de leur portefeuille de 1957 à 1964, procédé à un aménagement relativement profond de celui-ci. Leur avoir en titres émis par des organismes publics de crédit non monétaires a plus que doublé et s'élève à 34,4 p.c. de leur portefeuille total en 1964, contre 23,2 p.c. en 1957. On relève, par contre, la réduction de leur portefeuille de titres à charge du secteur public non compris ailleurs, dont la part relative s'établit à 6 p.c. en 1964, contre 12,1 p.c. en 1957.

Les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension, d'une part, et les organismes monétaires, de l'autre, ont développé, à l'instar des « entreprises et particuliers, Etranger », bien plus rapidement leur avoir en titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires que leur avoir en titres dont le service est à charge de l'Etat. La structure de leur portefeuille reflète cette préférence. Dans le cas des premiers, la part des titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires passe de 20,4 p.c. en 1957 à 28,4 p.c. en 1964, alors que celle des titres à charge de l'Etat rétrograde de 58,6 p.c. à 55,8 p.c. Le mouvement est encore plus accusé dans le cas des seconds : la part des titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires passe de 9,9 p.c. en 1957 à 18,8 p.c. en 1964, alors que, simultanément, la

Tableau XXII.

Composition des portefeuilles de quelques groupes de détenteurs

(en pour cent du total, à fin d'année)

Détenteurs	Titres accessibles à tout placeur dont le service est à charge de :	1957	1961	1964
Entreprises et particuliers, Etranger	Etat	55,0	53,3	52,5
	Organismes publics de crédit non monétaires	23,2	31,7	34,4
	Paraétatiques d'exploitation	9,7	7,3	7,1
	Secteur public non compris ailleurs	12,1	7,7	6,0
	Total ...	100,0	100,0	100,0
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Etat	58,6	58,2	55,8
	Organismes publics de crédit non monétaires	20,4	23,7	28,4
	Paraétatiques d'exploitation	10,1	8,1	6,8
	Secteur public non compris ailleurs	10,9	10,0	9,0
	Total ...	100,0	100,0	100,0
Organismes monétaires	Etat	84,5	78,3	75,9
	Organismes publics de crédit non monétaires	9,9	16,8	18,8
	Paraétatiques d'exploitation	5,2	3,7	4,0
	Secteur public non compris ailleurs	0,4	1,2	1,3
	Total ...	100,0	100,0	100,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Etat	66,8	68,4	70,7
	Organismes publics de crédit non monétaires	21,6	21,3	18,1
	Paraétatiques d'exploitation	9,2	7,7	7,6
	Secteur public non compris ailleurs	2,4	2,6	3,6
	Total ...	100,0	100,0	100,0
Organismes publics de crédit non monétaires	Etat	59,1	76,8	80,8
	Organismes publics de crédit non monétaires	9,1	3,7	2,0
	Paraétatiques d'exploitation	18,2	6,1	5,1
	Secteur public non compris ailleurs	13,6	13,4	12,1
	Total ...	100,0	100,0	100,0
Fonds des Rentes	Etat	62,5	63,4	62,7
	Organismes publics de crédit non monétaires	12,5	8,3	5,1
	Paraétatiques d'exploitation	7,5	10,0	11,9
	Secteur public non compris ailleurs	17,5	18,3	20,3
	Total ...	100,0	100,0	100,0

part des titres dont l'Etat est débiteur revient de 84,5 p.c. à 75,9 p.c.

L'évolution est différente dans le cas des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, qui ont procédé à une augmentation plus rapide de leur portefeuille de titres dont le service est à charge de l'Etat que de celui de titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires. Ces derniers ont, de leur côté, plus que triplé leur avoir en titres dont l'Etat est débiteur.

Enfin, on notera que, malgré la faible importance des mouvements en chiffres absolus, le portefeuille du Fonds des Rentes a vu sa composition se modifier. La part relative des titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires a diminué, alors que celle des titres dont sont débiteurs les paraétatiques d'explo-

tation et le secteur public non compris ailleurs a augmenté.

Une autre évolution importante est relevée en ce qui concerne le degré d'intermédiation (voir tableau XXIII). Celui-ci se définit comme l'intervention des intermédiaires financiers dans un marché et s'exprime par la part relative détenue par ces intermédiaires dans l'encours des titres en circulation. Une hausse du degré d'intermédiation correspond donc à une baisse de la part des secteurs non financiers dans le marché et exprime la tendance fréquemment notée dans le chef de ceux-ci à préférer des actifs financiers indirects, consistant en avoirs sur des intermédiaires financiers, à des actifs financiers directs. C'est ce qui s'est passé en Belgique au cours de la période étudiée, la part des

Tableau XXIII.

Degré d'intermédiation

Evolution de la part des titres accessibles à tout placeur
détenue par les intermédiaires financiers
(en pour cent du total)

	1957	1961	1964
Ensemble des titres	43,0	42,9	44,4
Titres dont le service est à charge de :			
Etat	47,7	48,5	50,2
Organismes publics de crédit non monétaires	36,3	31,7	33,0
Paraétatiques d'exploitation	41,9	41,7	42,1
Secteur public non compris ailleurs	28,8	37,7	44,0

titres accessibles à tout placeur rangée dans le portefeuille des intermédiaires financiers ayant progressé de 43 p.c. en 1957 à 44,4 p.c. en 1964. Le degré d'intermédiation a augmenté, dans des proportions plus élevées, dans deux compartiments du marché des titres émis par le secteur public, en l'occurrence l'Etat et surtout le secteur public non compris ailleurs. Il a, par contre, diminué sur le marché des titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires, où la part relative des intermédiaires financiers est revenue de 36,3 p.c. en 1957 à 33 p.c. en 1964; corrélativement, la part relative de ces titres classés dans le portefeuille des secteurs non financiers, essentiellement celui des « entreprises et particuliers, Etranger », a augmenté, ce qui est d'autant plus remarquable que l'encours total des titres des organismes publics de crédit non monétaires s'est accru de 118 p.c. entre 1957 et 1964. C'est le seul cas où la proportion des placements directs du public a progressé.

Il est maintenant possible de synthétiser brièvement les caractéristiques générales des différents marchés.

Tout d'abord, le marché des titres dont l'Etat est débiteur ne semble pas trop fortement concentré, en ce sens que les « entreprises et particuliers, Etranger » mis à part, les trois autres groupes de détenteurs les plus importants détiennent chacun seulement un peu plus de 10 p.c. des titres en circulation. La part des « entreprises et particuliers, Etranger » représente environ la moitié des titres, mais accuse, par ailleurs, une tendance à la diminution. Ce marché a été, globalement, en expansion relativement rapide, l'encours des titres ayant augmenté de 58 p.c. entre la fin de 1957 et la fin de 1964.

Le marché où se négocient les titres émis par les organismes publics de crédit non monétaires apparaît beaucoup plus concentré sectoriellement. Les « entreprises et particuliers, Etranger » détiennent plus de 60 p.c. des titres et il existe un autre groupe particulièrement important de détenteurs, celui des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension, qui possède environ 16 p.c. des titres en circulation. La part des organismes monétaires n'atteint pas 10 p.c., bien que leur portefeuille ait presque quadruplé entre 1957 et 1964. Par ailleurs, la part des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation dans ce marché est tombée au-dessous de 10 p.c., ce groupe n'ayant que très peu accru le montant de son portefeuille (+ 16,4 p.c.), alors que l'encours des titres considérés a plus que doublé entre 1957 et 1964.

Le marché des titres des paraétatiques d'exploitation a connu une expansion de 17 p.c. seulement, entre le début et la fin de la période étudiée et la part relative des quatre porteurs les plus importants, prise globalement, ne s'est pas sensiblement modifiée.

Dans le marché des titres dont le service est à charge du secteur public non compris ailleurs, la part des « entreprises et particuliers, Etranger » a diminué de 69,6 p.c. à la fin de 1957 à 53,3 p.c. à la fin de 1964. Un autre groupe de détenteurs dont la position est très forte, est celui des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension : leur part relative est passée de 20 p.c. en 1957 à 25,5 p.c. en 1964. L'intervention des autres groupes de détenteurs n'atteint même pas 10 p.c. Ces variations relatives se sont produites dans le cadre d'un

marché quasi stationnaire, l'encours des titres en circulation n'ayant augmenté que de 4 p.c. entre le début et la fin de la période.

5. Conclusions.

Le marché des titres émis par le secteur public a été soumis à de multiples influences au cours des années 1962 à 1964. Deux réformes d'une portée structurelle se sont en effet directement répercutées sur ce marché : la réforme du marché monétaire du 1^{er} janvier 1962 et spécialement sa disposition abrogeant le coefficient de couverture bancaire en effets publics, et la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus et instaurant notamment le régime des précomptes fiscaux. Par ailleurs, après avoir connu une grande abondance de fonds en 1962, le marché s'est progressivement resserré au cours des deux années subséquentes, ce qui tient, outre les réactions suscitées par la réforme fiscale, à la modification intervenue dans l'évolution de la conjoncture.

L'encours des titres en circulation a connu en 1962 un taux d'accroissement relativement rapide de 8,2 p.c., chiffre proche des 9 p.c. enregistrés en 1959. Le marché a absorbé près de 37 milliards d'émissions nettes, tandis que les taux ont baissé jusqu'à la fin de l'année. La réforme du 1^{er} janvier 1962 a contribué à cette évolution en orientant des fonds vers des placements à plus long terme.

Un retournement s'est produit au début de 1963, lorsque les taux ont atteint leur minimum, puis, entamé un mouvement de hausse. La réforme fiscale a exercé une forte influence sur le marché par le truchement des attitudes qu'elle a déterminées dans le chef des placeurs. Ceux-ci ont, en effet, manifesté une préférence accrue pour les actifs liquides. L'apport direct net des « entreprises et particuliers, Etranger » au marché des titres émis par le secteur public a été de 2 milliards seulement en 1963. Par ailleurs, bien que les besoins de financement de l'Etat se soient de nouveau accrus, le taux d'accroissement du montant des titres du secteur public en circulation n'a atteint que 3,5 p.c. en 1963, contre une moyenne de 7,3 p.c. au cours des années 1958-1962 et 4,7 p.c. en 1964. L'attitude du public a surtout favorisé la collecte de

dépôts d'épargne notamment par les caisses d'épargne, dont le portefeuille de titres du secteur public a augmenté de 5,8 milliards en 1963. Par contre, elle a été défavorable aux émissions de bons de caisse et d'obligations des organismes publics de crédit non monétaires, ce qui explique, en partie, la réduction de leur portefeuille de titres de 0,8 milliard au cours de la même année.

Une certaine normalisation s'est produite en 1964 : le montant des émissions a repris de l'ampleur et les placements en titres des entreprises et particuliers ont augmenté de nouveau à un rythme plus élevé. Les répercussions des deux réformes précitées ont continué cependant à se faire sentir. Le portefeuille des organismes publics de crédit non monétaires a, une nouvelle fois, diminué de 0,8 milliard, tandis que les placements des organismes monétaires ont progressé au rythme ralenti de 1,2 p.c. en 1964, contre une moyenne de 5,3 p.c. pour la période 1958-1961 et 1,4 p.c. en 1963. Enfin, les placements des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, en augmentation rapide en 1962 et 1963, se sont accrus modérément, notamment en raison de l'accroissement plus lent de leurs ressources et de l'expansion de leurs crédits aux entreprises et particuliers.

Au cours des trois années considérées, le rythme d'accroissement du portefeuille de titres du groupe des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension ne s'est guère modifié, par suite, sans doute, de la détermination, en grande partie contractuelle, de ses ressources et de la stabilité de sa politique de placement. L'activité de ce groupe de placeurs est, dès lors, favorable à l'évolution ordonnée du marché des titres émis par le secteur public.

Sur le marché des titres accessibles à tout placeur émis par le secteur public, un nombre limité de secteurs détiennent une fraction considérable des titres en circulation. Les « entreprises et particuliers, Etranger » sont les porteurs les plus importants. Leur part relative s'est néanmoins réduite dans les différents compartiments du marché, à l'exception toutefois de celui où se traitent les titres des organismes publics de crédit non monétaires. Les « entreprises et particuliers, Etranger » ont, en effet, plus que doublé leur avoir de cette catégorie de valeurs entre 1957 et

1964. Le degré d'intermédiation, en d'autres termes, l'intervention des intermédiaires financiers sur le marché, a légèrement augmenté au cours des années considérées; la seule exception est constituée par le compartiment des

titres dont les organismes publics de crédit non monétaires sont débiteurs, où le secteur des « entreprises et particuliers, Etranger » s'est taillé, ainsi qu'on vient de le rappeler, une place plus importante.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1966. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

DEHAENE J.L., Le crédit à tempérament en Belgique. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 2, février 1966, pp. 105-122.*)

JANSSENS W., Fonds propres des banques belges. Instauration d'un coefficient. (*Banque, Paris, XLI, n° 235, janvier 1966, pp. 29-31.*)

L'endettement des entreprises industrielles. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XX, février 1966, pp. 15-20.*)

VAN DEN ABEELE A., Le crédit aux classes moyennes. (*Bulletin d'Information de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, XVIII, n° 1, 1966, pp. 17-29.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

GUENTHER H., Bankzinsen in den anderen EWG-Ländern. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort-sur-le-Main, XIX, n° 1, janvier 1966, pp. 37-38.*)

VAN DER WEE H., Antwerpens bijdrage tot de ontwikkeling van de moderne geld- en banktechniek. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 4, 1965, pp. 488-501.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

ISRAEL E., La Bourse de Luxembourg et le marché international des capitaux. (*Banque, Paris, XLI, n° 236, février 1966, pp. 115-117.*)

Quelques aspects du marché belge des capitaux. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 46, février 1966, pp. 1-5.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

EYSKENS M., La crise des finances publiques. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 323, janvier 1966, pp. 13-19.*)

HENDERICKX J., Etude de coordination sur les avances de trésorerie. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 1, janvier 1966, pp. 5-42.*)

Les finances publiques. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 324, février 1966, pp. 84-91.*)

VAN HOUTTE J., Enkele beschouwingen over overheidsfinanciën en belastingspolitiek einde 1965. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXII, n° 1, janvier 1966, pp. 4-9.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Budgets familiaux 1963-64 - Belgique. (*Statistiques sociales de l'Office statistique des Communautés Européennes, Bruxelles, série spéciale, n° 2, 1965, pp. 1-441.*)

CHARLIER R., La politique belge de promotion des investissements étrangers et les résultats de ces efforts. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, V, n° 1, janvier 1966, pp. 23-30.*)

Les bénéficiaires des entreprises en 1964-1965. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 9, 26 février 1966, pp. 77-85.*)

6. DEMOGRAPHIE

DELPEREE A., Population et sécurité sociale en Belgique en 1985. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 2, février 1966, pp. 89-104.*)

ROGIERS F., Les prévisions de la population active et de l'emploi dans le cadre de la programmation économique. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 12, décembre 1965, pp. 1559-1639.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Incidence des charges sociales sur les rémunérations en 1966. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXI, n° 3, 20 janvier 1966, pp. 180-189.*)

9. SECURITE SOCIALE

SPITAELS-EVRARD A., Les régimes complémentaires de sécurité sociale dans l'industrie de la construction. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VIII, n° 1, janvier 1966, pp. 1-39.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DAVIN L.E., La signification de l'économie régionale. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 323, janvier 1966, pp. 20-26.*)

De Belgische economie in 1965. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 4, 1965, pp. 509-517.*)

De nieuwe regionale economische politiek van de Regering. (*Tijd, Anvers, XLI, n° 3, 21 janvier 1966, pp. 3-5.*)

EVALENKO R., Réformes de structure? Lesquelles? Pourquoi? Comment? (*Socialisme, Bruxelles, XIII, n° 73, janvier 1966, pp. 3-30.*)

Exposé de M. Spinoy, Vice-Premier Ministre, au colloque économique et social, tenu à Bruxelles, le 6 janvier 1966. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXI, n° 3, 20 janvier 1966, pp. VII-XIV.*)

EYSKENS M., Economische perspectieven voor 1966. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXII, n° 2, février 1966, pp. 69-70.*)

HERREGAT G., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXII, n° 1, 3 février 1966, pp. 3-26.*)

La situation économique de la Belgique. 4^e trimestre 1965. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 8, 19 février 1966, pp. 65-74.*)

SCHEYVEN L., Belgium in 1970. (*Belgian Trade Review, New-York, XXI, n° 1, janvier 1966, pp. 10-14.*)

SERVAIS L.L., Préalables de la croissance économique. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 324, février 1966, pp. 92-102.*)

VERECKEN M. & ROMBOUTS T., Overzicht en beoordeling van de economische toestand en evolutie 1965-1966. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 1, janvier 1966, pp. 66-71.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

COPPE A., De Belgische staalnijverheid. (*Tijd, Anvers, XLI, n° 4, 28 janvier 1966, pp. 1-4.*)

L'industrie belge des cigares et des cigarillos. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 7, 12 février 1966, p. 53-57.*)

L'industrie brassicole belge. (*Société Générale de Banque, Bruxelles, 1966, 38 p.*)

MOENS de FERNIG (Comte), Les problèmes de recherche et de développement dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles, n° 1019, 19 février 1966, pp. 118-137.*)

SNOY et d'OPPUERS (Baron), Les nouvelles dimensions de l'entreprise et les reconversions nécessaires. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 324, février 1966, pp. 104-111.*)

VAN DEN BERGHE G., Les réserves houillères en Belgique. Résultat d'une enquête menée fin 1963 par le Directoire de l'Industrie charbonnière. (*Annales des Mines de Belgique, Liège, n° 1, janvier 1966, pp. 67-101.*)

WALHIN C., L'approvisionnement énergétique en Belgique et dans la Communauté. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIII, n° 2, février 1966, pp. 147-151.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ALTMAN O.L., International Liquidity and the Balance of Payments. (*I.M.F. Staff Papers, Washington, XII, n° 3, novembre 1965, pp. 329-352.*)

Changes in World Reserves. Contraction in 1965. (*Barclays Bank Review, Londres, XLI, n° 1, février 1966, pp. 3-6.*)

DELIVANIS D.J., Probleme der internationalen Liquidität. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXV, n° 3-4, 1965, pp. 414-421.*)

DESPRES E. & autres, The Dollar and World Liquidity - A Minority View. (*The Economist, Londres, CCXVIII, n° 6389, 5 février 1966, pp. 526-529.*)

HALM G.N., Gold-Value Guarantees. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hambourg, XCV, n° 2, 1965, pp. 165-183.*)

LOFTUS M.L., The International Monetary Fund, 1962-1965 : A Selected Bibliography. (*I.M.F. Staff Papers, Washington, XII, n° 3, novembre 1965, pp. 470-524.*)

MILTON G., I problemi del sistema monetario internazionale. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LVI, n° 2, février 1966, pp. 107-133.*)

TICHY G., Zur Bestimmung einer internationalen Liquiditätsfunktion. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXV, n° 3-4, 1965, pp. 429-445.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ABS H.J., L'avenir de la C.E.E.; des faits et des contractions. (*Bulletin économique de la Deutsche Bank, n° 1, janvier 1966, pp. 1-4.*)

DE KOSTER H.J., Les entreprises de la Communauté Economique Européenne face à la concurrence des entreprises mondiales. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, V, n° 1, janvier 1966, pp. 3-12.*)

DELION A.G., Entreprises publiques et Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 88, février 1966, pp. 67-84.*)

DE ROOS F., Vrij kapitaalverkeer in een economische unie. (*De Economist, Haarlem, CXIV, n° 1, janvier 1966, pp. 1-23.*)

DUQUESNE de la VINELLE L., La création du commerce attribuable au Marché commun et son incidence sur le volume du produit national de la Communauté. (*Informations statistiques, Bruxelles, n° 4, 1965, pp. 61-70.*)

Europees kapitaalverkeer en Europese kapitaalmarkt. (*Kluwer, Deventer, 1965, 108 p.*)

- HALLSTEIN W., Politique et économie. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 2, février 1966, pp. 1-18.*)
- KANTZENBACH E., Wirtschaftspolitische Aspekte der gegenwärtigen EWG-Krise. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, XLVI, n° 1, janvier 1966, pp. 29-34.*)
- La concentration d'entreprises dans le Marché commun. (*Bulletin de la Communauté Eco- (Cahiers de Droit européen, Bruxelles, n° 2, février 1966, pp. 17-19.)*)
- LENAERT H., De Europese Investeringsbank. (*Impresor, Bruxelles, 1966, 48 p.*)
- MAILAENDER P., L'exemption par catégories des ententes économiques dans la C.E.E. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, n° 2, 1966, pp. 5-34.*)
- MARJOLIN R., La situation économique de la Communauté Economique Européenne en 1965 et les perspectives pour 1966. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, IX, n° 2, février 1966, pp. 5-16.*)
- PULINCKX R., L'industrie des Six devant le problème de la dimension et de la concurrence. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 142, janvier 1966, pp. 26-37.*)
- SAINT-PAUL R., Les limites à l'harmonisation internationale des fiscalités. (*Revue de Science financière, Paris, LVII, n° 4, octobre-décembre 1965, pp. 615-641.*)
- VAN DAMME J., La mise en œuvre des articles 85 et 86 du Traité de Rome. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, n° 2, 1966, pp. 35-51.*)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Convention de coopération technique

entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne, signée à Tunis, le 15 juillet 1964 (Moniteur du 8 février 1966, p. 1355).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 6 janvier 1966

modifiant le premier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 septembre 1959 portant exécution de l'article 11 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 22 février 1966, p. 1909).

Arrêté ministériel du 6 janvier 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 déterminant les montants et les moda-

lités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution des dispositions de l'article 13, §§ 1^{er} à 4, de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 22 février 1966, p. 1910).

Arrêté royal du 28 janvier 1966

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 625 millions de francs (Moniteur du 15 février 1966, p. 1606).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 24 janvier 1966

mettant à la disposition du Ministre des Affaires Economiques une somme de 25 millions de francs, prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 5 février 1966, p. 1298).

Arrêté royal du 27 janvier 1966

portant exécution de la loi du 2 août 1960, relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, modifiée par la loi du 9 avril 1965, portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire (Moniteur du 15 février 1966, p. 1607).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 28 janvier 1966

relatifs à l'émission de l'emprunt 1966-1971-1976 (Moniteur du 3 février 1966, p. 1163).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) qui portent intérêt aux taux indiqués ci-après :

- 6,25 p.c. l'an à partir du 16 février 1966 jusqu'au 15 février 1971;*
- 6,50 p.c. l'an à partir du 16 février 1971 jusqu'au 15 février 1976.*

.....
Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année.

.....
Les obligations amorties avant le 16 février 1976 sont remboursables à cette date à 102 p.c. de leur valeur nominale.

.....
Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 16 février 1971.

.....
Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 992,50 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....
Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

.....
La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêté royal du 31 janvier 1966

relatif à un emprunt de 7,7 millions de dollars, garanti par l'Etat, à émettre aux Etats-Unis d'Amérique par la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) (Moniteur du 4 février 1966, p. 1197).

Article 1^{er}. — Est approuvé le contrat daté du 15 décembre 1965 entre la « Chase Manhattan Bank » d'une part, et la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) d'autre part, relatif à l'octroi, à cette dernière, d'un crédit de sept millions sept cent mille dollars des Etats-Unis, destiné à financer l'achat d'un Boeing 707-329 C.

.....
Art. 2. — Le crédit pourra être prélevé par tranches.

.....
Art. 3. — Pour chacun des prélèvements effectués, la Sabena souscrira une promesse.

L'ensemble des promesses sera remboursable comme suit :

- 1° à concurrence d'un montant de 550.000 dollars, le 30 septembre 1966;*
- 2° à concurrence d'un montant de 4.950.000 dollars, en neuf semestrialités égales, le 31 mars et le 30 septembre de chaque année, la première échéant le 31 mars 1967;*
- 3° à concurrence d'un montant de 2.200.000 dollars, le 31 mars 1971.*

.....
Art. 4. — Les intérêts, payables semestriellement à terme échu, sont fixés comme suit :

- 5 3/8 p.c. l'an, pour les promesses représentant les montants de 550.000 dollars et 4.950.000 dollars mentionnés sub 1° et 2° de l'article 3 ci-dessus;*
- 5 1/2 p.c. l'an, pour les promesses représentant le montant de 2.200.000 dollars mentionné sub 3° de l'article 3 ci-dessus.*

.....
Art. 5. — Une commission d'ouverture de crédit de 1/4 p.c. (un quart pour cent) l'an est allouée à la banque sur les montants non utilisés pendant la période du 1^{er} octobre 1965 au 30 juin 1966.

.....
Art. 7. — Conformément à l'article 4 de la loi du 23 juin 1960, la charge des intérêts prévus à l'article 4 sera supportée par l'Etat, à concurrence d'un taux annuel de 2 11/16 p.c. et 2 3/4 p.c. selon le taux d'intérêt des promesses.

.....
Art. 8. — L'Etat garantit le paiement des intérêts et le remboursement des promesses. Cette garantie est constatée par l'apposition, sur les promesses, d'une mention signée par le directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique et par l'inspecteur général chargé du service de la Dette au porteur.

Arrêté royal du 2 février 1966

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 12 février 1966, p. 1500).

Arrêté ministériel du 8 février 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 10 février 1966, p. 1446).

Arrêté ministériel du 12 février 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 18 février 1966, p. 1718).

Arrêté royal du 22 février 1966

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 25 février 1966, p. 2060).

Arrêté ministériel du 22 février 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 février 1966, p. 2080).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 23 février 1966

prescrivant une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin au 1^{er} mars 1966 (Moniteur du 26 février 1966, p. 2126).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 17 janvier 1966

prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle (Moniteur du 11 février 1966, p. 1473).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 2 février 1966

complétant l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 23 février 1966, p. 1986).

Arrêté ministériel du 9 février 1966

dérogeant temporairement, en faveur de certains travailleurs, à l'article 101, § 3, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 26 février 1966, p. 2122).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels du 7 janvier 1966

soumettant à licence l'exportation et l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 4 février 1966, p. 1209).

Arrêté royal du 17 janvier 1966

modifiant l'arrêté royal du 12 mars 1965 relatif à l'importation des viandes (Moniteur du 15 février 1966, p. 1619).

Arrêté ministériel du 8 février 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 10 février 1966, p. 1446).

Arrêté ministériel du 12 février 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 18 février 1966, p. 1718).

Arrêté royal du 22 février 1966

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 25 février 1966, p. 2060).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 31 janvier 1966

approuvant le barème des redevances et des taxes du Port autonome de Liège (Moniteur du 12 février 1966, p. 1499).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 12 janvier 1966

rendant obligatoire la convention du 9 novembre 1965 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières de la boulangerie artisanale (Moniteur du 10 février 1966, p. 1448).

concernant la qualification professionnelle, la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières occupés par les maîtres tailleurs et tailleuses et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 4 février 1966, p. 1206).

Arrêté royal du 24 janvier 1966

rendant obligatoire la convention du 18 novembre 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs modifiant l'article 9 de la convention du 6 mai 1965 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 novembre 1965 (Moniteur du 11 février 1966, p. 1468).

Arrêté royal du 17 janvier 1966

rendant obligatoire la convention du 2 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles concernant les salaires minimums de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 16 février 1966, p. 1660).

Arrêté royal du 20 janvier 1966

rendant obligatoire la convention du 23 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des maîtres tailleurs et tailleuses, modifiant la convention du 13 janvier 1965, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 27 avril 1965,

Arrêté royal du 2 février 1966

diminuant le prix de certaines spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 4 février 1966, p. 1270).

Arrêtés royaux du 7 février 1966

portant modification des tarifs postaux des services intérieur et international (Moniteur des 22 et 23 février 1966, pp. 1915 et 1972).

la liaison des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, la sécurité d'existence, les accidents de travail et la prime de fin d'année, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 juillet 1965 (Moniteur du 25 février 1966, p. 2084).

Arrêté royal du 14 février 1966

rendant obligatoire la convention du 17 novembre 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux complétant sa décision du 22 mars 1965 fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir, d'articles industriels en cuir et d'articles de sport en cuir et peau, et concernant

Arrêté royal du 14 février 1966

rendant obligatoire la convention du 31 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, portant majoration des salaires effectivement payés aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de cette commission paritaire nationale (Moniteur du 25 février 1966, p. 2086).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté ministériel du 25 janvier 1966

déterminant le taux d'intérêt auquel les caisses de pension doivent consentir des prêts à l'Office national des pensions pour travailleurs indépendants dans le courant de l'année 1966 (Moniteur du 15 février 1966, p. 1629).

des travailleurs (Moniteur du 1^{er} février 1966, p. 1065).

Arrêté royal du 31 janvier 1966

modifiant temporairement l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale

Arrêté royal du 7 février 1966

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1965 relevant le montant des ressources qui n'a pas d'incidence sur l'octroi des prestations prévues par la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 19 février 1966, p. 1850).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Arrêté royal du 2 décembre 1965

portant des mesures de mise en œuvre de la directive du Conseil de la Communauté Economique Européenne du 7 juillet 1964, relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées de transformation, relevant des classes 23-40 C.I.T.I. (industrie et artisanat) (Moniteur du 8 février 1966, p. 1367).

Arrêté royal du 21 décembre 1965

réalisant au bénéfice de certains ressortissants des Etats membres de la Communauté Economique Européenne, la liberté d'établissement dans l'agriculture (Moniteur du 5 février 1966, p. 1319).

Décision n° 1-66 du 27 janvier 1966

relative à la prorogation de l'autorisation de la vente en commun de combustibles par les sociétés minières des bassins belges, groupés au sein du Comptoir belge des charbons, société coopérative (Cobechar) (Journal officiel du 1^{er} février 1966, p. 309/66).

Art. 1^{er}. — L'autorisation, contenue dans les articles 1 à 10 de la décision 1-63 (Journal officiel n° 15 du 30 janvier 1963, p. 162/63), relative à l'accord de vente en commun conclu entre les entreprises charbonnières belges énumérées à l'annexe à la présente décision est prorogée jusqu'au 31 décembre 1969 (...).

Art. 2. — L'adhésion de la S.A. des Charbonnages de Beeringen et de la S.A. des Charbonnages de Zolder à l'accord de vente visé à l'article premier est autorisée (...).

.....

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	5.996
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	2.984
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	3.012
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	3.622
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	216
Industries extractives	»	191	115	105	102	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	1.289
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	282
Transports	»	243	243	240	245	250
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.333	1.404	1.427
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	56

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
<i>Total ...</i>	<i>199,7</i>	<i>215,9</i>	<i>235,4</i>	<i>243,4</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,5</i>	<i>333,5</i>	<i>373,6</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
<i>Total ...</i>	<i>105,3</i>	<i>108,1</i>	<i>111,4</i>	<i>110,7</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>137,8</i>	<i>147,4</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
<i>Total ...</i>	<i>56,9</i>	<i>59,7</i>	<i>62,0</i>	<i>62,3</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,0</i>	<i>73,5</i>	<i>75,8</i>
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)
(milliards de francs)

Sources : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

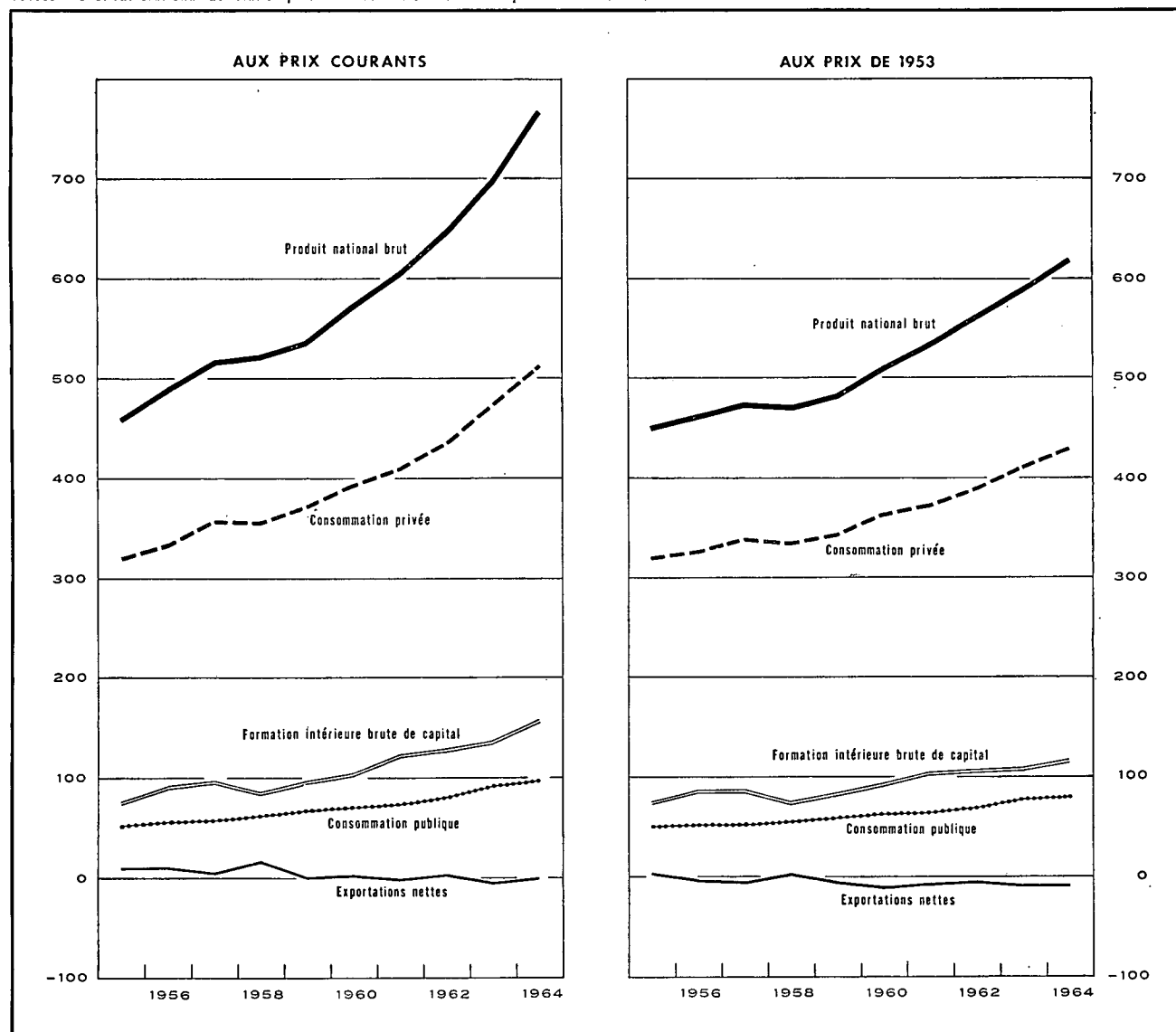
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>134,7</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>193,4</i>	<i>212,4</i>	<i>230,5</i>
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>115,8</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,2</i>	<i>177,9</i>	<i>189,6</i>
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
Total ...	321,4	334,4	358,5	357,0	373,5	393,6	410,2	434,7	474,2	512,5
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
Total ...	52,0	54,5	57,2	62,2	66,9	71,3	72,7	80,4	91,2	97,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
Total ...	77,4	91,8	97,4	86,3	97,2	106,3	123,6	128,7	136,9	158,4
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	138	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications .	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1835. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1963 2 ^e trimestre .	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre .	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre .	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre .	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre .	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre .	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre .	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre ...	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1964 3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6							
1965 Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3
Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

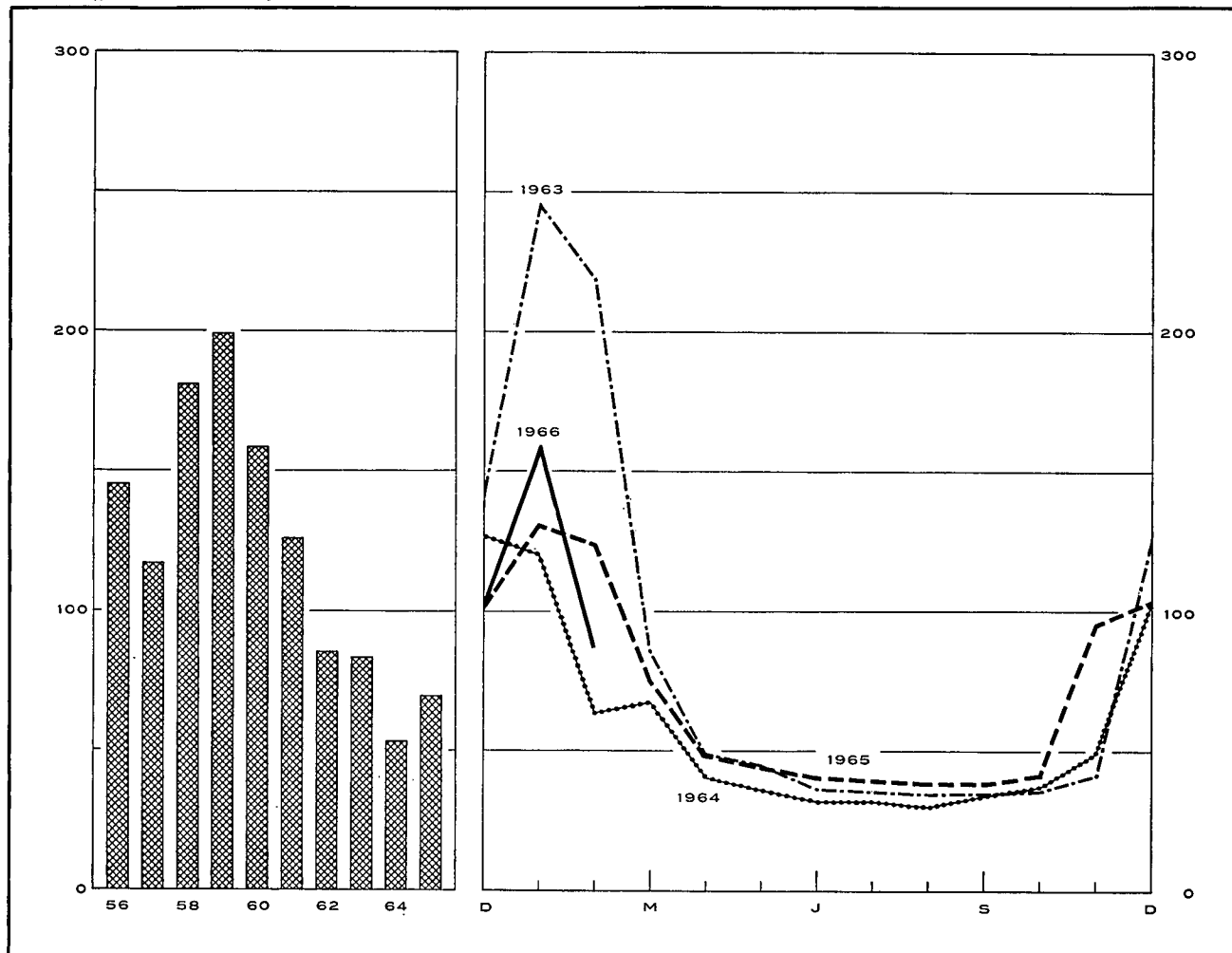
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	
1962	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	
1965	69	111	45	39	78	Septembre	35	34	39	
1966		111				Octobre	36	37	42	
						Novembre	42	49	96	
						Décembre	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	267
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	227
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	36
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	253
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	810
Divers	134	125	137	129	136	128	134	135	125
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	857
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041	938
Betteraves sucrières	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	192
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	67	
Pommes de terre	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.434
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	108
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	p 1.964
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	r 458	429	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

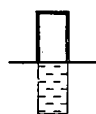
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	184
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

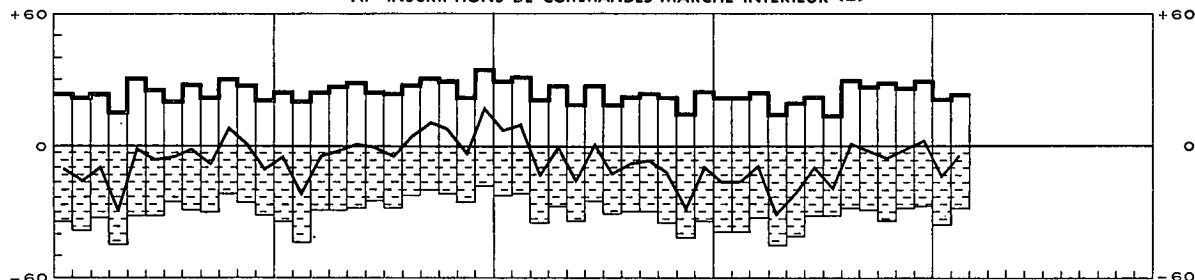


Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions C et D

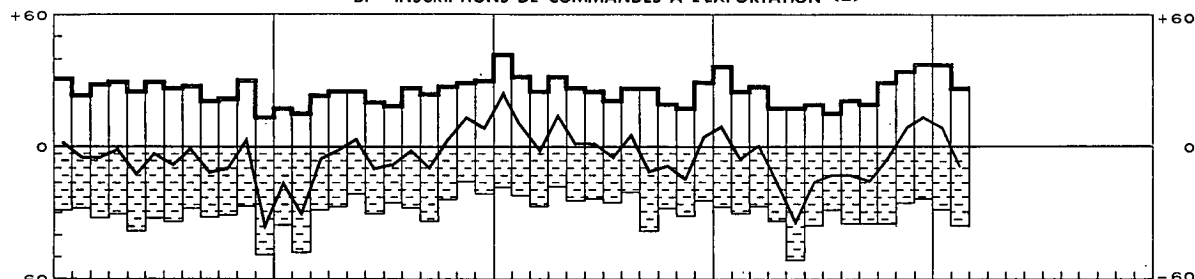
Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions C et D

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

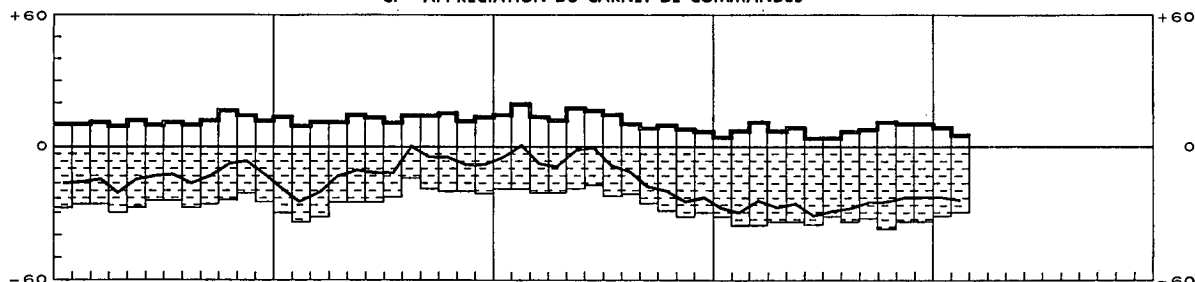
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



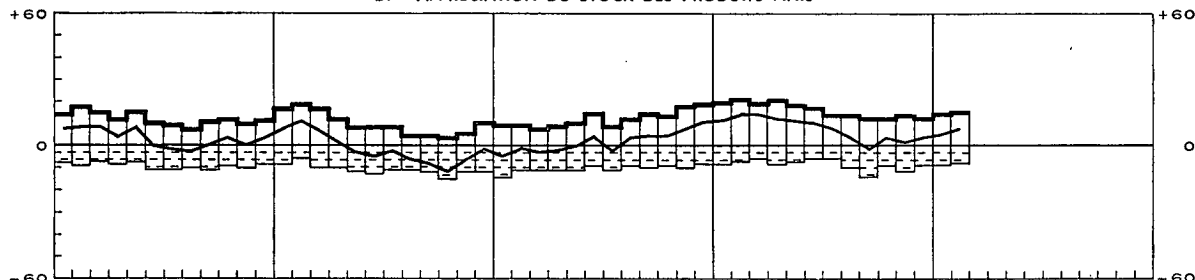
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



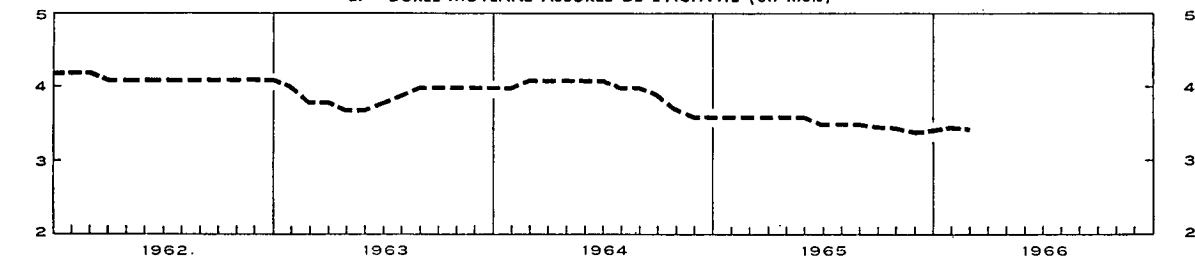
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.

2 Mouvements saisonniers éliminés.

3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	145	153	140	148	147
1965	147	157	145	154	150
1964 3 ^e trimestre	139	147	131	139	143
1964 4 ^e trimestre	154	163	145	154	153
1965 1 ^{er} trimestre	146	155	p 144	p 153	146
1965 2 ^e trimestre	p 148	p 158	p 150	p 159	152
1965 3 ^e trimestre	p 138	p 148	p 133	p 143	147
1965 4 ^e trimestre	p 156	p 167	p 152	p 162	p 153
1966 1 ^{er} trimestre					p 150
1965 Mars	156	166	p 146	p 155	155
1965 Avril	151	161	p 150	p 160	152
1965 Mai	146	155	p 150	p 159	152
1965 Juin	p 147	p 157	p 149	p 159	152
1965 Juillet	p 121	p 131	p 117	p 126	140
1965 Août	p 139	p 148	p 133	p 141	148
1965 Septembre	p 155	p 166	p 150	p 160	152
1965 Octobre	p 160	p 171	p 152	p 162	156
1965 Novembre	p 150	p 160	p 153	p 163	148
1965 Décembre	p 159	p 170	p 151	p 162	p 153
1966 Janvier					p 147
1966 Février					p 144
1966 Mars					157 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Préviation.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

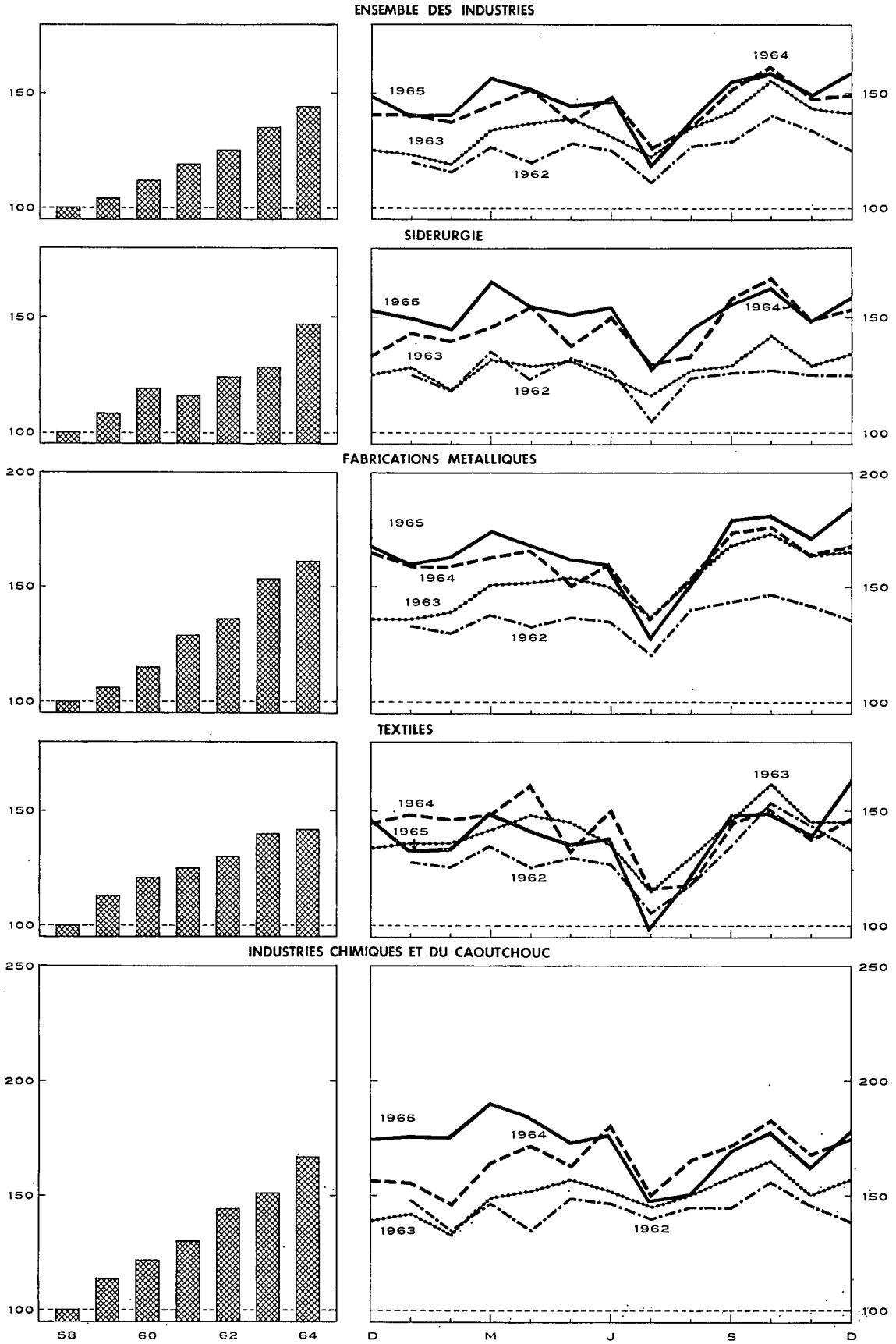
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole	
									Total	Fila-tures	Tissage	Bonne-terie	Total		dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122	100	106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130	124	122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	124	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	145	92	153	151	147	162	161	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	165	130	138				173		239
1964 2 ^e trimestre	145	95	153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	182
1964 3 ^e trimestre	139	83	147	159	140	155	156	126	127	118	131	144	162	138	206
1964 4 ^e trimestre	154	93	163	157	157	172	169	152	145	139	149	157	175	167	246
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	171	166	112	139	135	140	150	181	162	219
1965 2 ^e trimestre	p 148	88	p 158	160	153	175	p 163	122	138	131	139	156	179	184	250
1965 3 ^e trimestre	p 138	77	p 148	153	143	169	p 153	p 130	124	120	122	140	158	167	237
1965 4 ^e trimestre	p 156	87	167	146	157	184	179	155	151				173		252
1964 Décembre	150	90	159	146	153	175	167	138	147	146	152	145	175	162	253
1965 Janvier	140	86	149	126	150	168	159	109	133	130	135	140	176	148	187
1965 Février	141	83	150	120	146	162	164	107	134	131	134	145	175	161	222
1965 Mars	156	93	166	144	164	183	175	119	150	145	151	166	191	176	249
1965 Avril	151	90	161	159	155	175	168	120	141	133	144	160	182	179	246
1965 Mai	146	85	155	163	151	171	164	116	135	129	136	148	175	177	252
1965 Juin	p 147	89	p 157	158	154	180	p 157	131	139	131	137	159	179	197	251
1965 Juillet	p 121	62	p 131	148	127	149	p 129	130	100	96	111	87	149	139	251
1965 Août	p 139	79	p 148	155	145	175	p 151	133	123	121	112	157	152	160	243
1965 Septembre	p 155	88	p 166	158	156	183	p 180	p 125	148	142	144	177	171	201	217
1965 Octobre	p 160	87	p 171	163	163	179	182	148	149	143	147	175	178	199	260
1965 Novembre	p 150	88	160	145	148	183	172	169	140	134	142	153	163		249
1965 Décembre	p 159	87	170	132	159	189	185	148	164				178		248

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	p 1.648	p 2.404			p 1.220	1.697	1.300		
1964 3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	295
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	p 1.698	p 2.404			p 1.258	1.857	1.385		
1966 1 ^{er} trimestre	p 1.579	p 2.785			p 1.278				
1965 Mars	1.819	1.827	363	2.392	1.198	1.814	1.345	115	289
Avril	1.750	1.905	376	2.438	1.205	1.666	1.329	112	252
Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.202	1.623	1.362	111	232
Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.207	1.586	1.356	106	216
Juillet	1.224	1.991	399	2.038	1.175	1.403	1.355	89	187
Août	1.503	1.985	433	2.307	1.202	1.527	1.311	104	203
Septembre	1.651	2.035	525	2.511	1.239	1.657	1.175	107	221
Octobre	1.643	2.143	515	2.488	1.249	1.779	1.406	110	245
Novembre	1.703	2.264	505	2.409	1.259	1.838	1.344	102	288
Décembre	p 1.747	p 2.404			p 1.267	1.953	1.404		
1966 Janvier	p 1.576	p 2.422			p 1.227	1.960			
Février	p 1.498	p 2.582			p 1.298				
Mars	p 1.664	p 2.785			p 1.308				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	p 6,57	p 5,96	p 12,53	p 12,67
1964 3 ^e trimestre	699	487	5,93	4,56	10,49	10,44
4 ^e trimestre	780	575	6,25	5,57	11,82	12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,22	12,66	12,02
2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	p 5,76	p 5,12	p 10,88	p 11,12
4 ^e trimestre	806	566	p 7,21	p 6,55	p 13,76	p 14,22
1966 1 ^{er} trimestre	p 753					
1965 Mars	794	638	7,00	6,68	13,68	13,26
Avril	766	587	7,14	5,85	12,99	12,72
Mai	760	553	6,91	6,14	13,05	13,53
Juin	760	583	6,55	5,82	12,37	13,67
Juillet	651	448	p 5,22	p 4,35	p 9,57	p 10,12
Août	745	479	p 5,91	p 4,62	p 10,53	p 9,73
Septembre	813	597	p 6,15	p 6,40	p 12,55	p 13,50
Octobre	833	596	p 7,11	p 6,76	p 13,87	p 13,78
Novembre	775	529	p 6,55	p 6,23	p 12,83	p 12,94
Décembre	809	572	p 7,97	p 6,61	p 14,58	p 15,95
1966 Janvier	p 741	571				
Février	730 ¹					
Mars	785 ¹					

1 Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles	
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	38.688				23.311	1		1		5.382
1964 p	44.948				31.323	1		1		6.545
1965 p	38.796				34.157	1		1		8.744

¹ En 1963, 1964 et 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.660, à 11.063 et à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1964 2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.239	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
3 ^e trimestre	3.238	3.048	969	835
4 ^e trimestre	3.014	3.797	935	1.019
1964 Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712
Juillet	3.372	2.898	1.047	678
Août	2.930	3.295	881	862
Septembre	3.411	2.952	980	965
Octobre	2.846	4.305	961	1.250
Novembre	2.396	3.418	777	902
Décembre	3.800	3.668	1.067	905

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	114	126	+ 10,5	115	128	+ 11,3	111	122	+ 9,9
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	127	+ 5,0	115	124	+ 7,8
3 ^e trimestre	120	126	+ 5,0	123	128	+ 4,1	116	125	+ 7,8
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	126	130	+ 3,2	119	128	+ 7,6
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	132	+ 8,2
2 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	127	131	+ 3,1	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	128	129	+ 0,8	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	134	+ 3,9	130	135	+ 3,8	128	132	+ 3,1
	France			Italie			Pays-Bas ²		
	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	110	126	+ 14,5	127	137	+ 7,9	107	120	+ 12,1
2 ^e trimestre	117	127	+ 8,5	132	134	+ 1,5	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	121	126	+ 4,1	134	131	- 2,2	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	126	+ 2,4	136	133	- 2,2	124	135	+ 8,9
1 ^{er} trimestre	126	124	- 1,6	137	134	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^e trimestre	127	126	- 0,8	134	138	+ 3,0	124	133	+ 7,3
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	141	+ 7,6	116	124	+ 6,9
4 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	133	144	+ 8,3	135	144	+ 6,7

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Non ajustés pour variations saisonnières.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

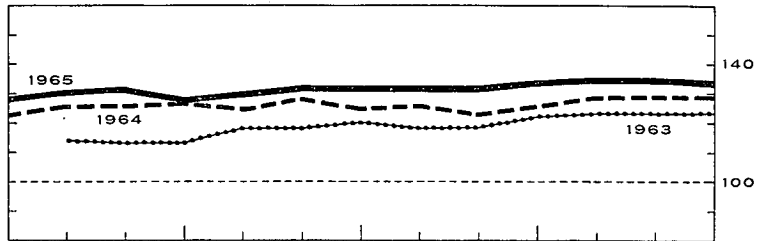
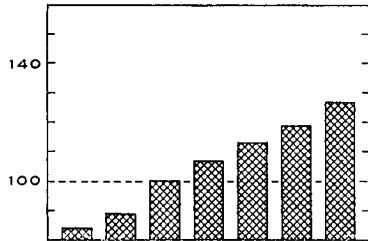
**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production Industrielle (O.C.D.E.)

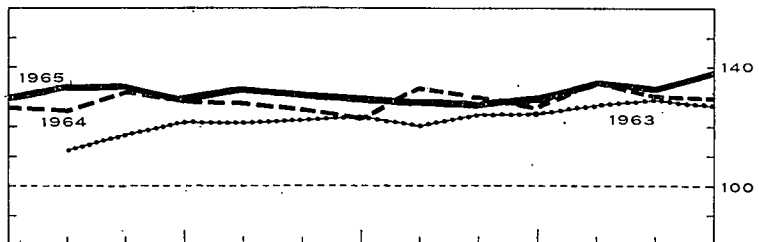
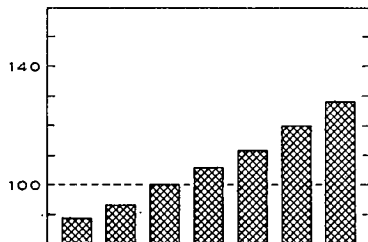
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

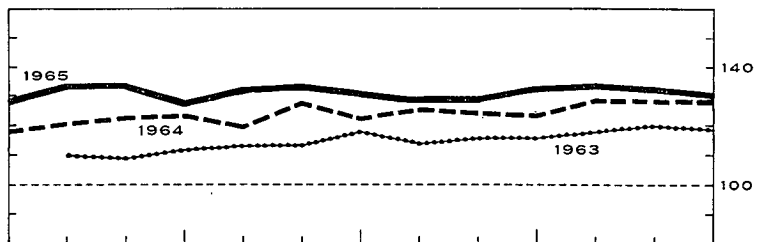
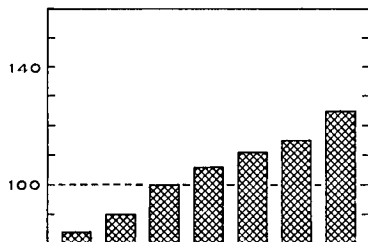
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



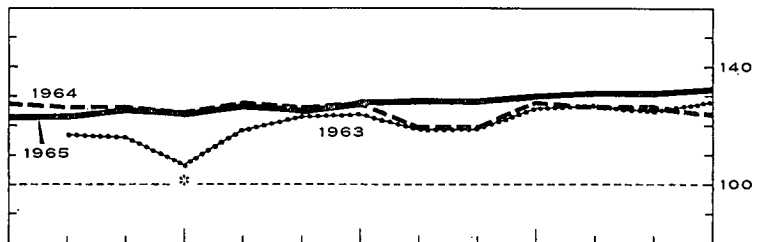
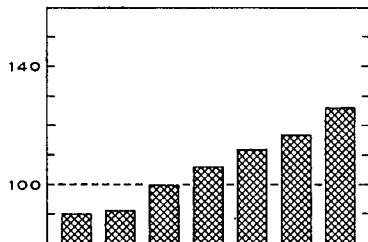
BELGIQUE



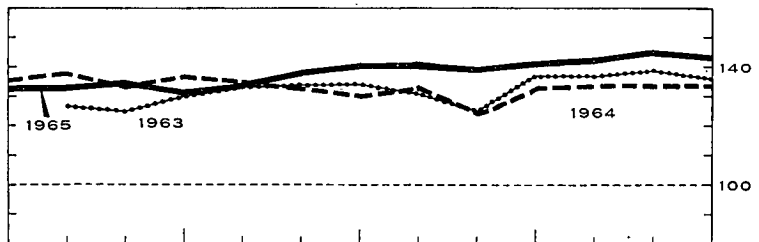
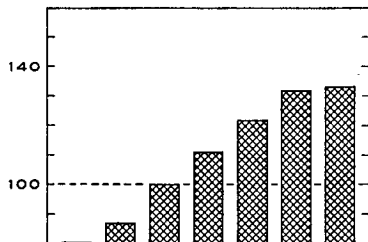
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



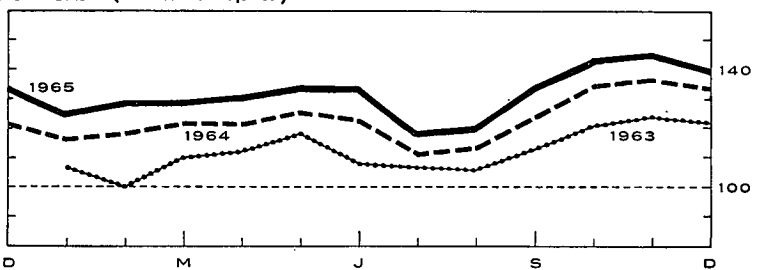
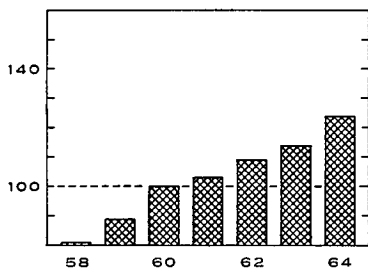
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS (indices non ajustés)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Tonnage total		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			Minerais				
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965						124	148,8	18,8
1964 2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	p 762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	p 739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre						135	120,2	17,4
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2
Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2
Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126	96,0	14,2
Avril	p 770	543	5.231	1.848	1.189	142	130,0	16,8
Mai	p 763	548	5.243	1.864	1.225	116	156,9	18,8
Juin	p 753	570	5.427	1.905	1.288	123	199,4	22,5
Juillet	p 712	517	4.709	1.630	1.144	118	233,7	25,8
Août	p 748	526	5.044	1.791	1.284	106	221,9	24,8
Septembre	p 756	573	5.435	1.889	1.355	127	218,9	25,0
Octobre	p 763	591	5.651	1.920	1.361	130	159,3	20,5
Novembre	p 751	578	5.502	1.920	1.315	119	92,2	14,4
Décembre						155	109,0	17,4
1966 Janvier						104		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615			160		
1964 2 ^e trimestre ..	4.570	2.887	1.431	165	190	109
3 ^e trimestre ..	4.449	3.046	1.246	162	178	59
4 ^e trimestre ..	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre ..	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre ..	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 ^e trimestre ..	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre ..	4.763			157		
1965 Janvier	3.969	2.855	1.514	219	162	176
Février	4.146	2.885	1.668	165	135	81
Mars	4.821	3.257	1.460	161	142	173
Avril	4.700	3.733	1.379	155	134	133
Mai	4.843	3.201	1.333	160	120	44
Juin	4.575	3.379	1.434	151	196	123
Juillet	4.930	3.354	1.413	159	187	72
Août	4.657	3.554	1.749	140	160	79
Septembre ..	4.455	3.614	1.739	139	117	104
Octobre	4.883			183		
Novembre ..	4.620			126		
Décembre	4.785			161		
1966 Janvier				133		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.704	541
6.349	516
6.370	519
6.028	478
6.591	529
6.633	
5.595	435
5.667	454
6.821	544
6.576	522
6.637	527
6.560	538
6.253	499
6.517	517
7.128	

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
1964 Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	233	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	166	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	214	212	212	199	218	181	213	249	171	145	169
1964 2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	194	213	161	141	163
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	198	209	159	137	159
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	196	233	166	143	167
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	211	245	170	146	169
3 ^e trimestre	206	203	199	196	221	171	214	244	174	143	165
4 ^e trimestre	257	243	253	206	252	198	232	274	174	148	176
1965 Janvier	190	197	182	214	196	180	187	231			
Février	174	194	146	185	198	170	184	224			
Mars	194	207	186	196	196	178	216	244			
Avril	214	216	222	201	200	180	208	246			
Mai	208	197	224	205	212	178	204	246			
Juin	200	190	220	176	198	178	221	242			
Juillet	223	209	228	212	242	171	206	249			
Août	190	190	170	176	204	166	206	233			
Septembre	206	209	198	201	218	176	231	249			
Octobre	227	226	240	209	230	185	215	255			
Novembre	241	218	236	185	214	183	230	249			
Décembre	302	286	282	223	312	225	252	319			
1966 Janvier	202	218	190	221	208	195	196	255			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^o semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^o semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^o semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^o semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^o semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1963 2 ^o semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^o semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^o semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 2 ^o semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^o semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^o semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 2 ^o semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^o semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^o semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

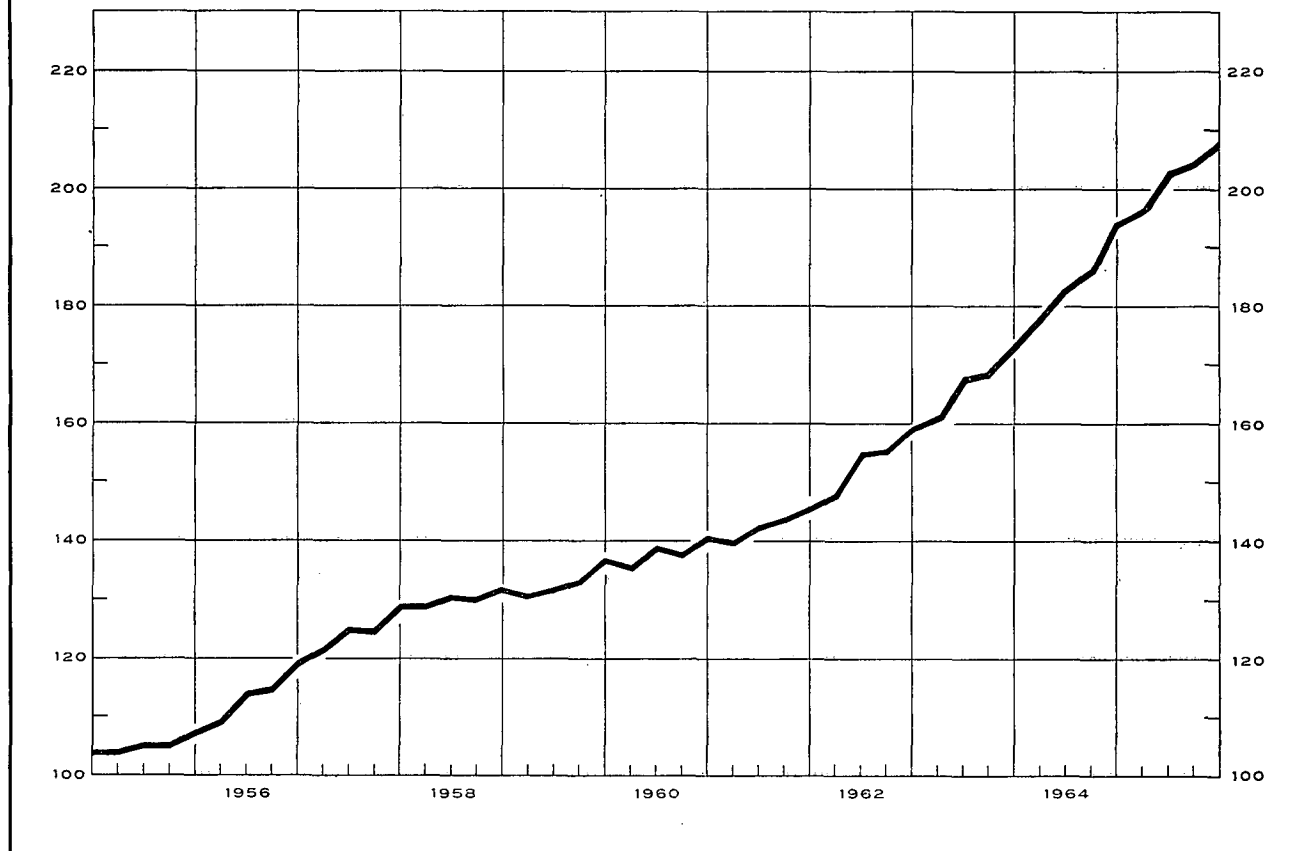
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196		223
1964 Sept.	186	178	182		201
1964 Déc.	194	182	186		209
1965 Mars	197	187	192		216
1965 Juin	203	189	195		222
1965 Sept.	205	193	197		224
1965 Déc.	208	195	200		228

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	89,3
1963	49,25	116,1	93,2	85,6	97,4	101,9
1964	55,98	111,3	88,3	86,4	p 91,8	p 98,9
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
1963 Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	87,4	94,1	100,5
1964 Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	85,5	p 90,9	p 97,8
1965 Février-Avril	61,22	p 107,9	86,9	85,8	p 89,2	p 89,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1950 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	54,68
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,05
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etude et Documents nouvelle série, no 59, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Étain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1964 3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,2	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	p 214	p 42,7		p 31,4	p 21	p 656	p 1.398		
1965 Mars	207	46,4	88	32,7	21	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	45,7	89	32,7	22	488	1.431	38,0	2,89
Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5	92	32,6	20	411	1.440	35,0	2,89
Août	207	45,4	92	32,0	20	439	1.485	34,8	2,89
Septembre	210	44,7	93	31,8	20	481	1.527	31,0	2,89
Octobre	210	43,4	97	31,8	20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	43,7	99	31,6	20	532	1.387	31,5	2,89
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404	33,0	2,89
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	p 214	p 42,8	100	31,4	p 21	680	p 1.407		
Mars	p 213	p 42,1		p 31,4	p 21	p 680	p 1.362		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1964 3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100				
1965 Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	117
Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	125
Août	90	95	102	108	90	123
Septembre	91	93	102	108	91	128
Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	119
Mars	95	98				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1964 2 ^e trimestre .	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1964 3 ^e trimestre .	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre .	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre .	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
1965 2 ^e trimestre .	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1965 3 ^e trimestre .	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 ^e trimestre .	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1964 Septembre ...	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
1964 Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
1964 Novembre ...	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
1965 Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
1965 Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
1965 Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre ...	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre ...	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	103,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3

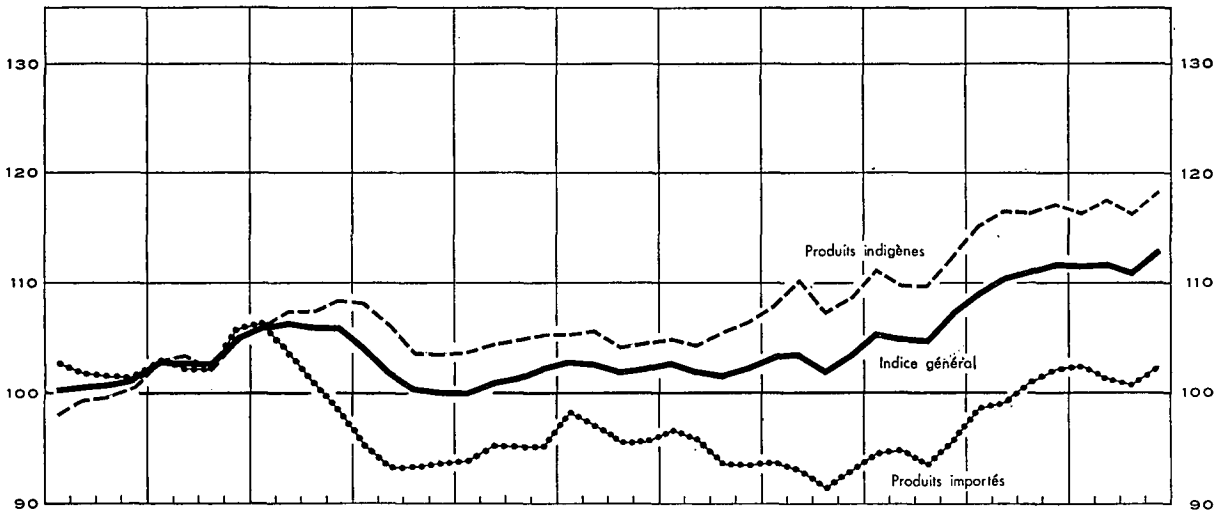
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

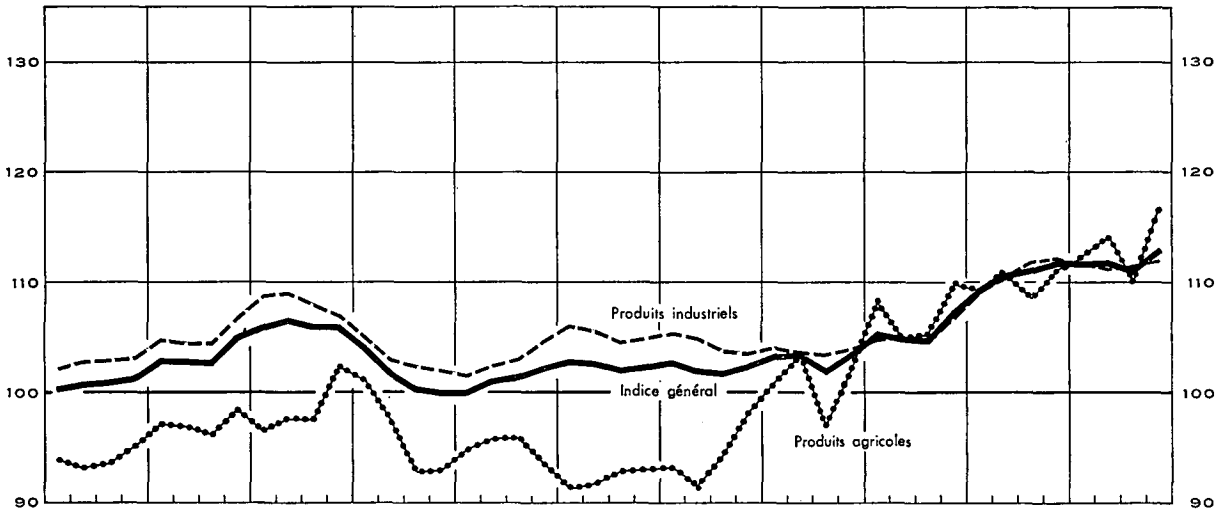
Base 1958 = 100

Source : M.A.E.

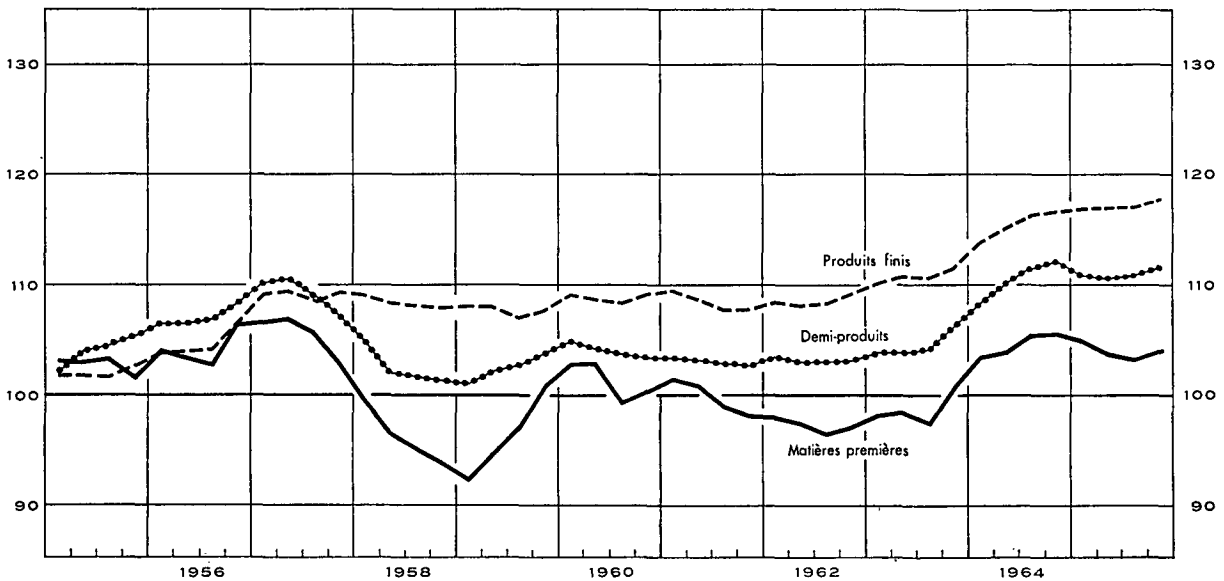
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



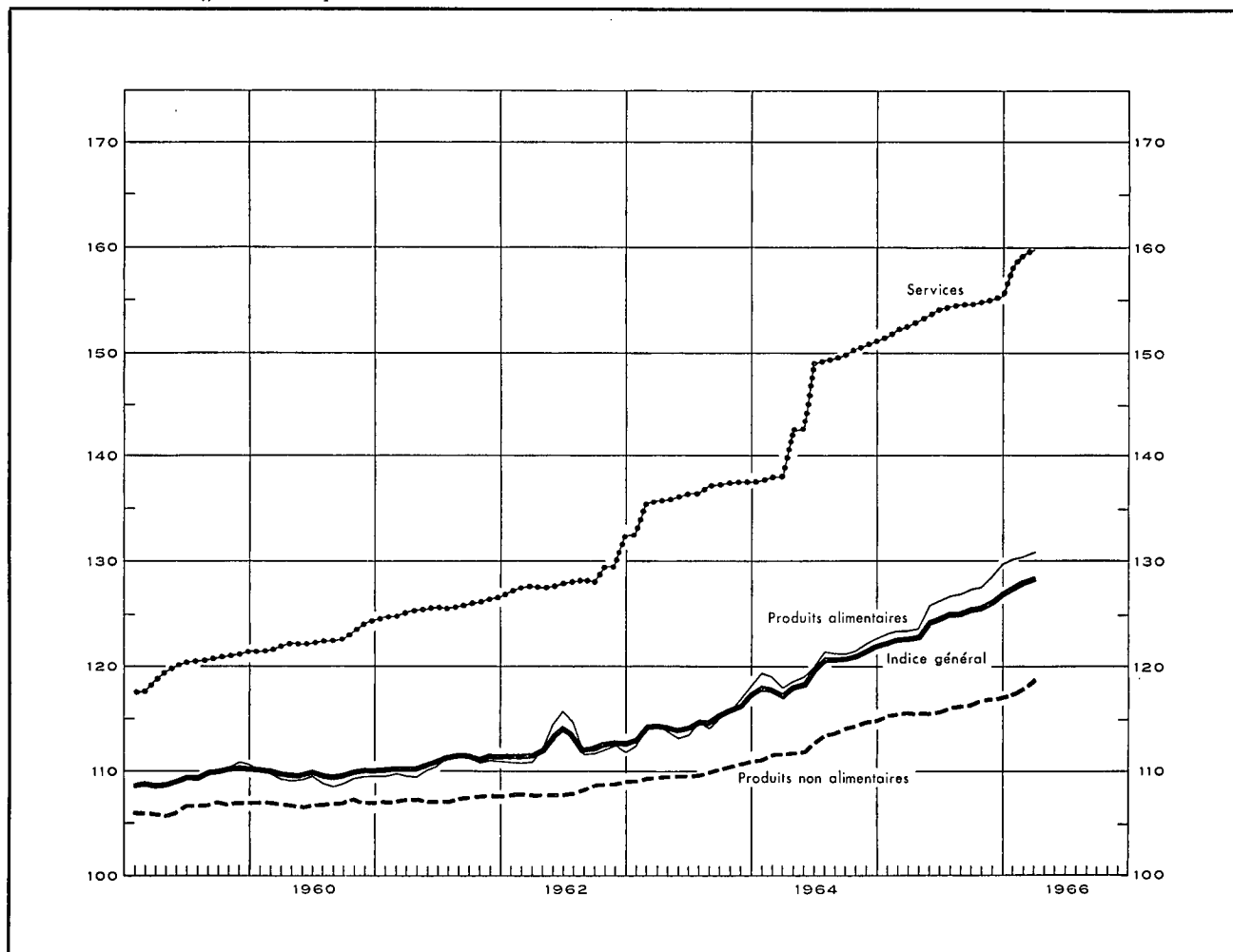
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



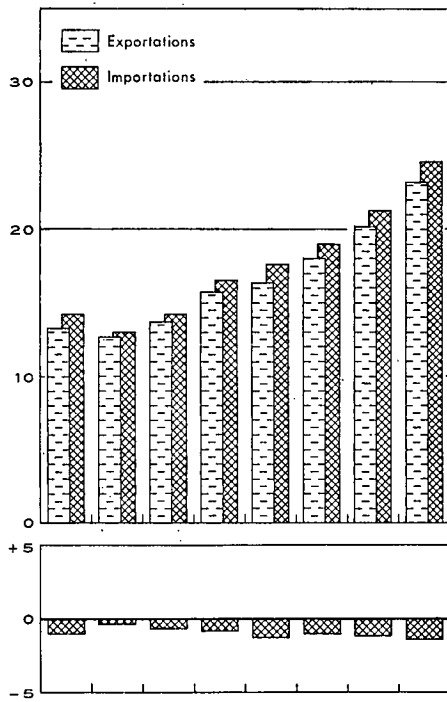
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1 ^{er} trimestre	122,74	128,13	123,4	130,4	115,6	118,1	152,1	159,1
2 ^e trimestre	124,18		125,3		115,7		153,6	
3 ^e trimestre	125,43		126,9		116,4		154,6	
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0	
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2
Mars	122,91	128,63	123,5	130,9	115,7	118,8	152,5	159,9
Avril	123,11		123,7		115,6		153,1	
Mai	124,58		125,9		115,6		153,5	
Juin	124,85		126,3		115,8		154,1	
Juillet	125,28		126,7		116,2		154,4	
Août	125,31		126,8		116,4		154,7	
Septembre	125,70		127,3		116,5		154,7	
Octobre	125,85		127,5		116,8		154,8	
Novembre	126,44		128,4		117,0		155,0	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers : Agfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.*

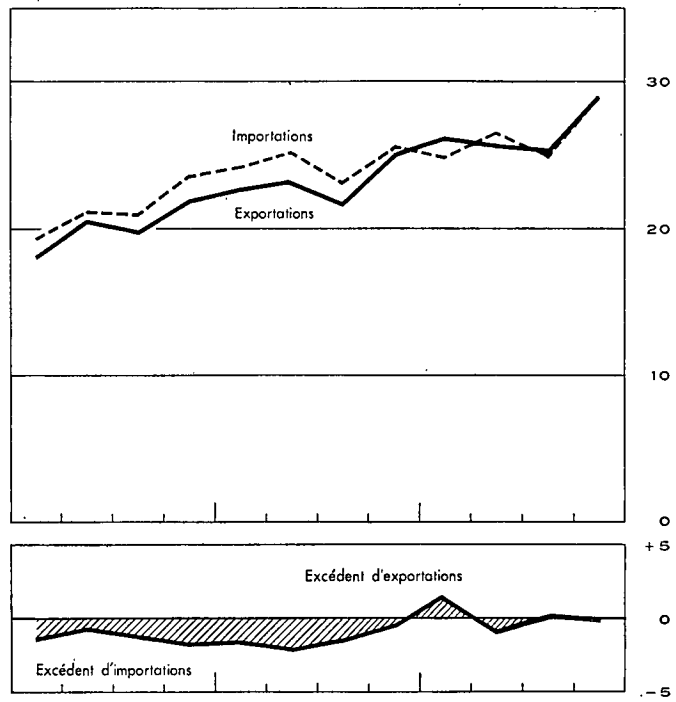
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

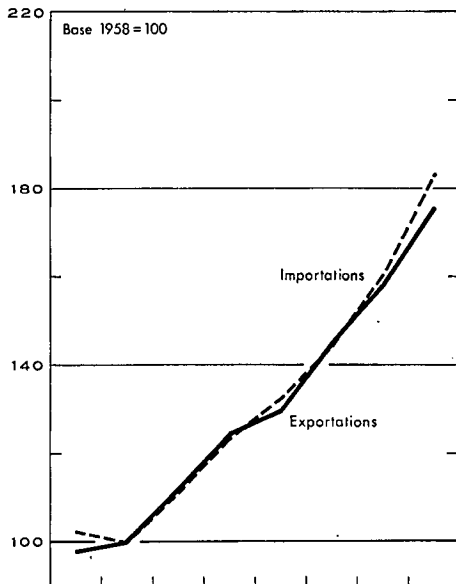
Source : I.N.S.



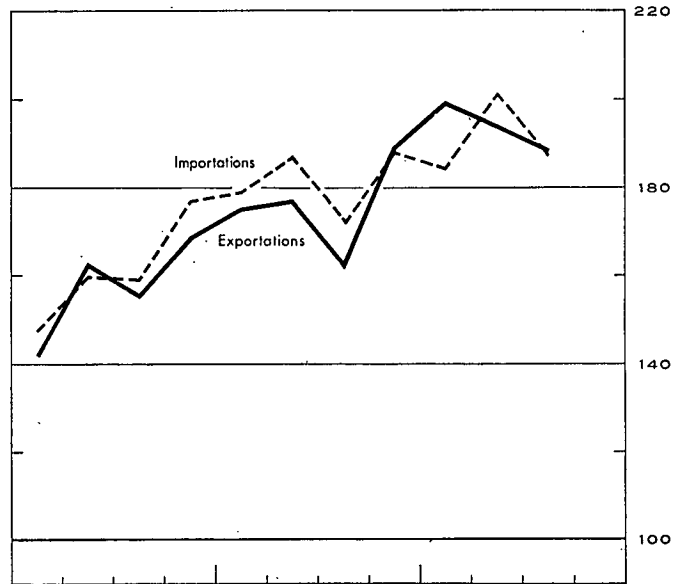
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

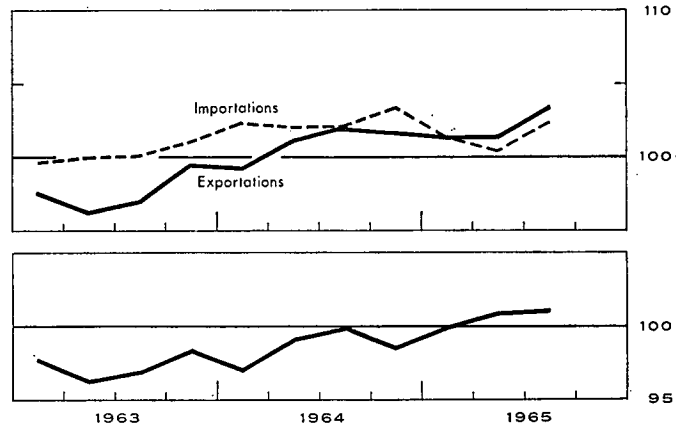
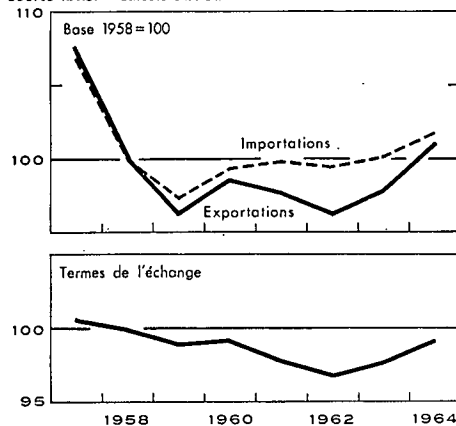


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	p 26,5	26,6	p+ 0,1	p 100					
1964 2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	p 29,2	28,9	p- 0,3	p 99					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
Juin	25,9	27,6	+ 1,7	107					
Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
Novembre	28,9	28,8	- 0,1	100					
Décembre	p 30,4	30,6	p+ 0,2	p 101					
1966 Janvier	p 25,0	25,2	+ 0,2	101					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1964 2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1965 Avril	4,42	7,01	2,02	3,42	1,80	0,17	0,60	0,53	0,86	1,13	3,51	25,47
Mai	3,76	6,58	1,80	3,41	1,83	0,16	0,71	0,43	1,48	0,77	3,27	24,20
Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57
Juillet	3,91	7,15	2,30	3,48	1,88	0,18	0,66	0,51	1,19	1,01	3,38	25,65
Août	3,86	4,86	2,04	2,85	1,91	0,16	0,92	0,53	0,66	0,87	2,95	21,61
Septembre	4,42	7,20	2,62	4,49	2,28	0,19	0,73	0,70	1,46	1,29	3,93	29,31
Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60
Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82
Décembre	4,34	8,43	2,34	4,27	2,23	0,15	0,86	0,66	1,86	1,49	3,95	30,58

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964; de l'année 1964 : XLe année, vol. II no 1-2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires	produits animaux					produits végétaux	autres 11
													liquides 8	autres													produits animaux	produits végétaux	autres 11
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624		
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850		
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635		
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302			
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037		
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341		
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488		
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488	
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579	
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981	
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300	
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300	
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677	
1963 4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	72	23.605	
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.930	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	988	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	68	24.264	
2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	114	25.285	
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324	
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	939	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833	
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743	
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	102	1.217	320	919	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603	
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.151	498	3.169	3.208	214	25.421	

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1968		1964				1965		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																		
Biens de production	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	100,2	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5	
Biens de consommation	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	100,7	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3	
Biens d'équipement	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,6	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0	
Ensemble ...	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,1	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																		
Sidérurgie	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	91,0	90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	
Fabrications métalliques	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	102,5	100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	
Métaux non ferreux	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	113,0	116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	
Textiles	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	107,0	109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	
Produits chimiques	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	93,3	94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	
Industrie houillère	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	83,8	96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	
Industrie pétrolière	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	80,5	82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	
Verres et glaces	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	99,3	98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	
Produits agricoles	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	115,9	99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	
Ciments	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	102,1	99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	
Carrières	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	94,5	97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	
Céramiques	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	100,9	105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	
Bois et meubles	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	99,0	102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	
Peaux, cuirs et chaussures	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	103,4	110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	
Papier et livre	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	93,9	95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	
Tabacs manufacturés	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	102,8	97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	
Caoutchouc	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,7	82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	
Industries alimentaires	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	97,7	100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	
Divers	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	91,5	88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	
Ensemble ...	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	99,6	99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																		
Ensemble ...	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	98,5	97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1	

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963	1964				1965		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	175,6	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5
Biens de consommation	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	169,6	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7
Biens d'équipement	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	199,9	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4
Ensemble ...	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	177,1	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	133,0	152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4
Fabrications métalliques	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	183,2	208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6
Métaux non ferreux	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	164,6	156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8
Textiles	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	186,1	181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0
Produits chimiques	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	161,1	153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3
Industrie houillère	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	98,4	94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9
Industrie pétrolière	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	154,7	158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1
Verres et glaces	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	180,5	196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6
Produits agricoles	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	195,3	165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4
Ciments	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	110,0	98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8
Carrières	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	200,5	181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4
Céramiques	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	249,6	230,3	240,4	247,4	235,2	244,7	269,3	259,5
Bois et meubles	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	411,4	401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7
Peaux, cuirs et chaussures	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	222,1	217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2
Papier et livre	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	203,6	195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2
Tabacs manufacturés	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	269,0	249,5	256,8	266,5	339,1	290,8	299,1	320,0
Caoutchouc	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	194,6	221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9
Industries alimentaires	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	218,9	211,2	232,4	207,0	239,2	251,8	280,6	271,4
Divers	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	169,1	187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6
Ensemble ...	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	168,8	175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,88	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	<i>p</i> 5,25	5,81	<i>p</i> + 0,56	<i>p</i> 4,13	3,86	<i>p</i> - 0,27	<i>p</i> 3,99	5,87	<i>p</i> + 1,88
1964 2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	<i>p</i> 5,77	5,98	<i>p</i> + 0,21	<i>p</i> 4,58	4,42	<i>p</i> - 0,16	<i>p</i> 4,37	6,51	<i>p</i> + 2,14
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	5,53	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	5,18	6,77	+ 1,59	3,98	3,97	- 0,01	3,86	6,04	+ 2,18
Juillet	4,94	6,37	+ 1,43	3,77	3,56	- 0,21	3,33	5,34	+ 2,01
Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	<i>p</i> 6,28	5,80	<i>p</i> - 0,48	<i>p</i> 4,55	4,66	<i>p</i> + 0,11	<i>p</i> 4,49	6,86	<i>p</i> + 2,37
1966 Janvier	<i>p</i>	5,19			4,41			5,49	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,61	11,68	+ 0,07
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	<i>p</i> 1,05	0,91	<i>p</i> - 0,14	<i>p</i> 14,42	16,45	<i>p</i> + 2,03	<i>p</i> 18,16	20,41	<i>p</i> + 2,25
1964 2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1,11	0,98	<i>p</i> - 0,13	<i>p</i> 15,84	17,89	<i>p</i> + 2,05	<i>p</i> 20,23	22,22	<i>p</i> + 1,99
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,45	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	16,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	0,90	0,85	- 0,05	13,92	17,63	+ 3,71	17,42	21,56	+ 4,14
Juillet	1,37	0,97	- 0,40	13,41	16,24	+ 2,83	16,99	19,83	+ 2,84
Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	<i>p</i> 1,07	0,98	<i>p</i> - 0,09	<i>p</i> 16,39	18,30	<i>p</i> + 1,91	<i>p</i> 21,03	23,23	<i>p</i> + 2,20
1966 Janvier	<i>p</i>	0,92			16,01			19,86	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	p 2,28	2,22	p- 0,06	p 2,04	1,28	p- 0,76		1,03	
1964 2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	p 2,63	2,40	p- 0,23	p 2,49	1,43	p- 1,06		1,05	
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	2,30	2,17	- 0,13	1,88	1,22	- 0,66	1,61	1,03	- 0,58
Juillet	2,20	2,09	- 0,11	2,09	1,26	- 0,83	1,69	0,94	- 0,75
Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	2,64	2,04	- 0,60	2,39	1,40	- 0,99	1,71	0,99	- 0,72
Décembre	p 2,97	2,54	p- 0,43	p 2,47	1,64	p- 0,83		1,19	
1966 Janvier	p	1,75			1,29				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,68	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1965		0,63			0,30			0,61	
1964 2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,63	0,66	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,77	0,60	- 0,17
4 ^e trimestre		0,68			0,30			0,64	
1964 Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,62	0,69	+ 0,07
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,61	0,49	- 0,12
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,61	0,50	- 0,11
Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,85	0,63	- 0,22
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,77	0,66	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,76	0,57	- 0,19
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,93	0,64	- 0,29
Novembre	0,99	0,63	- 0,36	0,96	0,28	- 0,68	0,81	0,53	- 0,28
Décembre		0,69			0,35			0,75	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *op. cit.* N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964		1965	
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 2,0
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 1,9
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²							
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ³	+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	- 1,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	- 0,2
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers ⁴	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,5
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4
Total 1 ...	+ 1,5	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,4
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés ⁴	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,0
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	...
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :							
a) belges et luxembourg.	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5
b) étrangères	- 4,7	- 3,0	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0	- 0,5
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 3,4	+ 5,8	+ 1,2	+ 6,2	+ 7,4	+ 2,7
Total 4 ...	+ 4,1	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,6
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,1
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

— les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
— les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
— la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;

— les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).

— les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

4 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963			1964				1965		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	50,3	50,2	54,4	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,0
Importations ¹	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	59,8	62,9	62,3
Solde ...	- 1,2	- 2,6	- 3,7	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,3	- 3,3
Autres opérations sur marchandises	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,7	+ 2,7	+ 2,2
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	- 0,7	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,3
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,5	+ 0,3	+ 0,4
1.6 Autres ³	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 0,8	...	- 0,5
Total 1 ...	- 0,4	- 2,2	- 2,6	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,0	+ 2,4	- 1,9
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés ³	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,9
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,3	- 0,7	- 0,5
Total 2 ...	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 1,3	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6
Total 3 ...	+ 1,3	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	...	+ 0,9	+ 0,9
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourgeois	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3
b) étrangères	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2	- 0,7	- 0,7
4.22 Autres (y compris investissements directs)	+ 0,8	+ 2,3	+ 1,1	- 0,8	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,6
Total 4 ...	+ 0,2	+ 1,3	+ 0,2	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 1,5
5. Erreurs et omissions .....	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,6	+ 0,2
Total 1 à 5 ...	+ 1,5	- 2,9	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -) .....	...	+ 0,7	+ 0,5	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 1,5	- 2,2	- 1,8	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6
Banque Nationale	+ 3,3	+ 0,8	+ 2,7	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4
Autres	- 1,8	- 3,0	- 4,5	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, n° 6, page 717 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XLe année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suissse	Deutsche Mark	littalien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	(13,19 ¹) (13,85 ²)	11,54	(11,95 ¹) (12,51 ²)	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴ }	{50,468 ³ 48,149 ⁴ }	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁷
1965 1 ^{er} trimestre .	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre .	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre .	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
4 ^e trimestre .	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre .	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
1965 Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14	—
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13	—
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁶
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre ...	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88
Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre ...	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre ...	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁷ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
					acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
			vendeur (+)	acheteur (-)	en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714	C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,—	C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80	£ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1 — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4	Recettes	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
	(1)	(2)	(2) - (1)	(4)	(5)	(5) - (4)		(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,5	- 1,8	18,4	...	-18,4	-20,2	+14,3	+11,2	- 1,8	+ 1,3	- 4,8 ²
1964 Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,2	11,4	+ 0,2	2,0	...	- 2,0	- 1,8	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,6 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,7	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 12 premiers mois ...	52,0	+ 3,7	27,7	+ 0,5	60,0	+ 4,5	139,7	+ 8,7	
1965 12 premiers mois ...	59,0	+ 5,9	29,7	+ 0,4	65,5	+ 1,5	154,2	+ 7,8	
Ex. 1964	1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	6,7	+ 0,7
	Février	1,4	+ 0,1	1,4	+ 0,1
	Mars	0,9	+ 0,1	0,9	+ 0,1
Exercice 1965	1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
	Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
	Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	Juin	5,4	+ 0,8	2,5	...	5,4	+ 0,1	13,3	+ 0,9
	Juillet	15,2	+ 0,7	2,5	...	5,0	- 0,2	22,7	+ 0,5
	Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,6	- 0,3	10,9	...
	Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,2	+ 0,6	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,3	+ 0,7
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,7	13,3	+ 1,6
	Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,1	14,9	+ 2,6
1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	...	...	7,9	+ 1,2
1966 Janvier (Ex. '66) ...	3,5	...	2,1	+ 0,3	5,7	- 0,3	11,3	...	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1965 : janvier 1965		Exercice 1966 : janvier 1966	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	3,2	3,1	3,5	3,5
précompte immobilier	1,0	0,9	...	...	...	...
précompte mobilier	5,4	4,9	...	0,1	0,1	0,1
précompte professionnel	26,6	22,7	0,3	0,3	0,4	0,4
versements anticipés	13,4	11,5	...	...	...	...
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	...	...	...	...
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	2,6	2,6	2,9	2,8
contribution foncière	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	...	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	...	...	...	...
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	...	...	...	...
contribution nationale de crise	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	0,3	0,1	...	...
II. Douanes et accises	28,2	27,7	1,8	2,0	2,1	1,8
dont : douanes	8,3	7,1	0,6	0,7	0,6	0,6
accises	18,7	20,4	1,1	1,2	1,3	1,2
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	...	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	4,7	4,7	5,7	6,0
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,4	0,5	0,5	0,4
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,3	0,2
timbres et taxes assimilées ...	50,9	47,6	4,1	4,0	4,9	5,3
Total ...	148,7	139,0	9,7	9,8	11,3	11,3
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 9,7		- 0,1		...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1964, commencé le 1er janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,85
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	
1963 9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1965 Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04
Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,37
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	11,0	2,6	5,7	19,3	2,70
Février	4,4	2,5	5,7	12,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

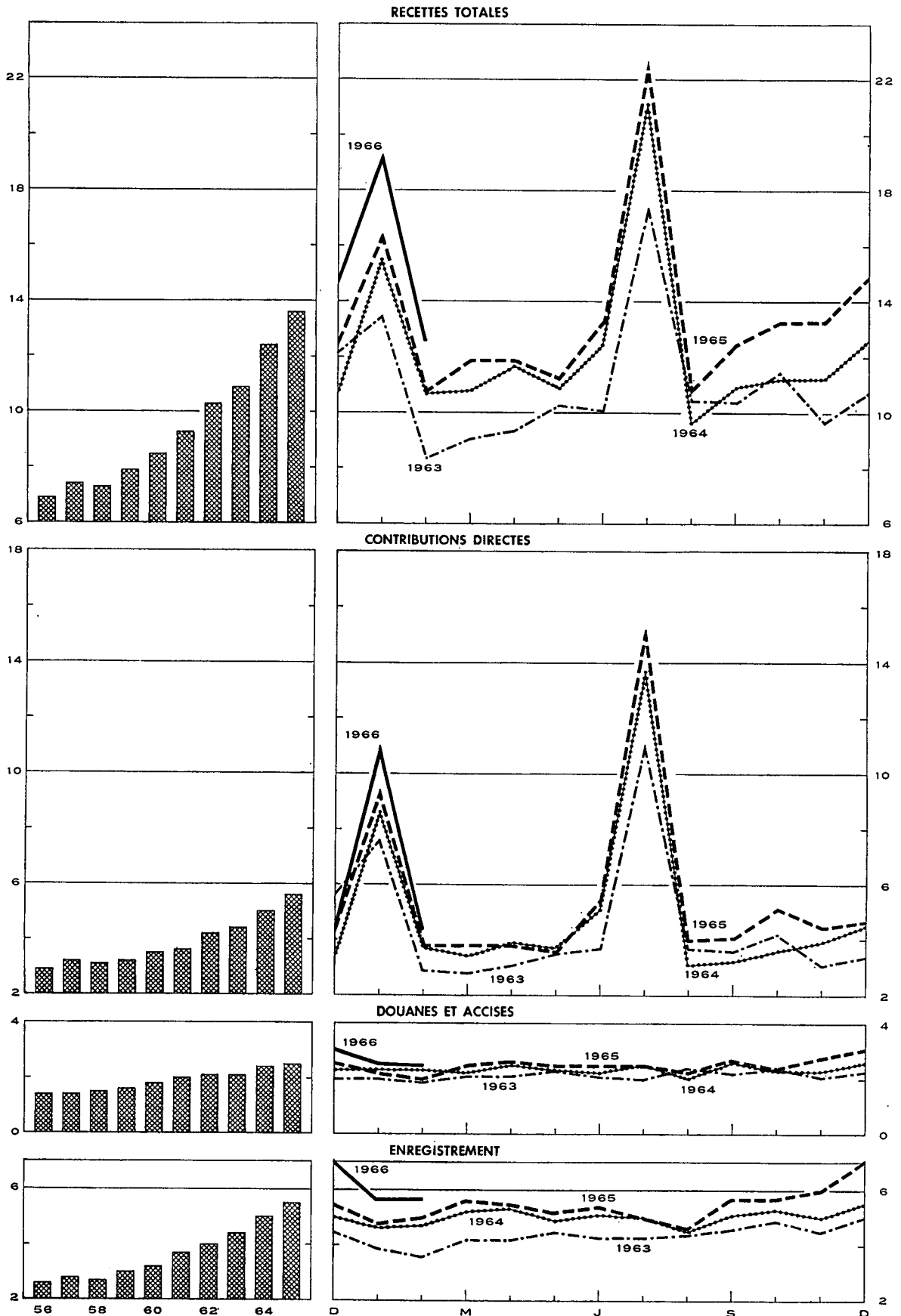
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XLe année, vol. II, no 6, décembre 1965 et XLLe année, vol. I, no 1, janvier 1966 : « Les budgets de 1965 et 1966 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
		<i>données non disponibles</i>													
		<i>... nihil ou inférieur à 50 millions</i>													
		<i>— opération non effectuée</i>													
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	29,5	—	2,5	—	2,8	8,8	43,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	30,0	—	0,1	—	0,1	—	30,2
		Obligations	8,1	0,2	...	—	1,0	13,3	22,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	76,2	26,4	75,4	...	186,4
		Divers	4,7	1,0	1,5	0,2	11,8	—	1,8	2,9	0,5	...	24,4
	(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	...	(0,1)	...	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(165,8)	
	Total ...	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	8,8	309,3	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	0,1	—	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	...	—	—	1,7	—	0,1	—	0,5	...	2,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,1	—	0,1	...	0,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	14,5	0,2	2,3	1,5	0,6	3,1	4,9	0,5	...	27,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	...	2,9	1,0	...	1,3	3,5	...	— 0,2	8,8	
	Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	1,2	...	—	...	0,2	6,9	0,1	8,6	
	Divers	4,9	...	4,4	0,2	...	1,7	0,1	0,1	11,4	
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,8)	(4,2)	(...)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,8)	(19,5)	
	Total ...	19,4	0,6	4,4	0,4	...	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	...	59,4	
	Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers	2,1	...	—	0,6	...	31,1	0,4	6,5	40,8	
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	— 0,1	92,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	105,5	2,2	—	1,4	1,1	9,0	30,3	3,8	28,5	35,2	6,4	1,4	224,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,9	60,6	
Divers	...	0,8	—	...	0,7	9,5	...	...	0,1	0,2	0,1	...	11,4
Total ...	107,6	3,3	—	4,8	2,3	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	8,7	430,1		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	3,4	—	...	...	...	...	3,4
Obligations accessibles à tout placeur	15,3	0,3	...	0,1	0,1	0,5	0,5	1,2	1,1	5,9	1,1	— 0,1	26,1		
Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	10,1
Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,4	...	...	...	...	...	—	0,5	...	39,9	...	44,8
Divers	1,6	0,4	3,7	...	0,1	...	...	—	...	...	...	3,7	9,4
Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	0,5	3,9	1,2	4,8	13,3	41,0	3,6	93,8		
Sécurité sociale (6)	Réserves de sécurité sociale	15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,1		
Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1
Divers	2,6	...	2,8	...	1,6	...	...	...	...	0,3	...	1,9	9,3
Total ...	17,7	...	2,8	...	1,7	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	2,8	31,4		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux	...	...	...	...	...	...	5,4	—	0,5	—	1,0	0,7	7,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	2,0	—	0,3	—	...	...	2,2
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	...	96,2	—	—	—	...	...	96,2
Obligations	9,6	...	0,3	...	...	...	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	— 0,5	16,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,2	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	20,2		
Divers	...	1,1	7,9	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	9,4
(Actions et parts)	...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	(—)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	...
Total ...	9,6	1,1	20,4	...	...	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	0,2	152,0

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)														
Monnaie	216,5	2,7	3,4	10,3	1,1	—	—	...	1,6	1,5	0,5	...	237,5	
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	1,4	2,6	0,6	...	...	...	4,6
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	...	35,3	
Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0	
Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3	
Dépôts à terme des résidents	27,2	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	—	...	27,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,6	3,2	—	—	...	...	13,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...	8,6
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	8,5	8,8
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	...	(6,9)	
Total ...	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	8,5	360,2	
Fonds des Rentes (8)														
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	11,0	—	—	—	—	—	11,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9
Caisse d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,7	—	...	—	...	0,1	0,2	...	3,8
Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	113,4
Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	2,8	—	...	—	...	0,1	...	0,5	4,6
Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,0	
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
Divers	4,3	...	...	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,5	—	0,2	...	0,2	0,2	0,2	2,4	137,8
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)														
Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7	
Réserves mathématiques	128,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,4	
Divers	0,2	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,5	0,9
Total ...	142,3	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,5	143,0
Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	...	—	...	...	...	...	1,5
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	...	0,2	1,4
Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	...	3,8
Dépôts à terme	1,5	0,4	...	2,5	...	—	...	—	...	...	...	...	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	...	—	0,5	...	0,1	...	0,6
Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,5	2,0	6,7	0,5	8,9	13,9	0,3	...	96,7	
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,5	0,7	0,5	...	7,6	9,8	...	1,7	20,7
Divers	2,5	...	10,2	0,2	...	...	...	—	0,3	...	...	3,3	16,5
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(0,7)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,7)	
Total ...	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	5,3	145,6	
Secteurs Indéterminés et ajustements (12)														
— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	—	—	12,6	
(13) = (1) à (12)														
Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	40,9	1.889,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectués		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8
			Obligations ...	9,4	...	...	...	...	0,2	—	0,9	13,8	...	...	24,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	12,1	0,1	...	...	...	...	—	85,7	29,0	82,3	...	209,2
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	...	—	2,2	3,0	0,6	...	25,3
			(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	...	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)
		Total ...	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,4
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,5
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,3	—	—	—	...	...	1,6	—	0,2	—	0,2	...	2,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	...	0,3	0,2	—	...	...	0,1	...	0,6
	Obligations accessibles à tout placeur ...		15,0	0,2	...	...	...	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	0,3	...	0,1	...	0,7	1,2	...	0,6	4,5	...	— 0,1	7,2
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	...	...	0,1	...	0,9	...	...	...	0,2	7,8	...	9,0
		Divers ...	4,9	...	4,8	0,2	2,0	...	...	...	...	0,1	1,1	13,0	
		(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	...	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)
		Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	...	—	1,3	...	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5
	Certificats à court terme ...		...	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6
	Obligations accessibles à tout placeur ...		107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	243,2
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	—	...	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,3	2,7	2,1	81,0
Divers ...	...		0,7	—	...	0,7	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	...	10,7	
	Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	—	...	...	...	4,5	—	...	...	...	...	4,5	
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	26,6	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	7,7	3,0	...	...	10,6	
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	4,5	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,4	...	49,5	
	Divers ...	1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	...	0,1	0,3	3,4	8,6		
	Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6	
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	0,3	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	0,1	0,1	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8	
Divers ...		3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8	
	Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	0,1	
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	—	...	...	...	...	6,6	—	0,7	...	1,4	0,3	9,0
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	4,3	—	0,3	...	...	4,6	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	...	...	97,0	—	...	...	97,0	
Obligations ...		9,6	...	0,2	...	...	...	...	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	— 0,3	15,8
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	13,5	—	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2
Divers ...		...	1,4	7,9	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	9,7
(Actions et parts) ...		...	(0,2)	(0,4)	...	...	...	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	2,9
	Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentés (8)													
	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	1,9	1,5	0,8	...	254,5		
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,2	0,1	0,2	...	...	...	1,5	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	...	35,4		
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,4		
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9		
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	...	...	10,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	...	...	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	9,7	10,0	
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	—	—	(8,0)		
	Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	6,4	—	—	—	—	...	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	...	...	...	...	2,8	
	Total ...	—	...	2,8	...	...	7,0	—	...	...	...	...	9,8	
	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	...	—	...	0,2	0,6	...	4,9	
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	126,7	
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	...	—	...	0,1	...	1,0	5,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	...	...	—	—	...	—	...	...	...	...	10,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5		
	Divers	4,6	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9	
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)		
	Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2	
	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7		
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9		
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5	
	Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1	
	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,1	0,2	
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	4,9	
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	—	...	...	...	...	4,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,4	...	0,6	...	0,2	...	1,2	
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	22,4	
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	...	0,3	...	...	20,8	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)		
	Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	161,8		
	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	20,3		
(18) = (1) à (12)	Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,8	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)						
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée					
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 6,1	—	+ 0,5	—	...	- 0,5	+ 6,1		
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 5,5	—	—	—	...	+ 5,5	
			Obligations	+ 1,3	—	—	- 0,1	+ 0,5	...	+ 1,7	
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 1,7	—	—	+ 9,5	+ 2,6	+ 7,0	...	+ 20,8
			Divers	- 0,9	+ 0,1	+ 1,1	+ 5,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 6,5
	(Actions et parts)	(+ 6,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,8)	(+0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 7,3)		
		Total ...	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 5,6	+11,6	—	+10,3	+ 3,3	+ 7,0	- 0,5	...	+ 40,7		
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	- 0,1	—	+ 0,5	—	+ 0,4		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,2	—	—	- 0,1	+ 0,1	—	- 0,3		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1		
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 0,5	- 0,3	+ 0,5	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,2	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7		
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	...	...	- 0,3	...	...	...	...	...	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3
	Divers	+ 0,1	...	+ 0,3	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,6
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	—	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 1,2)			
		Total ...	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	...	...	- 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,1	+ 3,9	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,9	...	—	+ 0,7	+ 3,5	...	+ 0,1	...	- 0,1	- 0,4	+ 4,7		
	Certificats à court terme .....		...	+ 0,3	—	- 1,6	...	+ 0,2	- 9,3	+ 1,1	+ 1,9	- 0,5	- 3,8	+ 0,2	- 11,4	
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 2,1	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 1,1	+ 6,0	+ 1,5	+ 4,8	- 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 16,9			
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	...	—	...	...	- 0,4	- 2,5	+ 2,0	- 0,2	- 0,2	+ 2,2	+ 1,3	+ 2,1
Divers .....	...	- 0,1	—	...	...	- 0,8	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	- 0,7	
	Total ...	+ 3,0	+ 0,3	—	- 0,8	- 0,4	- 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	- 1,6	+ 0,3	+ 1,3	+ 11,7				
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances .		+ 0,1	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	+ 1,1	—	—	...	...	...	...	+ 1,1
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,5
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	...	- 0,1	...	...	+ 0,5
Autres emprunts à moyen et long terme		+ 0,3	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,5	...	+ 4,7
Divers	+ 0,3	...	- 1,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,8	
	Total ...	+ 0,4	+ 0,4	- 1,2	...	- 0,2	...	+ 1,0	- 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	...	+ 6,0				
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5			
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,3
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,4	+ 1,3	...	+ 0,1	+ 2,1
Divers		+ 0,3	...	- 0,1	...	—	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
	Total ...	- 0,2	...	- 0,1	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 0,1	+ 2,3				
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux .....		—	—	—	...	...	—	—	+ 1,2	—	+ 0,2	—	+ 0,4	- 0,4	+ 1,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	...	...	—	—	+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 2,3	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Obligations .....		...	...	...	...	...	—	—	+ 0,8	—	—	—	—	—	+ 0,8
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	—	—	—	—	—	- 0,3	...	- 0,1	- 0,2	...	+ 0,2	- 0,5			
Divers .....		...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Actions et parts)		(+ 5,5)	(+0,1)	(...)	...	...	(—)	(...)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 5,7)	
	Total ...	...	+ 0,3	...	...	—	—	+ 2,8	...	+ 0,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 4,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentes (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
		Secteurs indétachés et ajustements (12)													
(1) à (12)		Total des créances													
	Monnaie	+15,3	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,3	...	+ 17,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	— 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 3,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 1,3	—	—	...	—	—	—	—	...	—	...	...	+ 1,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+ 0,2	- 3,2	—	—	...	...	- 3,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...	+ 2,4
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,2
	(Actions et parts)	(+ 1,1)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	...	(+ 1,1)
	Total ...	+22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1	...	- 5,7	...	...	+ 0,3	+ 1,2	+ 19,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	...	...	- 4,5	—	—	—	—	—	- 4,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	- 0,1	- 0,1
	Total ...	—	...	—	...	...	...	- 3,9	—	...	...	...	- 0,1	- 4,0
	Dépôts à vue	+ 0,7	...	...	...	- 0,1	—	...	—	...	...	+ 0,3	...	+ 1,0
	Dépôts sur livrets	+13,2	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	+ 13,2
	Dépôts à terme	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,2	—	...	—	...	...	...	+ 0,5	+ 1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,5
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
	Total ...	+16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0	
	Réserves mathématiques	+ 8,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,5	
	Divers	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 0,6
	Total ...	+10,6	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 11,1
	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	- 0,1	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	+ 0,1	- 0,4	- 0,1	...	...	...	- 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...	—	...	...	...	...	- 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	+ 0,3	—	+ 0,1	...	+ 0,1	...	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 6,2	+ 0,1	...	...	- 0,4	- 0,5	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 2,1	...	...	+ 9,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	- 1,6	+ 2,9	...	...	+ 1,7
	Divers	+ 0,9	...	+ 0,2	- 0,1	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,7	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
	Total ...	+ 8,0	...	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,5	+ 2,8	- 0,6	- 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 0,7	+ 13,7	
		+ 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	—	+ 8,9	
	Total des créances	+63,1	+ 1,7	- 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 4,2	+20,8	- 4,1	+18,2	+10,8	+13,9	+ 6,0	+135,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (18) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	37,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	262,5	8,8	309,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,4	0,6	4,4	0,4	...	24,8	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	26,2	...	59,4
3. Etat (Trésor)	107,6	3,3	—	4,8	2,3	118,0	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	248,3	8,7	430,1
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	26,0	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	63,7	3,6	93,8
5. Sécurité sociale	17,7	...	2,8	...	1,7	22,2	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	6,3	2,8	31,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	184,8	10,1	12,4	5,5	16,0	228,8	64,3	218,3	6,7	125,9	108,5	147,6	607,0	23,9	924,0
7. Etranger	9,6	1,1	20,4	...	...	31,1	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	120,7	0,2	152,0
8. Organismes monétaires	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	294,4	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	22,0	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,5	134,6	...	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,8	2,4	137,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	142,3	...	0,1	...	0,1	142,5	...	...	...	...	...	...	...	0,5	143,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	87,3	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	49,9	5,3	145,6
13. Total des intermédiaires financiers	620,9	3,8	16,7	13,5	6,7	661,6	38,4	30,5	6,7	19,9	25,5	1,1	83,7	16,8	800,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	— 1,4	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	9,8	—	12,6
15. Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	920,1	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	821,2	40,9	1.889,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 501,8	— 42,2	— 379,2	— 76,3	— 8,0	— 3,9	— 45,1	+ 11,6	+ 0,9	+ 10,0	— 6,0	+ 4,2	+ 20,7	+ 28,3	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (6) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	41,2	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,4
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,9	11,0	11,6	4,7	16,6	234,8	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	985,0
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	—	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	986,8	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,1	+ 0,2	...	...	+ 1,1	+ 3,4	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	+ 32,2	— 0,5	+ 40,7
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	...	...	+ 1,0	— 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,9
3. Etat (Trésor)	+ 3,0	+ 0,3	—	— 0,8	— 0,4	+ 2,1	— 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	— 1,6	+ 0,3	+ 10,3	+ 1,3	+ 11,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,4	+ 0,4	— 1,2	...	— 0,2	— 0,6	...	+ 1,0	— 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	+ 6,6	...	+ 6,0
5. Sécurité sociale	— 0,2	...	— 0,1	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 2,1	+ 0,1	+ 2,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 6,1	+ 0,8	— 1,0	— 0,8	+ 0,6	+ 5,7	+ 3,5	+ 15,8	+ 2,1	+ 18,7	+ 4,3	+ 12,4	+ 53,3	+ 2,0	+ 64,6
7. Etranger .....	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,3	—	+ 2,8	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 3,0	+ 1,0	+ 4,3
8. Organismes monétaires	+ 22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 23,2	+ 0,1	...	— 5,7	...	...	+ 0,3	— 5,4	+ 1,2	+ 19,1
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 3,9	— 0,1	— 4,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	+ 16,4	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 10,6	...	— 0,1	...	...	+ 10,5	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 11,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	+ 7,8	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 5,7	+ 0,7	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,8	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 57,9	— 0,4	— 1,1	— 6,3	— 1,6	+ 5,1	+ 0,7	— 3,2	+ 3,0	+ 57,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	+ 6,5	—	+ 8,9
15. Total des créances	+ 63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 65,3	+ 4,2	+ 20,8	— 4,1	+ 18,2	+ 10,8	+ 13,9	+ 59,6	+ 6,0	+ 135,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 22,4	— 2,2	— 12,6	— 5,8	— 1,1	+ 0,7	— 0,1	+ 1,7	— 0,1	+ 0,8	— 0,3	+ 0,2	+ 2,3	— 2,9	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires (14)	Divers 3 (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics 2 (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financés par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)			
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)												
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	-11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	-11,4	11,0	-10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	-11,2	10,5	-10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	-11,3	10,5	-10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	-11,3	11,3	-11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	-11,4	10,8	-12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	-11,4	12,3	-11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	-11,3	11,6	-10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	<i>p</i> 90,4	<i>p</i> 189,9	4,2	<i>p</i> 7,1	<i>p</i> 201,2	107,9	120,9	-11,3	<i>p</i> 11,3	<i>p</i> -12,9
Décembre	320,0	77,4	4,4	...	401,8	<i>p</i> 94,8	<i>p</i> 194,8	4,7	<i>p</i> 6,9	<i>p</i> 206,4	113,6	129,0	-11,4	<i>p</i> 11,5	<i>p</i> -13,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9
2. F.M.L. — Participation	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,8	6,6
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9
b) en francs belges ³ .....	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,9	123,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7
b) effets commerciaux	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,2	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	81-3-61	80-6-61	80-9-61	31-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	31-12-62	81-3-63	80-6-63	80-9-63	31-12-63	81-3-64	80-6-64	80-9-64	31-12-64	81-3-65	80-6-65	80-9-65	31-12-65	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	
— autres	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	40,1	38,8	
TOTAL DU PASSIF ...	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,6	5,4	4,7	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,9	123,0	121,0	123,6	121,3	119,5	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3
b) effets commerciaux	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,2	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,3	35,2	34,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	81-7-64	81-8-64	80-9-64	81-10-64	80-11-64	81-12-64	81-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	42,9	40,1	39,2	39,8	38,8	38,4	36,9	
TOTAL DU PASSIF ...	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	33,3	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9	50,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,7
b) effets commerciaux	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4
c) avances .....	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1	2,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C6a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3	6,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5	39,4
b) détenue par les pouvoirs publics	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	—
TOTAL DU PASSIF ...	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e ann.-e. vol. 11, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 1	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	p 1,4	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	p 4,2	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	
b) en francs belges ²	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	
7. Ajustement statistique	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	p 45,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	
— autres	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3	
c) sur les banques de dépôts	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	p 34,7	
— autres	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	p 26,1	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	p 0,7	
— autres	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	p 1,0	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	
b) effets commerciaux	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1	
c) avances	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	p 2,1	
— autres	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	p 1,9	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	p 10,9	
— autres .....	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	p 0,7
D. Autres	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	43,2	48,5	p 46,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1968, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-8-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3
b) en francs belges ^{2 3}	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6
4. Ajustement statistique	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1	95,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0
— dépôts en devises	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—
b) envers les para-étatiques de crédit	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	59,5	61,2
TOTAL DU PASSIF ...	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	p 0,8	p 1,5	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,5	11,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	
b) en francs belges ³	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	
7. Ajustement statistique	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	p167,2	p173,9	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	
— autres	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	6,2	
c) sur les banques de dépôts	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	80,7	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	p 87,4	p 87,9	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	p 42,4	p 46,1	(7)
— autres	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	p 60,1	p 60,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	p 1,1	p 1,3	(9)
— autres	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	6,9	6,4	9,7	8,9	(11)
b) effets commerciaux	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,3	46,5	45,4	49,9	(11)
c) avances	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	54,9	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	p 2,1	p 2,1	(15)
— autres	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	p 2,5	p 2,4	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴ ..	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	—	—	—	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	...	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	p 10,9	p 11,0	(14)
— autres	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	p 0,8	p 0,8	(14)
D. Autres	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	84,5	92,1	p 86,5	p 87,1	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	
b) en francs belges ^{1 2}	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	
4. Ajustement statistique	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	0,2	...
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	
— autres	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	12,5	...	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	134,9	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	(2)
— dépôts en devises	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	(3)
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,1	...	0,1	(4)
4. Emprunts obligataires	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,3	11,4	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	—	—	—	—	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	0,3	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	99,6	99,9	100,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	

Colonne du tableau XIII.
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

(6)

(1)

(1)

(1)

(2)

(2)

(3)

(4)

(13)

(8)

(14)

(7)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

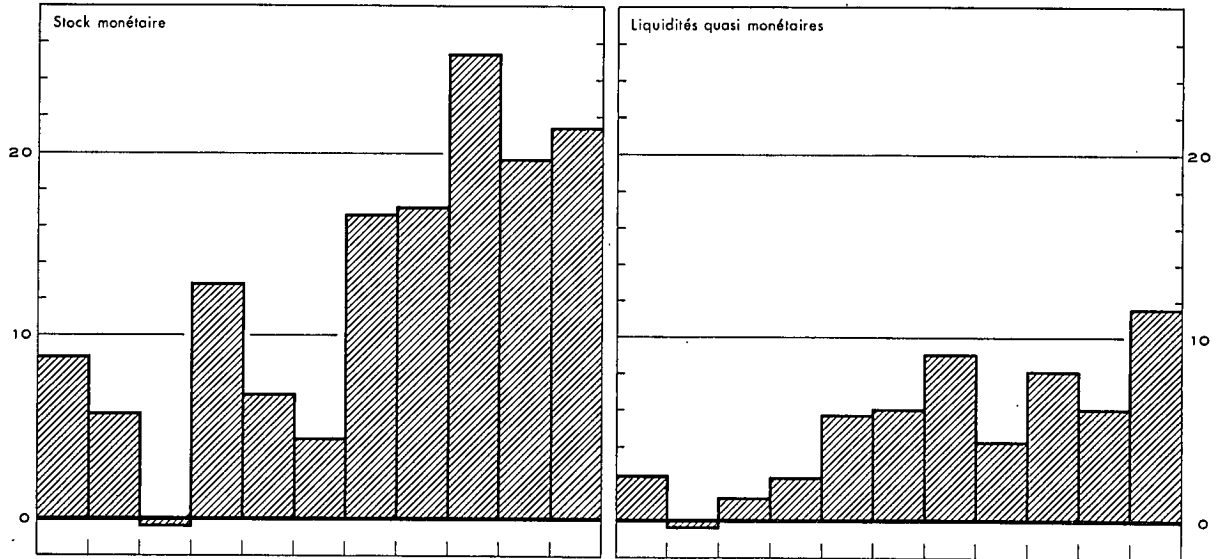
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

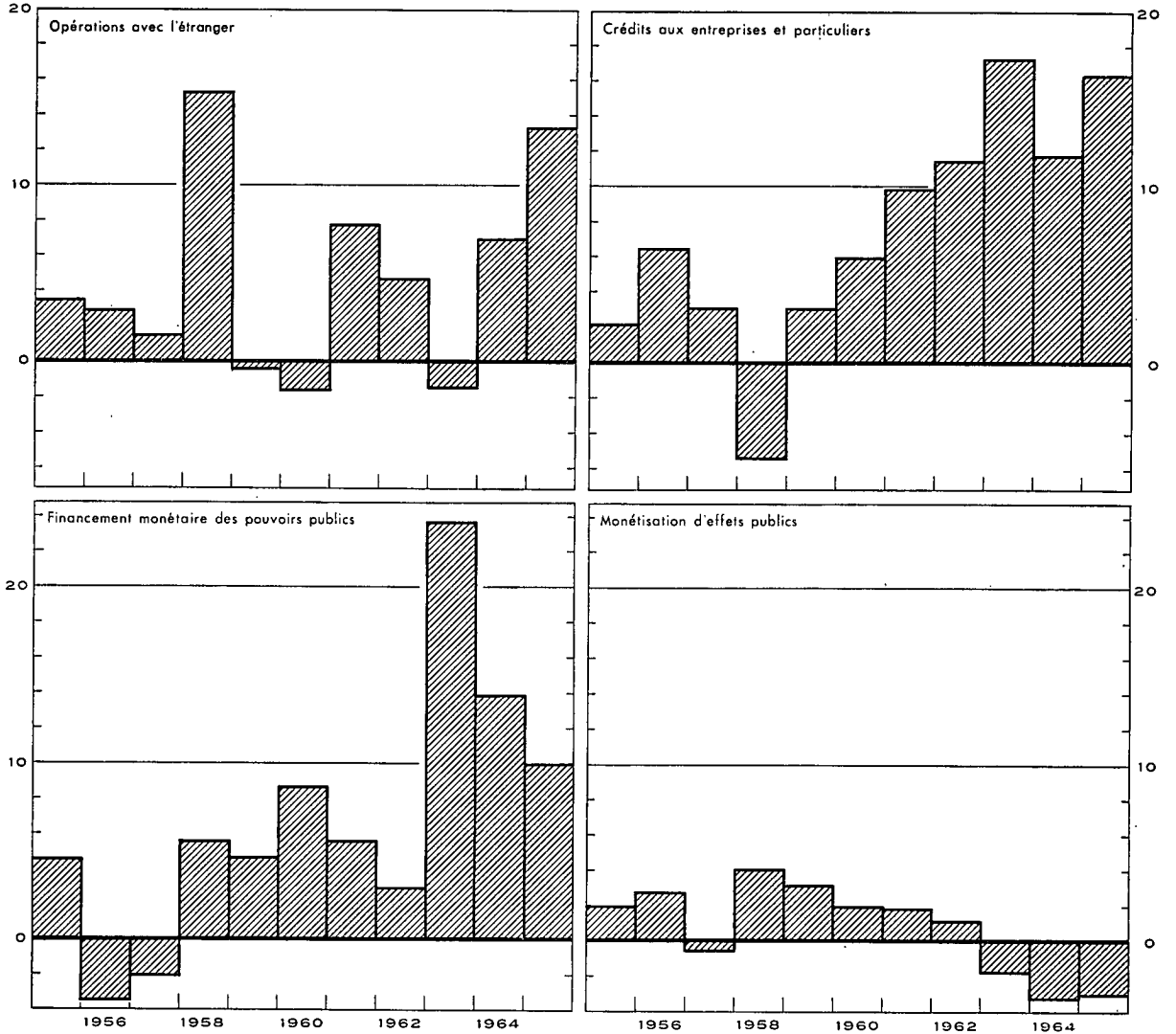
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	- 2,4 ³	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	... ³	+ 6,1 ³	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	<i>p</i> + 2,7	<i>p</i> - 1,1	<i>p</i> - 1,0	- 1,4	...	<i>p</i> ...	<i>p</i> - 2,5
4 ^e trimestre	+ 12,2	+ 3,1	+ 15,3	<i>p</i> + 3,8	+ 8,2	+ 1,4	- 2,5	<i>p</i> + 3,2	<i>p</i> + 1,7	<i>p</i> - 0,1	- 0,2	- 0,1	<i>p</i> + 0,4	<i>p</i> - 0,5
Total ...	+ 21,4	+ 11,6	+ 33,0	<i>p</i> + 13,3	+ 16,4	- 1,2	- 2,1	<i>p</i> + 7,2	<i>p</i> + 2,8	<i>p</i> - 1,0	- 2,0	...	<i>p</i> + 0,7	<i>p</i> - 1,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Février	6,9	157,8	161,3	8,9	0,4	34,7	85,1	120,2	129,1	290,4	55,5
Mars	6,9	158,1	161,3	9,2	0,5	35,2	88,0	123,7	132,9	294,2	54,8
Avril	6,9	161,3	164,8	9,4	0,3	37,2	88,6	126,1	135,5	300,3	54,9
Mai	6,9	163,5	166,6	9,2	0,3	36,1	90,8	127,2	136,4	303,0	55,0
Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
Juillet	6,9	167,7	171,0	8,5	0,3	37,9	88,6	126,8	135,3	306,3	55,8
Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	96,9	134,8	146,6	320,0	54,2
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	91,7	131,9	141,2	311,3	54,6
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	91,5	129,1	138,8	308,5	55,0

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+ 15,3	- 0,4	+ 15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	- 15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 2,0
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+ 10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	p-29,6	p90,4	- 0,4	p- 1,5	p- 1,9	p ...	p- 0,6	- 2,2	p+ 0,9	p- 0,7	p- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	p-28,0	p94,8	+ 2,8	p+ 1,6	p+ 4,4	p- 0,8	p ...	+ 1,4	p+ 3,8		
				+ 8,0	p- 1,2	p+ 6,8	p- 5,6	p+ 0,3	- 1,2	p+ 13,3		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	68.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	1	1	2
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.249
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.359
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. -- Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 7 décembre	1965 6 décembre	1965 4 janvier	1966 10 janvier	1965 8 février	1966 7 février	1965 8 mars	1966 7 mars
ACTIF								
Encaisse en or	72.557	77.915	72.537	77.895	73.065	77.898	74.219	77.816
Monnaies étrangères	25.845	23.660	27.914	21.932	26.052	20.707	25.958	20.852
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10.643	10.193	8.714	10.362	8.112	10.137	8.932	11.021
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	66	11	62	7	55	—	51	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	8.715	12.230	8.716	12.565	9.016	12.568	9.016	12.568
— Prêts ¹	1.500	3.375	1.500	3.375	1.500	3.375	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	24	...	3	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	24.930	23.153	27.325	21.472	25.351	20.413	25.579	20.435
Effets de commerce	3.262	6.098	3.871	7.582	3.816	6.938	2.772	6.933
Avances sur nantissement	1.276	278	2.022	63	1.257	66	1.500	31
Effets publics (Art. 20 des statuts, Con- vention du 14-9-1948)	9.675	9.425	9.900	9.800	7.375	9.575	9.900	9.775
Monnaies divisionnaires et d'appoint	340	518	395	443	586	504	604	534
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	2	1	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.792	2.951	2.793	2.953	2.952	3.196	2.950	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.711	1.787	1.711	1.787
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.515	1.710	1.534	1.781	1.668	1.869	1.678	1.881
Divers	1.739	2.041	2.219	2.609	1.668	1.503	1.371	1.517
	202.014	210.771	206.661	210.078	199.686	206.041	203.243	207.224
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.560	1.545	1.450	1.362	1.263	1.182	1.150	1.048
PASSIF								
Billets en circulation	156.397	166.863	160.209	167.726	156.540	166.682	158.141	167.046
Comptes courants :								
Trésor public {								
compte ordinaire ...	20	8	18	10	5	16	18	24
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	12	13	12	13	12	13	12	13
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	—	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	306	359	328	394	322	382	316	400
Comptes courants divers	1.023	1.930	1.119	1.353	1.392	1.068	2.127	809
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	122	223	153	259	152	202	191	136
b) autres accords	417	248	385	222	361	219	309	231
Total des engagements à vue ...	158.297	169.644	162.224	169.977	158.784	168.582	161.114	168.659
Banques belges, réserve monétaire	1.212	...	1.252	...	1.298	...	1.302	...
Monnaies étrangères et or à livrer	35.626	33.431	36.097	32.045	33.505	30.609	34.561	31.509
Caisse de Pensions du Personnel	1.515	1.710	1.534	1.781	1.668	1.869	1.678	1.881
Divers	2.570	3.033	2.760	3.322	1.478	1.784	1.635	1.978
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Reserves et comptes d'amortissement ...	2.394	2.553	2.394	2.553	2.553	2.797	2.553	2.797
	202.014	210.771	206.661	210.078	199.686	206.041	203.243	207.224
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.560	1.545	1.450	1.362	1.263	1.182	1.150	1.048

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

N. B. Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : *Office des Chèques postaux.*

	Milliers de comptes	Avoir global : 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)									
(milliards de francs)									
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1964 2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1965 Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 janvier	1966 31 janvier	1966 28 février	1966 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	1.298	—	1.302	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	3.629	4.326	3.707	4.420
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	781	2.157	2.359	2.950
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	23.004	29.841	24.400	30.849
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	5.106	4.749	4.612	4.452
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	10.951	12.422	11.949	11.917
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	90.674	96.384	88.801	93.884
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	37.653	37.833	36.579	36.534
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	53.021	58.551	52.222	57.350
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.192	1.356	1.257	1.409
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	20.804	25.923	21.494	26.424
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	51.815	63.966	51.333	63.606
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	76.653	85.620	77.566	86.553
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	607	705	608	705
b) Fonds publics belges ^{2 4}	71.460	67.875	69.307	80.181	71.363	79.406	72.260	80.348
c) Fonds publics étrangers ⁴	317	556	601	1.354	615	1.437	650	1.456
d) Actions de banques	1.282	1.545	1.868	1.912	1.868	1.913	1.859	1.916
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	2.200	2.159	2.189	2.128
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	2.442	2.771	2.602	2.452
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	215.985	254.500	287.406	327.171	288.349	329.515	291.382	328.916
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	44	70	43	74
Immeubles	1.801	1.434	2.134	2.714	2.165	2.725	2.172	2.736
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	73	260	73	261
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	62	97	73	95
Matériel et mobilier	200	239	341	375	347	380	351	387
Total de l'immobilisé ...	2.095	2.332	2.651	3.506	2.691	3.532	2.712	3.553
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	291.040	333.047	294.094	332.469

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parasétatiques
(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.978	1965 31 janvier	10.721	1966 31 janvier	14.886
1963 31 décembre	8.678	1965 31 décembre	14.404	1965 28 février	11.259	1966 28 février	14.870

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

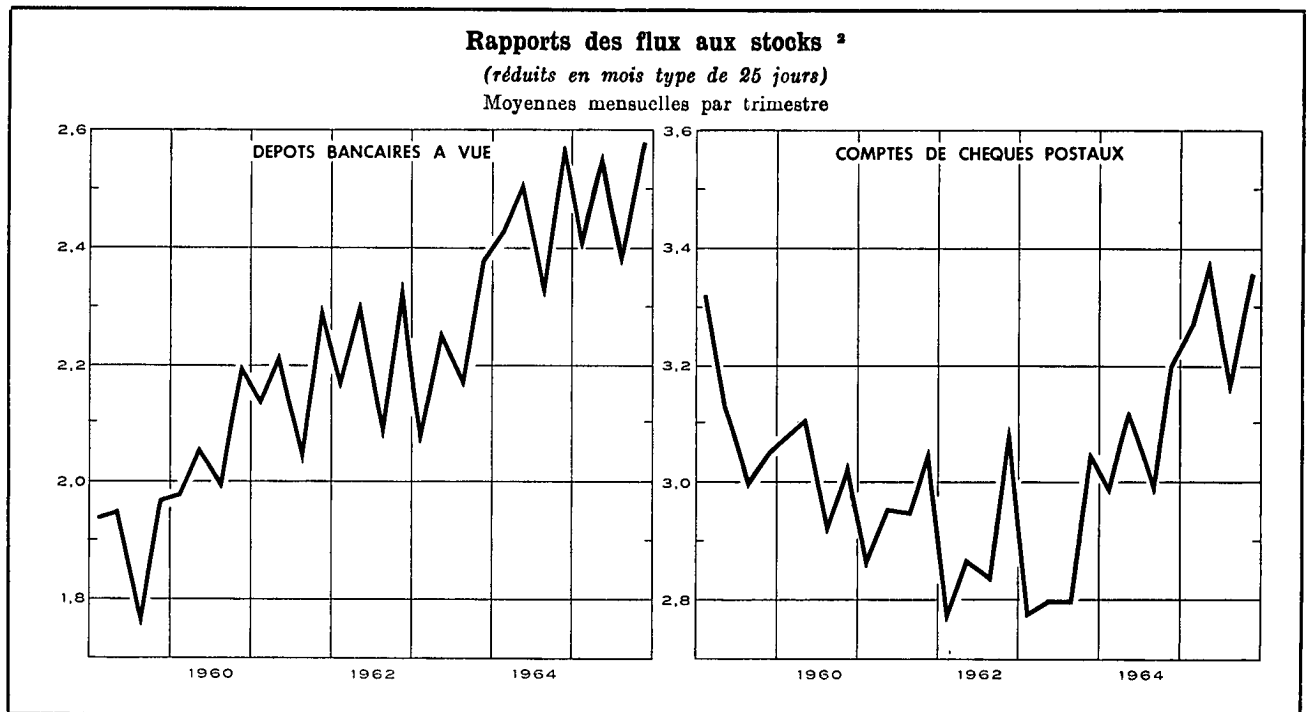
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 janvier	1966 31 janvier	1965 28 février	1966 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42).....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.747	804	698	589	2.709	484	626	416
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	3.460	6.042	1.784	6.216
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	3.183	2.869	1.566	1.827
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	277	3.173	218	4.389
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	52.510	59.509	52.817	57.539
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	5.133	5.018	6.079	5.405
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	20.806	25.923	21.496	26.424
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	4.960	7.969	6.146	6.603
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.190	1.443	1.234	1.434
Dépôts et comptes courants	130.986	150.290	164.568	189.447	164.199	186.903	166.902	188.533
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	82.216	88.097	82.595	87.223
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	9.184	11.797	9.543	11.785
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.487	31.925	39.347	33.535	41.464
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	808	1.102	742	1.151
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.965	2.915	2.965	2.924
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	35.100	41.632	35.591	42.046
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	2.001	2.013	1.931	1.940
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.393	11.432	11.390	11.479
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	991	979	991	978
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	7.569	8.846	8.492	8.829
Total de l'exigible ...	205.208	242.860	274.008	312.263	274.920	314.548	277.957	313.856
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	9.866	11.270	9.866	11.355
Fonds indisponibles par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.245	1.974	1.245	1.990
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	607	705	609	705
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.227	4.342	4.242	4.355
Provisions	156	193	186	209	175	208	175	208
Total du non exigible ...	12.872	13.972	16.049	18.414	16.120	18.499	16.137	18.613
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	291.040	333.047	294.094	332.469

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,8	83,4	178,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,03
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1964 2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
1964 3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
1964 4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
1965 2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
1965 3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
1965 4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
1965 Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
1965 Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
1965 Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
1965 Mai	174,2	147,3	321,5	2,47	2,57	3,60
1965 Juin	177,9	135,1	313,0	2,57	2,57	3,25
1965 Juillet	166,6	141,3	307,9	2,55	2,45	3,35
1965 Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
1965 Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
1965 Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
1965 Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
1965 Décembre	190,4	143,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier		147,4				3,39

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

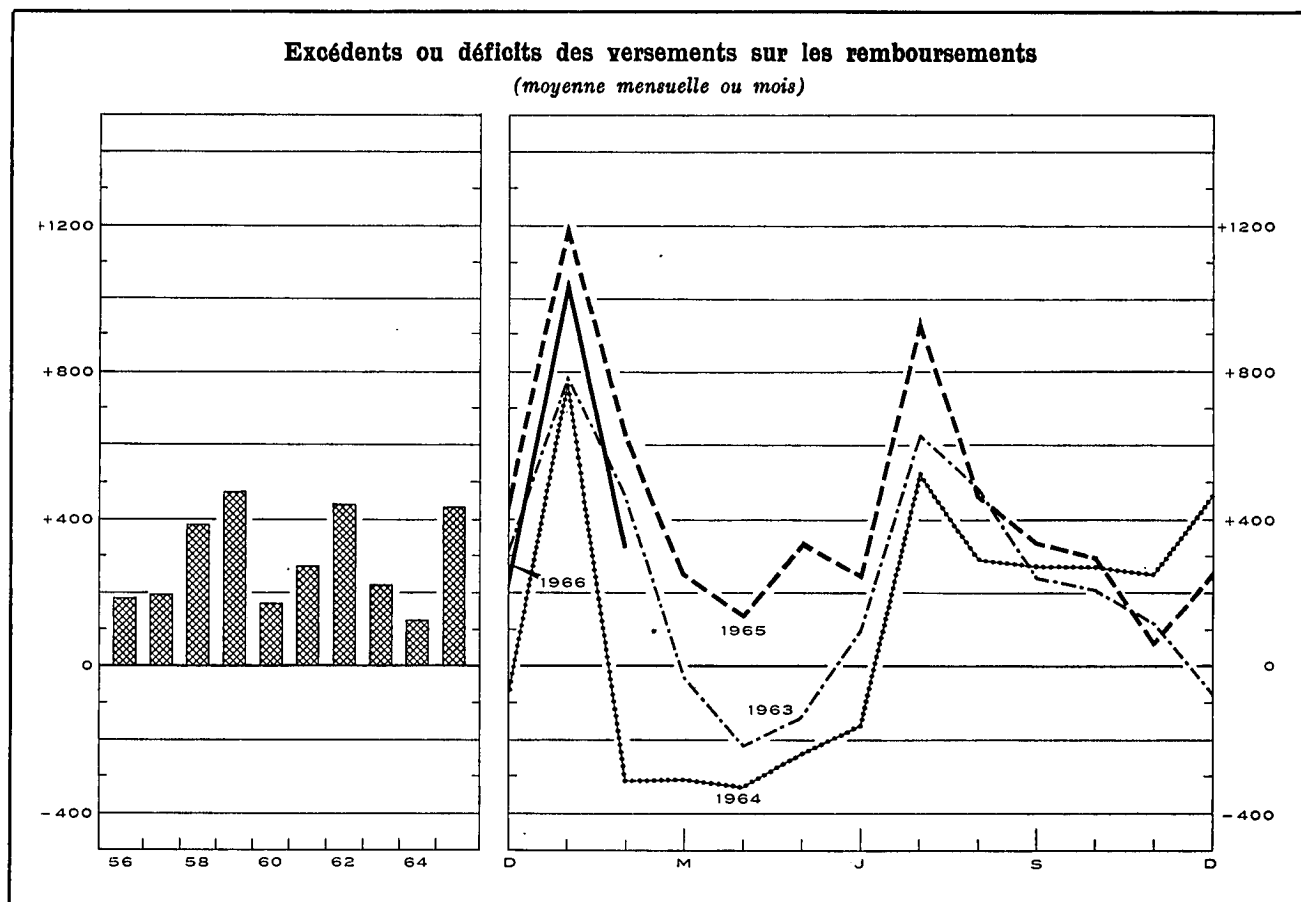
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.733		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	26.388		23.788		2.600		97.980 ¹	
1964	28.229		26.757		1.472		102.395 ¹	
1965 p	32.293		27.061		5.232		112.191 ¹	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	p 3.275	1.983	p 2.221	1.212	p 1.054	103.607	p113.245
Février	2.562	p 2.726	1.935	p 2.401	627	p 325	104.234	p113.570
Mars	2.558		2.303		255		104.489	
Avril	2.500		2.353		147		104.636	
Mai	2.691		2.348		343		104.979	
Juin	2.710		2.452		258		105.237	
Juillet	3.212		2.266		946		106.183	
Août	2.516		2.042		474		106.657	
Septembre	2.575		2.231		344		107.001	
Octobre	p 2.708		p 2.403		p 300		p 107.801	
Novembre	p 2.220		p 2.151		p 69		p 107.370	
Décembre	p 2.846		p 2.589		p 257		p 112.191	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ² :						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de répartition	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs			Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964	Février	4.714	651	219	96	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
	Mars	4.902	538	159	148	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214	
	Avril	4.674	664	151	80	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
	Mai	4.784	578	130	97	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
	Juin	4.615	673	258	121	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
	Juillet	4.555	1.047	141	163	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
	Août	4.735	692	147	140	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
	Septembre	4.609	953	205	84	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
	Octobre	4.562	700	248	101	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
	Novembre	4.629	599	124	94	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
	Décembre	4.471	782	182	159	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965	Janvier	4.350	379	93	31	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
	Février	4.106	499	80	121	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
	Mars	4.004	611	199	162	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
	Avril	4.037	563	127	149	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
	Mai	4.275	569	88	165	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
	Juin	4.304	662	211	195	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
	Juillet	4.169	484	301	103	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
	Août	3.966	579	147	96	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
	Septembre	3.921	555	153	92	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
	Octobre	3.785	612	213	138	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
	Novembre	3.703	495	171	93	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
	Décembre	3.656	851	160	223	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966	Janvier	3.887	525	135	94	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	
	Février	3.783	558	247	197	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1964 2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1964*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,3	2,0	3,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1953 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,6.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 8,9 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,3 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ⁴	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre ...	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre ...	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
							38.085	
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ⁵	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁶	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁹	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre ...	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ¹⁰	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre ...	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
							46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976	6,25 — 6,50 ³	99,25	à 5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

³ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

⁵ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

⁶ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

⁷ Intérêts : 6,25 % pendant les 8 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

⁹ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

¹¹ Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre ...	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
		31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,60

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

³ Emprunt de conversion.

⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

⁵ Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Éau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieures					extérieures							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6		
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1		
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,0	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	233,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	45,0	454,4	33,3	487,7	4,3	492,0

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat ²	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs ³	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁴	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Centrale de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

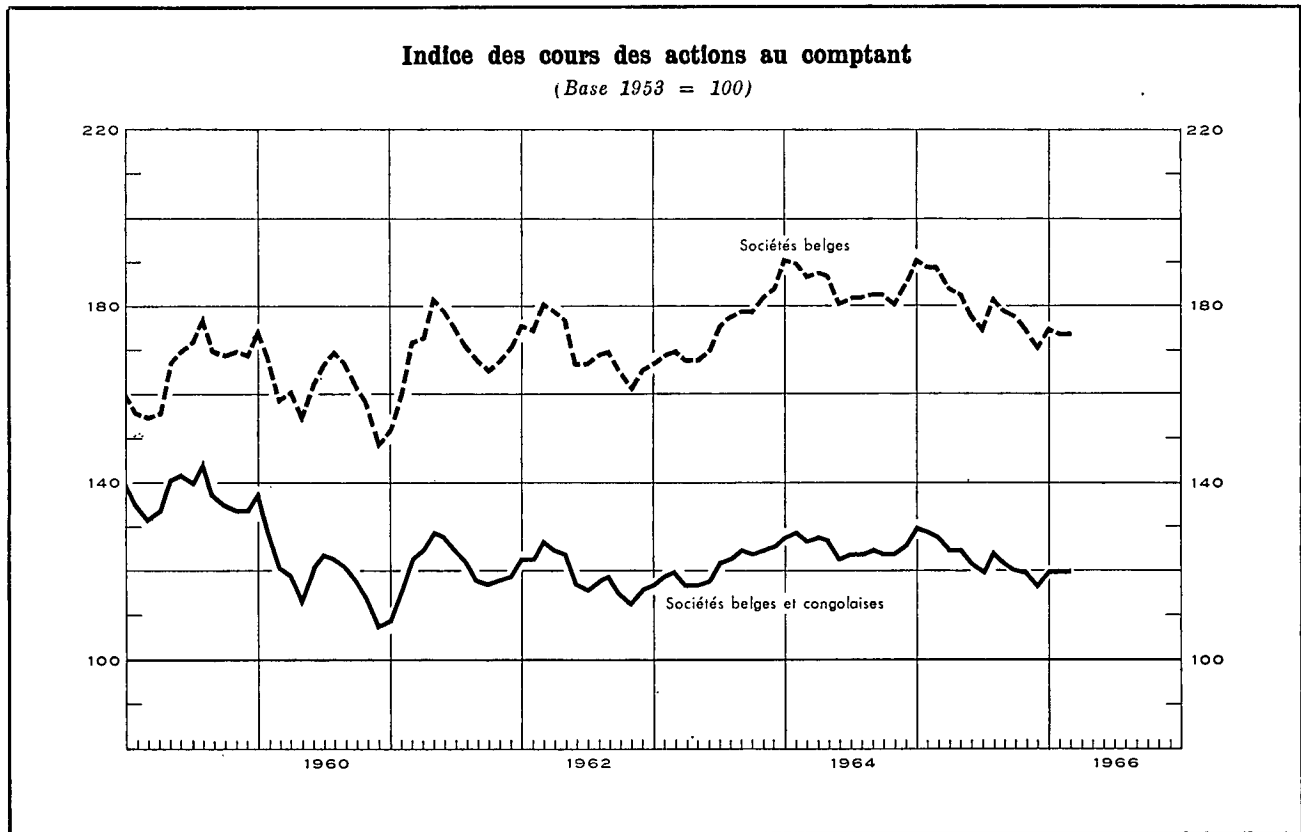
⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁵ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3							
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1955 Moyenne mensuelle ...	152	157	146	141	3,0	—						
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	139	3,3	—						
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	133	3,6	—						
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	117	3,9	—						
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	116	2,7	3,0						
1964 Moyenne mensuelle ...	85	126	185	115	2,6	3,0						
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	114	2,7	3,1						
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	98	130	120	191	175	120	113	2,7		3,1	
Février	115	90	129	120	189	174	119	115	2,9		3,2	
Mars	91		128	120	189	174	120	115	2,7		3,1	
Avril	82		125		184		116		2,6		3,0	
Mai	78		125		183		117		2,6		3,0	
Juin	89		122		178		113		2,7		3,0	
Juillet	61		120		175		111		2,7		3,0	
Août	65		124		182		115		2,7		3,0	
Septembre	72		122		179		113		2,7		3,0	
Octobre	80		121		178		112		2,8		3,1	
Novembre	78		120		175		111		2,9		3,2	
Décembre	74		117		171		107		2,9		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1953, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.550	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.037	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,8	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9.855	152,8	94,8	20,6	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,7	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	⁽⁵⁾ = (3) - (4)	(6)	= (5) + (6)	⁽⁸⁾ = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	<i>p</i> 6.544	4.640	1.648	2.992	418	3.410	<i>p</i> 9.954	12.018
1964	<i>p</i> 21.556	11.065	3.851	2.068	1.783	1.000	2.783	13.848	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	<i>p</i> 40	...	257	— 257	— 6	— 263	<i>p</i> — 223	— 223
1964	<i>p</i> 1.660	9	1	58	— 57	...	— 57	— 48	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	<i>p</i> 6.584	4.640	1.905	2.735	412	3.147	<i>p</i> 9.731	11.795
1964	<i>p</i> 23.216	11.074	3.852	2.126	1.726	1.000	2.726	13.800	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations Total (4) = (2) + (3)	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations Total (8) = (6) + (7)
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)		émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	
1962 6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	4	200
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	<i>p</i> 3.851	<i>p</i> 13.617	1.660	9	<i>p</i> 1	<i>p</i> 10
1964 Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	492	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier <i>p</i>	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février <i>p</i>	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars <i>p</i>	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril <i>p</i>	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai <i>p</i>	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin <i>p</i>	1.072	373	815	1.188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet <i>p</i>	1.485	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août <i>p</i>	713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Septembre <i>p</i>	1.090	317	...	317	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre <i>p</i>	656	307	...	307	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre <i>p</i>	3.980	999	1.512	2.511	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre <i>p</i>	2.513	972	...	972	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966 Janvier <i>p</i>	733	452	15	467	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février <i>p</i>	922	529	...	529	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

N. B. — 8, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	3.613		5.035	83
1964 2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.788	1.151	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	4.231		5.547	...
1965 Février	1.812	483	2.790	1.685	...	1.741	1.659	5.085	180
Mars	1.955	229	2.428	1.357	...	1.177	2.078	4.612	4
Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	4.989		5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	4.533		5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	3.420		5.123	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 10 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Auvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 10 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1964 4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1964 Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	359	88	971	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	730	266	733	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours	autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 866 jours 1				
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25	
		représentatives d'importations | d'exportations									
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25			6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—			6,—	
								Certificats de trésorerie émis à maximum 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 866 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 mars 1966

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Avril	3,05
Mai	3,47
Juin	3,57
Juillet	3,98
Août	3,02
Septembre	2,77
Octobre	3,54
Novembre	3,28
Décembre	3,64
1966 Janvier	3,20
Février	3,16
Mars	3,53

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	4 mois	5 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
					4,30	3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,00	—	4,35	4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963	3,50	3,80	4,10	—	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1964	4,25	4,50	4,75	—	4,95	4,95	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1965 Avril ..	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	1965 11 mai	5,20	5,35	5,45
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	8 juin	5,20	5,35	5,45
Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00	4,98	13 juil.	5,35	5,45	5,50
Juillet ..	4,30	4,55	4,80	—	5,15	5,14	10 août	5,35	5,45	5,50
Août ..	4,10	4,35	4,60	—	5,00	5,09	14 sept.	5,20	5,35	5,45
Sept. .	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,98	12 oct.	5,15	5,30	5,40
Oct. .	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,95	9 nov.	5,15	5,30	5,40
Nov. .	4,00	4,30	4,60	—	5,00	4,98	14 déc.	5,30	5,45	5,50
Déc. .	4,10	4,40	4,75	—	5,15	5,07	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
1966 Janv. .	4,10	4,40	4,75	—	5,05	5,12	8 fév.	5,25	5,40	5,45
Fév. .	4,10	4,40	4,75	—	5,00	5,01	8 mars	5,25	5,40	5,45
Mars .	4,10	4,40	4,75	—	5,10	5,07	12 avril	5,35	5,50	5,55

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Il convient de noter également que, jusqu'au 10 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 9283).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,0 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 9 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particulières) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 10 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,80 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,80 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,25 %	4 à 5,50 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	5 à 6,50 %	5,20 à 6,50 %		
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1965 Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
1965 Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
1965 Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
1965 Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
1965 Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
1965 Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41
1965 Octobre	4,05	5,45	5,46	5,64	5,57	5,54	6,45	6,51	6,47
1965 Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
1965 Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
1966 Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
1966 Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXII^e année, vol. I, no 2, février 1966.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		4,—		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—								
Février ...					11	4,—									15	2,50
Avril																
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet											16	5,—				
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50					15	3,—				
Novembre .			7	2,50			20	4,—								
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50			3	2,50
Juillet ...																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50												

1 Federal Reserve Bank of New-York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 4 février	1966 10 février	1966 4 mars	1966 10 mars
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	21.033	22.462	21.409	22.798
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.420	4.754	3.482	4.713
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	3.172	4.443	3.197	4.410
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	248	311	285	303
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	589	1.471	589	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	35	37	34	33
Comptes courants postaux	553	481	911	920	850	1.056	855	1.022
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.286	3.106	4.286	4.143
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	16.261	15.791	16.087	14.049
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	5.484	6.309	6.160	6.422
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	1
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	547	623	284	368
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	1.296	...	831	594
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	5.181	4.505	4.972	2.974
<i>Autres crédits à moyen terme</i>				4.945	3.753	4.354	3.840	3.690
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	3.945	5.340	3.654	5.971
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	32	12	24	16
Avances sur titres	74	67	71	88	86	114	87	90
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	923	907	843	787
Divers	834	885	1.468	1.497	1.439	1.095	1.420	1.137
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	62.671	65.917	62.542	66.002

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	58.311	62.338	58.395	62.496
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.216	1.996	2.064	2.007
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	249	149	196	169
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .		1.291	1.789	1.807	788	685	720	681
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.178	1.162	1.147	1.156
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.894	1.333	1.833	1.249
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	62.671	65.917	62.542	66.002

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1965 10 February	1966 9 February	1966 10 March	1966 9 March
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	------------------	-----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.638	2.788	2.638	2.838
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.650	2.800	2.650	2.850
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.650	2.800	2.650	2.850

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.599	2.781	2.628	2.794
In Banking Department	23	41	20	46	51	19	22	56
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.650	2.800	2.650	2.850

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	193	361	242	348
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	110	57	108	79
Securities	20	22	25	26	25	28	27	27
Notes	23	41	20	46	51	19	22	56
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	380	466	400	511

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits	13	11	10	11	9	13	11	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	97	—	96
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	266	246	283	291
Other Accounts	73	74	71	86	86	91	87	94
Total ...	595	384	376	378	380	466	400	511

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 10 February	1966 9 February	1965 10 March	1966 9 March
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	13.092	11.696	12.986	11.707
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.554	1.731	1.542	1.717
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	14.646	13.427	14.528	13.424
Cash	288	182	146	129	172	172	152	201
Discounts and advances	38	63	186	137	144	443	437	506
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	58	73	55	73
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	73	36	60	73
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	6.671	9.299	6.668	8.897
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	...	...	1
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	25.188	24.828	25.697	24.891
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	5.274	6.550	4.846	6.561
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	37.133	40.677	37.211	40.350
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	109	387	62	...
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	37.242	41.064	37.273	40.350
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	37.517	41.616	37.825	41.004
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	5.648	6.238	5.348	5.890
Bank premises	104	104	102	103	102	102	102	102
Other assets	357	400	552	977	564	645	503	499
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	58.649	62.200	58.458	61.118
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	33.937	36.381	34.087	36.520
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	17.335	18.264	17.250	17.688
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	907	925	872	451
Foreign	247	171	229	150	143	142	151	182
Other	424	291	321	355	192	234	194	252
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	18.577	19.565	18.467	18.573
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.299	4.800	4.106	4.572
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	645	186	605	195
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	57.458	60.932	57.265	59.860
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	529	556	532	557
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	138	161	137	150
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	58.649	62.200	58.458	61.118
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents ..	86	92	122	144	120	138	119	135
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	42,2 %	35,9 %	41,8 %	35,8 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² F.R. note liability includes \$ 947 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 8 februari	1966 7 februari	1965 8 maart	1966 7 maart
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	6.116	6.327	6.207	6.328
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	1.322	785	1.287	794
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	24	46	24	49
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	...	10	...	40
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	338	749	338	749
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	156	166	27	244
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	17	20	18	22
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	173	168	175	167
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	24	31	23	29
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.170	8.302	8.099	8.422
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.554	7.223	6.719	7.402
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	1.289	743	1.059	687
's Rijks schatkist	995	620	1.095	665	971	633	897	493
Banken in Nederland	233	233	122	138	286	86	129	161
Andere ingezetenen	143	133	44	50	32	24	33	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	68	53	57	50
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	71	106	70	73	65	48	54	40
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	6	3	5	3	10
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	14	12	13	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	58	86	64	86
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.170	8.302	8.099	8.422
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	63	62	65	64	70	64	69

XX - 6. — **BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre p	1964 novembre	1965 novembre	1965 gennaio	1966 gennaio p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.502	1.000	1.502
Cassa ¹	12	25	22	24	12	12	16	16
Portafoglio ²	616	942	764	720	716	666	712	708
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	238	342	203	315
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	...	14	...	21
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	1.950	1.720	2.083	1.920
Disponibilita in divisa all'estero	63	65	64	...	64	...	63	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	326	322	398	322
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	210	159	193	305	205
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	410	380	380	377
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	552	755	740	973
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	32	29	55	36
Spese	56	71	88	81	53	62	3	3
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.512	5.997	5.958	6.398
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.477	3.762	3.592	3.923
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	26	30	34	33
Conti correnti liberi	122	87	119	157	41	47	72	60
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.550	1.792	1.728	2.031
Creditori diversi	237	352	517	339	356	293	520	336
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	3	3	4
Rendite	57	72	89	82	53	63	3	3
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.512	5.997	5.958	6.398
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.987	4.697	4.911	5.042	5.021
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	3	1	2	1
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	364	346	366	388
— istituti speciali	290	274	279	293	272	281	266	283
³ Comprese anticipazioni R :								
— aziende di credito	256	334	282	308	236	339	200	312
— privati	4	2	2	1	2	1	2	1
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	81	7	90	56	94	50	36	—
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2	1	1	2	1	—
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	16	23	22	19

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1965 5 Februar	1966 7 Februar	1966 6 März	1966 7 März
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	16.736	17.372	16.707	17.339
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	9.467	7.305	10.052	7.131
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	329	417	563	892	555	887	522	957
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	2.683	3.344	2.683	3.344
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	897	751	615	509	614	508	613	508
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.343	1.446	1.344	1.446	1.344	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	720	1.390	720	1.390	720	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	159	166	156	162
Postcheckguthaben	546	376	377	409	149	161	179	170
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	3.260	5.672	4.457	6.976
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	6	397	70	289
Lombardforderungen	158	208	646	696	21	48	64	490
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	601	293	486	290
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.176	1.150	1.176	1.149
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	6.111	7.602	5.725	7.363
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.894	3.055	2.834	3.055
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	2.953	2.285	2.953	2.285
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	358	182	364	175
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.129	49.919	48.428	51.175

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	26.082	27.347	27.329	28.390
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	17.853	18.850	17.940	19.013
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	12.232	13.607	15.143	16.241	14.815	17.133	15.189	16.911
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.284	4.126	3.215	2.165	2.791	1.475	2.509	1.845
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	279	273	252	265	247	242	242	257
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	310	438	260	413
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	353	234	257	418	279	415	230	386
<i>Sonstige</i>	21	36	51	34	31	23	30	27
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	776	861	776	861
Sonstige Passiva	737	495	572	639	558	658	573	733
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.129	49.919	48.428	51.175

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 5 février	1966 7 février	1965 5 mars	1966 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.695	11.515	11.695	11.515
Devises	867	1.083	1.679	853	1.314	803	1.274	750
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	174	429	129	429
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	92	108	77	99
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	92	108	77	99
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	10	11	10	24
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	532	432	652
Titres	43	52	65	93	66	100	66	105
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	2	3
<i>autres</i>	27	52	64	91	65	98	64	102
Correspondants :	88	71	92	81	30	28	55	42
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	13	13	20	27
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	17	15	35	15
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	39	43	41	43
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.852	13.569	13.779	13.659

PASSIF

Fonds propres	54	55	56	57	56	57	56	57
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	8.795	9.155	8.968	9.335
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	3.083	2.381	2.817	2.280
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	2.711	2.040	2.437	1.963
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	372	341	380	317
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	9	18	23	21
Autres postes du passif	217	221	243	291	249	298	255	306
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.852	13.569	13.779	13.659

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 janvier 1965	31 janvier 1966	28 février 1965	28 février 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.317	3.299	3.325	3.122
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	52	522	39	531
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	447	70	428	70
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	63	125	62	126
Y. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	2.080	2.072	2.163	2.333
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	1.746	1.276	1.649	1.429
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	248	535	424	628
d) de 6 à 9 mois	68	25	16	61	18	83
e) de 9 à 12 mois	21	118	58	86	60	104
f) à plus d'un an	9	126	9	111	9	86
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.287	1.693	1.511	1.658
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	281	293	284	293
b) de 3 à 6 mois	3	3	3	3	—	5
c) de 6 à 9 mois	85	94	97	109	107	110
d) de 9 à 12 mois	26	22	22	14	15	12
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	589	991	873	966
b) de 3 à 6 mois	120	100	119	89	40	109
c) de 6 à 9 mois	17	75	17	83	30	50
d) de 9 à 12 mois	25	35	30	39	29	44
e) à plus d'un an	125	81	129	72	133	69
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
Total actif ...	7.155	8.192	7.315	7.850	7.597	7.909

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1958, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 janvier 1965	31 janvier 1966	28 février 1965	28 février 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	4.061	4.041	4.221	3.912
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	72	203	58	35	58	17
b) de 6 à 9 mois	—	69	20	169	21	187
c) de 3 à 6 mois	79	79	79	148	69	153
d) à 3 mois au maximum	783	1.656	783	650	759	664
e) à vue	2.518	1.836	2.795	2.474	2.845	2.338
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	17	—	17
c) de 3 à 6 mois	69	69	69	86	69	86
d) à 3 mois au maximum	69	248	69	—	69	—
e) à vue	167	216	188	462	331	450
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.410	2.975	2.514	3.164
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	77	27	72	27
b) de 9 à 12 mois	26	11	53	32	64	40
c) de 6 à 9 mois	81	80	87	79	93	89
d) de 3 à 6 mois	331	503	403	504	246	341
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.392	1.844	1.571	2.183
f) à vue	20	16	27	16	51	14
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	15	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	15	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	31	15	34	1
d) à 3 mois au maximum	254	323	305	438	346	447
e) à vue	52	17	20	20	22	22
V. Effets :	415	385	414	382	427	377
a) de 9 à 12 mois	37	—	37	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	15	—	45	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	151	55	171	54
d) à 3 mois au maximum	212	333	211	327	211	323
VI. Divers	65	79	66	77	71	81
VII. Comptes de profits et pertes	9	10	9	10	9	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	204	214	204	214	204	214
<i>Total passif ...</i>	7.155	8.192	7.315	7.850	7.597	7.909

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfère par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M. Office National de l'Emploi.
	O.N.J. Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiotélévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série).....	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1962	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

**XV. — Principales modalités de l'épargne globale
des particuliers et des entreprises**

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende-
ment.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

	Numérotation des tableaux
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Bank	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dé- penses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjonc- ture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
